

PRÉSIDENTE

Mouvement dans le corps des secrétaires généraux de wilayas

P. 24

LE PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Motion de soutien du Conseil de la nation

P. 4

LIBYE

Boukadoum à la 1^{ère} réunion du Comité de suivi de la Conférence de Berlin

P. 24

REUNION GOUVERNEMENT - WALIS

Les engagements de Tebboune pour une "Algérie nouvelle"

Présent hier à l'ouverture de la rencontre gouvernement-walis à laquelle il avait appelé il y a quelques semaines, le Président Tebboune a donné les orientations ainsi que les instructions nécessaires pour faire de ce rendez-vous, une véritable feuille de route pratique pour concrétiser les engagements pris aux plans politique, économique et socioculturel.

DKnews



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR :

"Vers la création prochaine de 7 pôles d'excellence"

P. 5

INDUSTRIE

"La SNVI bientôt rattachée à la Direction des industries militaires"

P. 6

FEMME-AFRIQUE-CONGRÈS

"Consécration de l'égalité et l'implication de la femme africaine dans la prise de décision"

P. 4

SANTÉ

ACNÉ ADULTE

Comment retrouver une peau nette

P.p 12-13

F   TBALL

TECHNOLOGIES
L'Intelligence artificielle pour mieux cerner le hors-jeu

P. 17



CHINE :
Mise en opération de quatre satellites «Beidou» en réseau

P. 17

CULTURE

Cotonou abrite le 3^e Festival panafricain «Afrique du rire»

P. 17

SPORT - MÉDIAS

La situation socio-professionnelle des journalistes au menu d'une conférence-débat mercredi

L'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA) organise, mercredi à 10h00 à Alger, une conférence-débat sur la situation socio-professionnelle des journalistes et assimilés, a indiqué hier l'organisation.

"Les conditions de travail dans lesquelles exercent les journalistes et assimilés leur métier, les contraintes d'ordre sociales, la fragilisation de la situation socioprofessionnelle et les pressions, sont autant de problèmes auxquels fait face quotidiennement le journaliste et devraient être abordés lors de la rencontre", a indiqué l'ONJSA dans un communiqué.

Selon cette dernière, les participants écouteront de nombreux témoignages relatant la précarité de la situation socioprofessionnelle de journalistes dont ceux basés à l'intérieur du pays et débattront des relations de travail organes-journalistes ainsi que de l'exploitation "abusive" de journalistes par certains patrons de médias. "Ce conclave devrait permettre de sortir avec un projet d'une plateforme qui recensera les préoccupations et revendications de la famille de la presse quant aux conditions de travail dans lesquelles exercent les journalistes et assimilés des différents médias", a ajouté le communiqué.



MARKETING TOURISTIQUE Les 13^e Journées prévues les 19 et 20 février à Alger



Les "13^e Journées du Marketing touristique" se tiendront les 19 et 20 février 2020 à l'École Supérieure de l'Hôtellerie et de la Restauration (ESHRA) de Aïn Benian (Alger), a indiqué hier un communiqué de son organisateur.

Placées sous le patronage du ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, sous la thématique "Destination Algérie: un enjeu de portée sectorielle et de développement économique, pour quelle stratégie marketing?", ces journées seront animées par des experts nationaux, internationaux, universitaires et des acteurs institutionnels.

Les intervenants "ne manqueront pas de susciter un grand intérêt, tout particulièrement dans le contexte économique actuel", a indiqué le directeur de RH International communication, Rachid Hessay.

Ce dernier tient à souligner l'annonce récente, devant l'APN, du Premier ministre, Abdelaziz Djerdad, de procéder à "une refonte du secteur touristique avec pour objectif de mettre en œuvre un Plan destination Algérie qui s'appuiera principalement sur le soutien de l'action des agences de voyages, d'une part, ainsi que sur la facilitation des procédures visas, au profit des touristes étrangers, d'autre part".

Une telle démarche "encouragera les voyageurs qui souhaitent découvrir l'Algérie, le plus grand pays d'Afrique aux atouts touristiques indéniables", a poursuivi M. Hessay, rappelant également l'organisation par le ministère du Tourisme d'ateliers de travail inhérents à la stratégie de marketing touristique, dans le cadre d'une vision prospective, basée sur la réalisation des objectifs de développement global".

TRIBUNAL CRIMINEL DE OUARGLA

5 ans de prison ferme pour apologie du terrorisme

Une peine de cinq (5) ans de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 DA a été prononcée hier par le tribunal criminel d'Ouargla à l'encontre du nommé LA (31 ans) pour "apologie d'actions terroristes" et "propagation d'idées d'organisations terroristes" en exploitant les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Dans la même affaire, le tribunal a acquitté le nommé S.M (26 ans).

Selon l'arrêt de renvoi, l'affaire remonte à l'année dernière, lorsque les services de la gendarmerie nationale de la wilaya d'El-Oued ont identifié sur les réseaux sociaux le dénommé LM qui a ouvert un compte Facebook pour rediffuser des idées et autres photographies et vidéos d'organisations terroristes sur leurs actions.

Les investigations menées ont révélé l'intention du mis en cause de rejoindre un groupe terroriste, tout comme il avait durant plusieurs années des contacts avec des individus ayant les mêmes tendances, parmi lesquels S.M, dont la perquisition du domicile familial à Guemmar (El-Oued) s'est soldée par la découverte de trois téléphones mobiles et une paire de jumelles.

Le ministère public avait requis, eu égard à la gravité des charges, une peine de 10 ans de réclusion, assortie d'une amende de 500.000 DA, à l'encontre de chacun des mis en cause.

ARMÉE

Sétif : portes ouvertes sur les armes de la garde républicaine



Des portes ouvertes sur les armes de la garde républicaine se sont ouvertes hier à la maison de la culture Houari Boumediene de la ville de Sétif.

La cérémonie d'ouverture de la manifestation qui dure quatre jours a été présidée par le commandant du secteur militaire de la wilaya de Sétif le colonel Kamel Aït Abderrahmane en présence des autorités locales et du chef de département de communication au Commandement de la garde républicaine le colonel Amine Gharbi.

Dans son allocution, le colonel Aït Abderrahmane a relevé que "ces manifestations permettent de présenter au public les réalisations de l'Armée nationale populaire dans le cadre de son programme de développement et modernisation, de consolider les rapports de l'armée à la nation et de consacrer la cohésion et la solidarité enracinées entre le peuple et l'armée tout en créant des espaces de communication plus efficaces".

De son côté, le colonel Gharbi a indiqué à l'APS, après l'ouverture officielle des portes ouvertes, que cette manifestation "vise à informer les jeunes désireux d'intégrer les rangs de ce corps d'armée des missions et des spécialités, des formations offertes et des possibilités existantes".

Plusieurs stands exposent aux visiteurs les missions spécifiques de la garde républicaine, les ateliers de musique militaire, de cavalerie et des unités combattantes outre l'exposition de matériel de combat et d'entraînement. Un espace spécial a été réservé aux jeunes souhaitant connaître les procédures d'intégration au sein de la garde républicaine.

ALGER

Coupe d'électricité demain dans plusieurs localités à Saoula

Une coupe d'électricité est programmée pour demain dans plusieurs localités à Saoula, en raison des travaux sur le réseau de distribution électrique 30 kv (moyenne tension), a indiqué hier un communiqué de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz. La coupe affectera les localités de Douar Baba Ali, Les Zouines et la cité 193 logements à Baba Ali, a précisé le communiqué de la direction de distribution de Gué de Constantine. Suite à cette coupe, la même direction met à la disposition des citoyens H/24 le numéro 33 03 pour toute information utile.

Perturbation de l'alimentation en électricité ce jour et demain dans plusieurs quartiers de Raïs Hamidou

Une perturbation de l'alimentation en électricité est prévue aujourd'hui et demain dans plusieurs quartiers de la commune de Raïs Hamidou (Alger), en raison des travaux d'entretien des postes électriques, a indiqué hier la Société algérienne de l'électricité et de gaz.

La Concession de distribution d'Alger, la Direction de distribution de Bologhine a indiqué, dans un premier communiqué, que dans le cadre de des travaux d'entretien des postes électriques, une perturbation de l'alimentation en électricité est prévue lundi de 9h00 à 16h00 dans les quartiers de de Sidi Lekbir et Sidi Lekbir 2 à Raïs Hamidou.

Dans un second communiqué, quatre quartiers de la même commune, en l'occurrence la Rue Beausejour, Hai el Aada Sidi el Kebir, la Promotion Bennabi Lotissement 95 Sidi el Kebir et la Cité 173 logts Cosider Sidi el Kebir, seront touchés mardi de 9h00 à 16h00 par ces perturbations causées également par des travaux d'entretien des postes électriques.

SEAL

Suspension de l'alimentation en eau potable dans 7 communes d'Alger

L'alimentation en eau potable sera suspendu dans un nombre de quartiers des communes de Belouizdad, Sidi M'hamed, Alger Centre, Kouba, Oued Koriche, Bab el Oued et la Casbah, en raison des travaux de réparation de deux canalisations principales, une de distribution et l'autre de transport d'eau, a indiqué dimanche la Société des Eaux et de l'Assainissement d'Alger (SEAAL). La SEAAL procédera le lundi 17 février 2020 de 7h00 à 13h00 à des travaux de réparation d'une canalisation principale de transport d'eau, localisée à l'intérieur du site de la station de pompage de Télémy, selon un communiqué de l'entreprise.

L'alimentation en eau potable sera suspendue au niveau des quartiers des communes de Oued Koriche (Cité Djennane Hacene, Cité 64 logements, Climat de France, quartier Fontaine Fraiche, quartier Diar el Kehf, quartier Tarek ibn Ziad, quartier skoto Nadal, et la partie basse de Frais Vallon) et de Bab el Oued (boulevard colonel Lotfi, rue Rabah Bissas, rue Abdelkader Abdoune et boulevard Said Touati), a-t-on signalé.

Des quartiers de la commune de la Casbah, précisément le boulevard Mohamed Taleb, MDN, hôpital Ait Idir et la rue du Docteur Bentami) seront également touchés par cette suspension, qui affectera plusieurs quartiers de la commune d'Alger Centre, en l'occurrence, les Frères Bellili, Abdelaziz Mouzaoui, frères Benacer, Sfindja, Ain Zeboudja, la perlier, Frantz Fanon, chemin des sept merveilles, yahia Ferradi, chemin Pouyane, 118 Krim Belkacem, hôtel Aurassi, cité des fonctionnaires, chemin Sidi Brahim, chemin Aknouche et l'immeuble aéro-habitat.

La remise en service de l'alimentation en eau potable se fera progressivement dès la fin des travaux, selon le même texte.

Dans un second communiqué la SEAAL a signalé également des travaux de réparation d'une canalisation principale de distribution dans la commune de Belouizdad, s'étalant de la nuit du lundi 17 février 2020 jusqu'à 18h00 du mardi 18 février 2020 à 6h00.

Une suspension de l'alimentation en eau potable touchera les communes de Belouizdad (Quartier Med Belouizdad, quartier Hassiba Ben Bouali, Quartier Ruisseau) et de Sidi M'hamed (Meissonnier, Didouche Mourad côté pair, quartier Hassiba Ben Bouali, avenue de l'ALN, rue Béziers, quartier 1er Mai et port d'Alger).

La rue D'Angkor (Alger Centre) et une partie de la rue Boudjaât (Kouba), seront également touchées.

La SEAAL met en place un dispositif de citernage, afin d'alimenter en priorité les établissements publics et hospitaliers durant ces travaux.



REUNION GOUVERNEMENT - WALIS

Début des travaux sous la présidence de Tebboune

Les travaux de la réunion gouvernement-walis, placée sous le thème "Pour une Algérie nouvelle", ont débuté hier à Alger, sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en présence du Premier ministre Abdelaziz Djerad, des membres du gouvernement, des cadres centraux et locaux et des élus.

Organisée simultanément au Palais des nations (pour ce qui est des allocutions et des communications) et au Centre international des conférences (pour ce qui est des ateliers et des débats), la rencontre réunit, durant deux jours, plus de 1.100 participants dont les partenaires socio-économiques du gouvernement.

S'inscrivant dans un nouvel esprit de gouvernance, établi sur la base d'une approche de développement durable harmonieuse, mettant en valeur la qualité du cadre de vie citoyen et son environnement, la rencontre vise à élargir le

terrain de réflexion et de la mise en application du plan arrêté par les pouvoirs publics afin d'établir une démarche performante de développement, génératrice de richesses et favorable à la mise en réseau des initiatives innovantes des différents acteurs, tant sur le plan régional que local.

S'agissant des objectifs assignés à la rencontre, il s'agit, selon le ministre de l'Intérieur, de "rompre avec la pratique des plans de développement locaux synonymes de programmes de financement et s'orienter vers une réelle planification du développement local".



LE PRÉSIDENT TEBBOUNE :

«Le Hirak traduit la volonté du peuple qui a pris son élan pour une élection transparente et intègre»

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé hier à Alger que le Hirak populaire pacifique qui célèbre son premier anniversaire traduit la volonté du peuple qui a pris son élan, en décembre dernier, pour une élection transparente et intègre où il a réitéré son engagement pour un changement radical.

"Il y a de cela une année, les citoyens et citoyennes sont sortis dans un Hirak béni pacifique, sous la protection de l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN) pour revendiquer le changement et rejeter, pacifiquement, l'aventure qui a failli conduire à l'effondrement de l'Etat national et de ses piliers pour retomber dans la tragédie vécue lors des années 90".

Le Président de la République a mis en avant l'élan du peuple algérien pour une élection transparente et régulière. "Telle a été la volonté, invincible, du peuple, car émanant de la volonté d'Allah", a-t-il soutenu.

M. Tebboune a rappelé avoir réitéré, à l'issue de son élection à la magistrature suprême, son engagement à opérer un changement radical, pour satisfaire les revendications du Hirak béni. S'adressant aux walis lors de cette première rencontre depuis son élection, le Président Tebboune a déclaré "nous sommes réunis aujourd'hui, en cette conjoncture particulière où vous êtes tenus en tant que responsables locaux à opérer un changement au niveau local, à rompre définitivement avec les anciennes pratiques en vous rapprochant des citoyens afin de briser le cloisonnement créé par le passé entre le citoyen et l'Etat pour rétablir la confiance perdue".

Cette réunion est une occasion "où sont réunis l'autorité de planification et l'autorité d'interface locale" pour un objectif unique et un effort unifié pour prendre en charge les aspirations des citoyens et mettre un terme à leurs souffrances, dans le cadre d'une nouvelle ère et une nouvelle République de manière à construire une Algérie nouvelle", a affirmé le Président de la République. Cet objectif pourra se traduire à travers l'adoption d'un nouveau mode de gouvernance assaini de tous les vices, ambiguïtés, corruption ou autoritarisme", et ce dans le but de préserver le droit du citoyen et sa dignité, a-t-il ajouté.

M. Tebboune avait appelé, au lendemain de son élection à la magistrature suprême, les participants au Hirak populaire à un dialogue "sérieux" pour l'in-

térêt de l'Algérie. "Je m'adresse directement au Hirak, que j'ai à maintes reprises qualifié de béni, pour lui tendre la main afin d'amorcer un dialogue sérieux au service de l'Algérie et seulement l'Algérie", a-t-il déclaré à ce propos.

Le Hirak qui a permis l'émergence de plusieurs mécanismes, à l'instar de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) "a remis l'Algérie sur les rails de la légitimité, la préservant ainsi de l'aventurisme et des manœuvres qui ont failli torpillé le peuple algérien", a-t-il rappelé promettant d'œuvrer à "rendre justice à toutes les victimes de la "Issaba" (bande criminelle)".

"Il est temps de concrétiser les engagements pris lors de la campagne électorale, sans aucune exclusion ou marginalisation, ni intention de vengeance", a-t-il soutenu, soulignant qu'il œuvrera avec "toutes les parties pour tourner la page du passé et celle de la nouvelle République avec un nouveau esprit et une nouvelle approche".

Pour rappel, le Hirak populaire a débuté, un vendredi le 22 février de l'année passée, lorsque des citoyens sont sortis pour exprimer leur rejet de la candidature de l'ex-Président, Abdelaziz Bouteflika, à un nouveau mandat présidentiel et leur mécontentement devant la situation du pays du fait des politiques précédentes.

"Aucune restriction dans la révision constitutionnelle hormis pour ce qui a trait à l'unité et à l'identité nationales"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé dimanche à Alger qu'"il n'existe aucune restriction" dans la révision constitutionnelle prévue hormis ce qui a trait à l'unité et à l'identité nationales.

En écoutant récemment un exposé du président du Comité d'experts chargé de formuler des propositions pour une révision constitutionnelle, Ahmed Laraba, sur ce qui a été concrétisé à ce jour dans ce domaine, "j'ai insisté sur le fait qu'il n'existe aucune restriction (en la matière) hormis ce qui a trait à l'unité nationale et à l'identité nationale", a précisé le Président Tebboune dans son allocution à l'ouverture de la rencontre Gouvernement-walis. Le Président de la République a, à cet égard, rappelé que dès sa finalisation, la première mouture de la révision constitutionnelle sera distribuée à tous "afin que la Constitution soit consensuelle", estimant que "tout un chacun est en droit d'émettre un avis, négatif ou positif" sur ce document. La prochaine

Constitution "consacrera la séparation des pouvoirs pour définir les missions de chacun. Cela nous permettra de rompre avec les anciennes pratiques et les dérapages de l'autocratie". La révision constitutionnelle prévue intervient dans le cadre de la "nouvelle politique que nous voulons adopter pour opérer le changement", a-t-il dit, ajoutant "nous devons bâtir ensemble une démocratie réelle et solide, non conjoncturelle et pas sur mesure. Nous empruntons progressivement cette voie" qui aura pour première étape la révision de la Constitution, étant "la base même de la gouvernance dans tous les systèmes".

Le Président Tebboune a évoqué la création éventuelle d'une Cour constitutionnelle indépendante qui se prononcera sur les litiges opposant les Pouvoirs", et ce, a-t-il dit, en plus de l'actuel Conseil constitutionnel.

En deuxième étape, il sera procédé à la révision de la loi organique relative au régime électoral, et ce dans le cadre d'une démarche visant à "écarter l'argent sale et les corrompus de la politique" et permettre "l'émergence d'une nouvelle classe politique de jeunes".

A ce titre, le Président a souligné que le Code électoral "sera complètement révisé et verra l'introduction de mesures de contrôle qui permettront d'accéder aux postes par la voie des urnes", et ce dans l'objectif d'"éradiquer les phénomènes de fuite des responsabilités et de l'achat des consciences".

Le Code électoral sera révisé, poursuit M. Tebboune, "afin de parvenir à des institutions élues irréprochables, disposant de prérogatives constitutionnelles, en mesure de demander des comptes à qui que ce soit, et d'aborder les dossiers qui intéressent l'opinion publique".

Tebboune insiste sur la poursuite de la lutte contre la corruption et l'abus de fonctions

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis l'accent dimanche à Alger sur la nécessité de poursuivre "avec rigueur" la lutte contre la corruption et l'abus de fonctions. Intervenant à l'ouverture des travaux de la rencontre Gouvernement-walis, M. Tebboune a déclaré "nous devons poursuivre rigoureusement la lutte contre la corruption et l'abus de fonctions", estimant que le citoyen souffrait encore de ce qu'il a qualifié de "petite corruption". Affirmant que "le citoyen est en droit de bénéficier des services de l'ad-

ministration et de demander les documents dont il a besoin, sans qu'une quelconque compensation ne lui soit exigée en contrepartie", le Président de la République a rappelé, à cet égard, l'existence de pratiques "inacceptables" exercées par l'administration contre le citoyen, ce qui est plus grave que la corruption, a-t-il soutenu. "L'abus de fonction dans le but de s'enrichir reste illicite (Haram), d'où l'impératif de lutter contre ce phénomène car nul n'a le droit d'exiger au citoyen une compensation en contrepartie d'un service", a ajouté M. Tebboune, appelant les responsables concernés à honorer leurs engagements vis-à-vis du citoyen qui "sait pertinemment distinguer le véritable responsable, de celui qui veut gagner du temps".

Etayant ses dires, le Président Tebboune a cité le dossier d'attribution de logements à Alger où 16.800 certificats de résidence falsifiés avaient été découverts, vendus à 1.500 Da le certificat. Il s'agit d'un sujet "sensible touchant directement le citoyen", a-t-il dit, appelant à combattre ce phénomène, et ce "quelle que soit la personne impliquée".

Le Président instruit les responsables locaux "de briser le cloisonnement entre les citoyens et l'Etat" Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit dimanche à Alger les responsables locaux de se rapprocher des citoyens et de "briser le cloisonnement créé par le passé entre les citoyens et l'Etat".

"Dans cette conjoncture particulière, vous êtes tenus, en tant que responsables locaux, d'opérer le changement au niveau local en rompant définitivement avec les anciennes pratiques et en vous rapprochant des citoyens afin de briser le cloisonnement créé par le passé entre les citoyens et l'Etat et de restaurer la confiance perdue", a affirmé le Président Tebboune à l'ouverture de la rencontre Gouvernement-walis.

A ce propos, le Président de la République a enjoint aux walis et aux responsables locaux de "s'abstenir de faire de fausses promesses" et de ne promettre que ce qu'ils sont réellement en mesure d'offrir aux citoyens, dont il ne faut plus négliger et dédaigner les préoccupations, a-t-il dit, estimant que "cela passe impérativement par le recours aux cadres compétents, quelles que soient leurs tendances". M. Tebboune a, par ailleurs, mis en avant la nécessité d'aider la société civile à s'organiser pour contribuer au développement local.

Les Sénateurs appellent à une "mise en œuvre du Plan d'action du gouvernement dans des délais précis"

Les membres du Conseil de la nation ont insisté, samedi à Alger, sur la l'impératif de la mise en œuvre du Plan d'action du Gouvernement "dans des délais précis".

Lors d'une plénière présidée par le président de du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil, consacrée au débat du Plan d'action du Gouvernement, le sénateur du Tiers présidentiel Ahmed Bouziene a estimé que "l'urgence de la conjoncture actuelle requiert la conjugaison des efforts pour assurer une mise en œuvre +efficace+ du Plan d'action du Gouvernement", insistant, dans ce sens, sur son application sur le terrain "dans des délais précis, notamment en ce qui concerne la révision de la loi électorale et de la loi sur la lutte contre la corruption".

Il a plaidé, par ailleurs, pour la création d'un observatoire national de justice pour recueillir les doléances des justiciables et le recours du Parlement à des commissions pour l'élaboration de rapports à soumettre périodiquement au Président de la République.

De son côté, le sénateur Abdelhalim Latrache (RND) a estimé que le Plan d'action du Gouvernement "manque d'audace concernant le traitement de certains problèmes dont souffre le citoyen", soulignant l'importance de répondre aux aspirations du peuple, ce qui exige, a-t-il dit, "l'adoption de la probité et de la loyauté à la patrie comme critère clé pour l'accès aux postes de responsabilité".

Abondant dans le même sens, le sénateur Mohamed Khelifa (même formation politique) a relevé "un manque de précision et de clarté concernant les moyens d'exécution ainsi que la définition de mécanismes de contrôle", appelant à la "révision" de la loi sur la lutte contre la corruption et le code électoral.

Pour sa part, le sénateur Mohamed Boumtima (FLN) a considéré que le Plan d'action du Gouvernement "comprend plusieurs aspects positifs et traite plusieurs questions mais doit être accompagné de mécanismes pour sa mise en œuvre sur le terrain".

Il a appelé, par ailleurs, à "la poursuite de la lutte contre la corruption, revendiquée par le peuple à travers son Hirak", le recouvrement de l'argent pillé afin de renforcer le Trésor public et de restaurer la confiance entre gouvernements et gouvernés ainsi que la prise en charge de la jeunesse en charge et son implication dans le processus d'édification".

Pour sa part, la sénatrice Leila Ibrahim (Tiers présidentiel) a souligné l'importance de la consécration de la justice et de la prévention de la corruption "qui doivent être à la tête des préoccupations de la justice à travers la consolidation de l'Etat de droit", estimant que "cette entreprise passait par une volonté politique et pas seulement des textes juridiques".

Elle a proposé, dans ce sens, la création d'une haute autorité garantissant la transparence de la vie publique et la liberté de la justice ainsi que son renforcement par la formation outre la prise de mesures pratiques à même de consacrer la séparation des pouvoirs".

Au volet développement social, certains sénateurs ont mis l'accent sur "la nécessité de la réforme des systèmes de l'éducation et de la Santé en les plaçant en tête des priorités du Gouvernement durant la prochaine étape". Dans ce sillage, la sénatrice Nouara Sadia Djafar (Tiers présidentiel) a estimé impératif de commencer, dans le cadre des plans d'urgence, par les secteurs de la Santé, de l'Education et de l'Enseignement", recommandant la création d'une instance de coordination entre ces secteurs.

Soulignant la nécessité d'investir dans le capital humain dans ces secteurs en vue de rehausser sa compétence et efficacité pour booster le développement, notamment dans le secteur de l'Education, "loin des accusations mutuelles entre les responsables successifs".

Elle a également préconisé l'adoption d'un système de suivi et d'évaluation basé sur les résultats d'où l'impératif de créer une instance de suivi et d'évaluation auprès du Premier ministre.

Dans le même sillage, la sénatrice Louisa Chachoua (Tiers présidentiel) a estimé que la réforme du système sanitaire "exige des moyens colossaux au vu des nouveaux besoins et des développements technologiques", plaidant pour "la numérisation du secteur".

Elle a également appelé à donner davantage d'importance à la médecine généraliste au regard de son rôle crucial, à la création de pôles de santé et à la maîtrise de la politique de médicaments.

Concernant la réforme du système de l'Enseignement supérieur, le sénateur Ahmed Bouziene (Tiers présidentiel) a préconisé la création d'une chaîne de télévision dédiée aux activités universitaires et éducatives.

Pour sa part, le sénateur Fouad Sebouta (FLN) a appelé à la nécessité d'alléger les programmes de l'enseignement et à la réhabilitation de l'école afin de donner plus de temps aux enfants pour apprendre à travers les divertissements ainsi que la réduction du volume horaires pour les enseignants tout en les obligeant d'accomplir leurs missions pédagogiques". Concernant le secteur de la Communication, M. Sebouta a insisté sur l'importance de la réhabilitation de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) et l'accélération de l'élaboration de la Charte de l'éthique et de la déontologie de la presse ainsi que la création d'une chaîne d'information représentant la voix de l'Algérie à l'étranger.

APS

Motion de soutien du Conseil de la nation au plan d'action du gouvernement

Les membres du Conseil de la nation ont adopté hier à la majorité une motion de soutien au plan d'action du gouvernement du Premier ministre, Abdelaziz Djerad.

Le vote s'est déroulé lors d'une séance plénière présidée par le président par intérim du Conseil, Salah Goudjil. L'Assemblée populaire nationale (APN) avait adopté jeudi dernier le Plan d'action du Gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ce plan s'articule autour de cinq chapitres, dont le premier est axé sur un nombre de lignes directrices, en l'occurrence la refonte du dispositif législatif d'organisation des élections, la moralisation de la vie publique, la refonte de l'organisation et des modes de gestion de l'Etat et de ses démembrements et un exercice plein des droits et libertés. Le second chapitre traite de la réforme financière et du renouveau économique, alors que le troisième chapitre est consacré au développement humain et à la politique sociale.

Le quatrième chapitre porte sur la politique étrangère tandis que le cinquième est dédié au renforcement de la sécurité et la défense nationales.



«Le Président de la République et le gouvernement déterminés à mettre l'Algérie à l'abri de tous les dangers»

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé samedi à Alger que le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et le Gouvernement étaient déterminés à aller de l'avant avec toutes les forces nationales pour mettre l'Algérie à l'abri de tous les dangers.

"Le Président de la République et son Gouvernement sont déterminés à aller de l'avant avec toutes les forces nationales, à travers le dialogue, la concertation et le partenariat sincère, pour mettre, définitivement, l'Algérie à l'abri de tous les dangers", a indiqué M. Djerad lors de la présentation du Plan d'action du Gouvernement devant les membres du Conseil de la nation.

Il a, à ce propos, mis en avant "la responsabilité de toutes les forces politiques, élites économiques, sociales et scientifiques et citoyens dans l'édification de l'Algérie pour laquelle des millions de moudjahidines et de chouhadas ont payé un lourd tribut, depuis 1830", soulignant que le Plan d'action du Gouvernement vise "l'édification d'une Algérie nouvelle qui soit à la hauteur des aspirations et des ambitions légitimes du peuple".

Il a ajouté que le Plan prévoit également "l'accélération de profondes révisions visant la rupture avec les modes de gestion qui ont produit des administrations dispendieuses et dissipatrices, d'une part et des pans et de pans de sociétés de plus en plus vulnérable, d'autre part".

Le Gouvernement est appelé à œuvrer sur deux fronts, le premier social pour garantir l'égalité de chances, instaurer un climat de confiance et de soutien dans le cadre d'une Algérie nouvelle qui n'exclue personne, a-t-il précisé expliquant qu'il s'agit pour le deuxième, qui est économique, d'ouvrir à la relance de l'économie nationale, de rassurer les opérateurs impactés par l'inadéquation des choix en matière de gestion économique et de l'instabilité de la législation.

Par ailleurs, le Premier ministre a affirmé que les anciennes méthodes obsolètes, à l'origine de l'aggravation des difficultés socio-économiques, avaient contribué à l'entra-

des initiatives au lieu de stimuler leur émergence, insistant que les repères de l'action du gouvernement fixés dans le programme du président de la République, "donnent une vision, une méthode et un programme en rupture avec les anciennes pratiques".

Ces repères sont fondés sur trois principes à savoir: le développement humain, la transition énergétique et la transformation numérique", a-t-il précisé.

Evoquant les cinq chapitres du Plan d'action du Gouvernement, dont le premier "Pour Une Nouvelle République Née Des Aspirations Populaires", le chef de l'exécutif a fait état d'une ambition pour la réhabilitation des institutions de l'Etat pour qu'elles soient issues exclusivement de la volonté populaire tout en mettant un terme à la corruption".

L'Algérie sera au rendez-vous pour asseoir une nouvelle Constitution qui posera les fondements de l'Algérie démocratique et sociale, a-t-il assuré soulignant que les efforts du Gouvernement seront focalisés sur sept axes, notamment l'instauration d'un mode de gouvernance rénové et moderne empreint de rigueur et de transparence à même d'ancrer les valeurs et principes, la moralisation de la vie publique et la prévention et la lutte contre la corruption.

Le Gouvernement œuvrera également à garantir un exercice plein des libertés de réunion et de manifestation pacifique, une justice indépendante et moderne, la sécurité des personnes et des biens, une presse libre, responsable et efficace, a-t-il ajouté mettant l'accent, en outre, sur la préservation de l'identité et le mémoire et la consécration de la fidélité aux valeurs Novembristes outre le renforcement des pratiques religieuses ancestrales de la société algérienne afin de favoriser l'influence religieuse modérée et tolérante et de propager la paix.

Le Gouvernement inscrit dans son Plan d'action, l'affirmation, la promotion et la protection des trois composantes de l'identité nationale que sont l'islam, l'arabité et l'amazighité "en tant que fondement de l'appartenance des Algériens à une civilisation

millénaire".

Il viellera, en outre, à la préservation d'une relation fonctionnelle et complémentaire entre les pouvoirs exécutif et législatif dans le cadre du respect et de la confiance mutuelles.

Un renouveau économique

Dans le volet économique, le Premier ministre a affirmé que le Plan d'action ambitionne un renouveau économique à travers une profonde réforme du système financier, la lutte contre le chômage et la promotion de l'emploi.

Détaillant ces axes, il a précisé que la réforme profonde du système financier passera par "la refonte du système fiscal garantissant l'équité à travers l'exonération de salaires mensuels de moins de 30.000 Da, ainsi que l'efficacité et la rapidité du recouvrement des impôts et la mise en place de nouvelles règles de la bonne gouvernance du budget".

Concernant la modernisation du système bancaire et financier, ce Plan propose "la création de banques spécialisées et de fonds d'investissement dédiés aux petites et moyennes entreprises et start-up, ainsi que le déploiement de certaines banques nationales à l'étranger, à travers l'ouverture d'agences, mais également le développement de l'information statistique et de la fonction prospective et de la bourse à travers la réalisation du Recensement Général des Populations et de l'Habitat et la finalisation de l'étude stratégique intitulée Vision Algérie 2035".

Le renouveau économique accompagnant la réforme financière "exige une nouvelle politique économique articulée autour des grandes orientations stratégiques suivantes structurer l'économie autour des secteurs pourvoyeurs d'emplois, créer un environnement des affaires transparent, équitable et favorable à l'investissement et à l'entrepreneuriat et faire émerger une nouvelle économie fondée sur l'innovation, la compétitivité, la qualité et le savoir", a poursuivi le Premier ministre mettant l'accent sur la sécurité alimentaire, la transition énergétique et la transition numérique. S'agissant de la promo-

tion de l'emploi et la lutte contre le chômage, M. Djerad a fait part de la volonté du Gouvernement de gérer les mutations du marché du travail et d'intégrer l'activité publique dans le domaine de l'emploi, annonçant, dans ce cadre, "la réorganisation et le renforcement du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle, l'adéquation des programmes de formation aux besoins du marché de travail et la création d'activités pour encourager l'entrepreneuriat".

Evoquant le chapitre relatif au développement humain et à la politique sociale, le Premier ministre a expliqué qu'il englobait l'Education, l'Enseignement supérieur, la Formation professionnelle, la Santé, la Culture et les Sports, relevant "l'intérêt accordé par le Gouvernement aux élèves à besoins spécifiques, à la refonte pédagogique, à la promotion de la filière des mathématiques, à l'amélioration de la gouvernance du système éducatif et la professionnalisation des personnels par la formation et au renforcement du dialogue et de la concertation avec les partenaires sociaux".

En matière d'enseignement supérieur, M. Djerad a assuré que les changements nécessaires seront opérés pour assurer un enseignement de qualité", parallèlement au renforcement de la formation et de l'enseignement technique, scientifique et technologique et à la création du baccalauréat professionnel.

Dans le secteur de la santé, le Plan d'action vise l'humanisation de l'activité de santé, l'amélioration de l'accueil et de la couverture sanitaire, la consolidation de la formation des professionnels de la santé et le développement et le renforcement des programmes spécifiques aux wilayas du Sud et des Hauts Plateaux", a-t-il affirmé Et d'ajouter que le Plan d'action du Gouvernement, qui place l'école au centre du développement des activités artistiques et culturelles, prévoyait également des mécanismes visant à "faire émerger une véritable industrie cinématographique nationale", de même qu'il vise à "promouvoir le sport en milieu scolaire et universitaire et le sport communal".

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR: Vers la création prochaine de 7 pôles d'excellence

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Chems Eddine Chitour, a annoncé, hier à Alger, un projet de création prochaine de 7 pôles d'excellence universitaire, soulignant que la charte éthique de l'université entrera en vigueur en septembre 2020.

Dans une déclaration à la presse en marge de la réunion gouvernement-walis, M. Chitour a déclaré que ces 7 pôles d'excellence accueilleront ceux parmi les étudiants qui ont de "hautes qualifications" et qui seront choisis sur concours. Tout en précisant que l'Algérie a un besoin annuel de quelque 20.000 diplômés universitaires ayant des compétences élevées, le ministre a indiqué que les premières spécialités de ces pôles concerneront le droit, l'économie, la technologie, les mathématiques et l'intelligence artificielle, ajoutant que les futurs diplômés "sont l'avenir du pays".

Par ailleurs, M. Chitour a souligné la nécessité de "changer le mode de fonctionnement" de l'université

et "reconsidérer les programmes d'études", annonçant que la charte d'éthique de l'université entrera en vigueur en septembre prochain.

Cette charte "définira le cadre de coexistence au sein de l'université et les relations entre les étudiants, l'enseignant et l'administration, tout en visant à mettre à l'abri l'enseignant des injonctions de l'administration", a-t-il détaillé. M. Chitour a ajouté que "la priorité est de rétablir le statut de l'enseignant", préconisant, à cet effet, de revoir le mode de gestion au sein de l'université pour "mettre fin au chevauchement qui existe entre l'administration et l'enseignement pédagogique". S'agissant de



l'utilisation de l'anglais à l'université, le ministre mis l'accent sur la nécessité de l'intégration de cette langue dans toutes les fi-

lières, soulignant la possibilité de préparer des thèses de doctorat en anglais à partir de septembre prochain.

Le FLN a élaboré ses propositions sur l'amendement de la Constitution

La commission du parti du Front de libération nationale chargée d'enrichir les amendements à la Constitution "a parachevé l'élaboration de ses propositions pour les présenter au Président de la République", a indiqué samedi à Mostaganem le secrétaire général par intérim du FLN Ali Seddiki.

Lors d'une rencontre régionale ayant regroupé les militants du parti de cinq wilayas dans l'Ouest du pays, M. Seddiki a souligné que le FLN, qui avait exprimé son soutien à l'amendement de la Constitution, aux mesures d'apaisement et aux consultations du Président de la République avec les formations politiques, les personnalités nationales et les acteurs sociaux, oeuvre à l'amélioration de la situation dans le pays et à la concrétisation de la revendication du peuple, à savoir celle d'édifier un Etat de droit.

"Le parti du FLN qui jouit d'une liberté de décision demeure au service de l'Etat algérien et à l'écoute de ses

militants", a-t-il déclaré, affirmant qu'eux seuls (militants) ont le droit de décider de l'avenir du parti et que le peuple est souverain et seul à déterminer le sort des partis à travers les urnes.

Le secrétaire général par intérim du FLN a appelé les militants à unifier les rangs autour de la direction "légitime" du parti, soulignant que "les portes du Front de libération nationale sont ouvertes, et nous sommes ouverts à toutes les idées et tous les efforts pour améliorer les performances du parti et activer son rôle".

M. Seddiki a exprimé son refus d'organiser une "conférence nationale" et de constituer un "organe de transition pour diriger le parti", déclarant que la direction actuelle "ne fut pas la tenue d'une session du comité central du FLN." "Notre souhait est que la session du comité central soit un espace politique pour renforcer la cohésion et l'unité pour aller à un congrès réussi afin de servir l'Algérie et le parti, et

non une scène de conflit et de discorde, surtout en cette conjoncture qui nécessite d'œuvrer à renforcer notre unité afin que notre parti soit à la hauteur des attentes du peuple algérien et demeure novembriste et fidèle", a-t-il ajouté. Le secrétaire général par intérim du Front de libération nationale s'est engagé à travailler avec tous sans exclusion ou marginalisation, tout en réitérant l'appel à engager un "dialogue sérieux et fructueux" qui contribue à la maturité des positions et des choix et élargit le cercle de réflexion, de débat et de concertation entre tous les militants". Cette rencontre régionale est la première d'une série de rencontres régionales que le parti du FLN organise dans le but de clarifier la vision sur les enjeux de la conjoncture et la réalité du parti et de ses perspectives et la manière de libérer ses capacités, retrouver sa place naturelle et renforcer son rôle dans le processus de construction de la nouvelle Algérie, a-t-il fait savoir.

L'ANR salue le Plan d'action du gouvernement "ambitieux et prometteur"

Le secrétaire général du parti Alliance nationale républicaine (ANR) Belkacem Sahli a salué, samedi à Alger, la teneur du Plan d'action du gouvernement, le qualifiant d'"ambitieux et de prometteur".

Lors d'une conférence de presse au terme de la Conférence nationale des bureaux de wilaya du parti, M. Sahli a déclaré que l'ANR "a pris note" de la nouvelle composante du Gouvernement, auquel il réservera "soutien ou opposition" partant de son attachement à la réalisation d'un consensus national qui est, pour lui, la seule voie pour relever les défis politiques, socio-économiques et sécuritaires qui se posent au pays, a-t-il

ajouté. Cette collaboration sera basée, a-t-il expliqué, sur "la disposition et la capacité de ce Gouvernement à répondre aux revendications et aux aspirations légitimes de la société", a-t-il dit. Saluant le contenu du Plan d'action "ambitieux et prometteur", le SG de l'ANR a exhorté le Gouvernement "à faire preuve de culture de l'Etat, à veiller à la plus grande solidarité et cohésion gouvernementales et à adopter une politique de communication institutionnelle reposant sur le sérieux et la transparence".

Il a exprimé, par ailleurs, la satisfaction de son parti à l'engagement du Président de la République à concrétiser ses promesses électo-

rales, notamment en ce qui concerne l'édification de l'Algérie Nouvelle sans "exclusion ni marginalisation aucune". Le parti ANR est entièrement "prêt" à contribuer à la réussite de l'amendement constitutionnel envisagé, a fait savoir M. Sahli ajoutant que pour sa formation politique "la priorité imposée par la complexité de cette conjoncture est de précéder cet amendement constitutionnel par un dialogue national inclusif sous la supervision du Président de la République ou d'une personnalité de son choix avec la participation des partis politiques, de la société civile et du Hirak populaire à travers le mécanisme qu'il désignera pour le représen-

ter". Au sujet des consultations engagées par le Président Tebboune avec la classe politique et les personnalités nationales, il a affirmé que son parti accueille favorablement cette démarche, appelant à "l'élargir" et à "accélérer sa cadence".

Le SG de l'ANR a salué le rôle "central" et "pionnier" de l'Armée nationale populaire (ANP) pour ses efforts visant "à relever les défis sécuritaires croissants auxquels fait face le pays et à préserver l'unité nationale".

Il s'est réjoui également de la "nouvelle dynamique" que connaît la diplomatie algérienne et son interaction accrue avec les mutations géopolitiques et sécuritaires dans la région.

La consécration de l'égalité et l'implication de la femme dans la prise de décision, principaux défis de la femme africaine

La consécration de l'égalité des sexes et l'implication de la femme dans la prise de décision constituent les principaux défis de la femme africaine, a souligné samedi à Alger, Nouria Hafsi, Secrétaire générale de l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA) et vice-présidente de l'Organisation Panafricaine des Femmes (OPF).

Lors du Congrès régional d'Afrique du Nord préparatoire au 10e congrès de l'OPF, prévu du 26 au 28 février en cours en Namibie, Mme Hafsi a précisé que l'organisation fait face à "des défis majeurs" et que ce congrès constitue "une occasion propice" pour conférer davantage d'efficacité aux prochaines étapes de l'organisation.

L'année 2020 doit être l'année de "la consécration de l'égalité des sexes et de l'implication de la femme africaine dans la prise de décision", a-t-elle dit, insistant sur la nécessité d'accompagner davantage la femme pour lui permettre d'accomplir des réalisations liées aux questions qui l'intéressent.

Par ailleurs, elle a exprimé le soutien de l'organisation au peuple palestinien dans sa lutte pour le recouvrement de sa liberté et l'établissement d'un Etat indépendant avec pour capitale Al Qods ainsi qu'aux femmes qui militent pour recouvrer leurs droits, à l'instar des femmes sahraouies.

Pour sa part, la ministre sahraouie, Fatima Mehdi, en sa qualité de membre du bureau exécutif de l'OPF a évoqué le rôle de la femme africaine dans la mise en œuvre de l'agenda 2030 de l'Union africaine (UA) et sa contribution à la réalisation des questions qui intéressent la femme dans le continent africain, notamment "la consécration de l'égalité" et "l'implication de la femme africaine dans divers domaines".

Pour la responsable sahraouie, l'OPF est appelée à revoir ses mécanismes d'action pour une plus grande cohérence avec les objectifs du millénaire et décisions de l'UA.

La question du combat pour la liberté et la paix constitue le principal objectif de la création de l'OPF, a-t-elle dit, appelant l'organisation à jouer un rôle plus important pour mettre fin au colonialisme au Sahara Occidental".

La responsable sahraouie a qualifié la rencontre régionale préparatoire au 10e congrès de l'OPF de "pas positif", saluant "l'esprit de solidarité" dont fait preuve l'Algérie pour aider les peuples à décider de leur destin.

De son côté, la présidente de l'Union nationale de la femme tunisienne (UNFT), Radhia Jerbi a souligné que le 10e congrès de l'OPF intervient dans "une conjoncture exceptionnelle", à l'instar de la propagation de conflits et de différends dans certaines régions du continent ainsi que certains indicateurs d'analphabétisme et de chômage, notamment chez la femme.

Elle a mis l'accent sur l'impératif d'un échange d'expertises entre les unions des femmes dans la région pour tirer profit des expériences réussies de manière à réaliser les objectifs communs, d'une conjugaison des efforts outre l'élaboration d'une stratégie unifiée à soumettre au prochain congrès.

Pour sa part, la présidente du comité de création de l'Union générale de la femme libyenne, Aziza Abdallah Maagaf a indiqué que le 10e congrès de l'OPF "intervient au moment opportun pour évoquer le rôle de la femme en Afrique du Nord et les conditions dont elle souffre".

Elle considère que la femme joue un grand rôle en matière d'établissement de liens sociaux et d'instauration de la paix dans le continent".

INDUSTRIE VÉHICULES La SNVI bientôt rattachée à la Direction des industries militaires

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Ferhat Ait Ali Braham, a indiqué samedi à Alger que la Société nationale des véhicules industriels (SNVI) sera bientôt rattachée à la Direction des industries militaires relevant du ministère de la Défense nationale (MDN). Dans une déclaration à la presse en marge de la présentation du Plan d'action du Gouvernement devant les membres du Conseil de nation, M. Ait Ali a précisé que "la SNVI sera rattachée, d'ici deux ou trois mois au plus tard, à la Direction des industries militaires". La SNVI est partie signataire de la convention de 2012 portant création d'une société algérienne de production de poids lourd de type Mercedes-Benz. La partie algérienne détient 51% du capital de cette société représentée par la SNVI (34%) et le ministère de la Défense nationale (17%), tandis que le fonds d'investissement émirati "Aabar" détient un taux de 49%. Daimler/Mercedes-Benz est le partenaire technologique de ce partenariat. Trois sociétés à capitaux mixtes avaient été créées en juillet 2012 dans le cadre de la mise en œuvre de protocoles d'accords algéro-émirati-allemands pour le développement de l'industrie mécanique nationale.

RENCONTRE GOUVERNEMENT-WALIS Tebboune annonce la préparation d'une loi criminalisant le non-paiement des impôts

Le Président de la République, M. Abdelmajid Tebboune a annoncé, hier à Alger, la préparation d'une loi criminalisant le non-paiement des impôts.

"Une loi criminalisant le non-paiement des impôts est prévue, à l'instar de ce qui est en vigueur dans plusieurs pays à travers le monde, dont les Etats-Unis où le non-paiement des impôts est considéré comme étant un crime économique", a déclaré le Président Tebboune à l'ouverture de la rencontre Gouvernement-walis.

"Certains prétendent être parmi les plus riches de ce pays, alors qu'ils figurent en bas du classement des contribuables, tandis que le fonctionnaire, lui, s'acquitte de ses impôts par retenue sur salaire", a soutenu le Président. Par ailleurs, M.



Tebboune a évoqué les créances bancaires de certains investisseurs, ayant dépassé 1.000 milliards DA en janvier 2020. "En janvier dernier, certains investisseurs devaient un montant de 1216 milliards DA aux banques", a-t-il dit. "Le passé récent tragique a provoqué une hémorragie des fonds de l'Etat, en devise et en dinar, c'est pourquoi les citoyens s'interrogent aujourd'hui sur les méthodes à même de garantir les financements", a ajouté le Président Tebboune. "Le financement existe mais les remboursements ne sont pas effectués", a affirmé le Président de la République.

ARKAB:

Le gouvernement déterminé à concrétiser la transition énergétique

Le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a réitéré la détermination du gouvernement à concrétiser la transition énergétique, à travers un plan d'action tracé à l'horizon 2035 visant à augmenter les capacités d'exploitation des énergies renouvelables.

S'exprimant lors de la rencontre gouvernement-walis, le ministre de l'Énergie a indiqué que le gouvernement s'inscrit pleinement dans la stratégie de la transition énergétique, à travers un plan d'action tracé à l'horizon 2035 basé sur l'exploitation des énergies renouvelables en vue de rompre avec le modèle de production et de consommation énergétique basé essentiellement sur les hydrocarbures.

Évoquant une consommation nationale en "forte croissance" estimée à 14% pour l'électricité et de 7% pour le gaz en 2019, M. Arkab a affirmé que le programme de transition énergétique élaboré par le gouvernement va permettre de réduire la dépendance vis-à-vis des énergies fossiles qui représentent 98% de la production énergétique du pays et

créer un dynamisme pour l'émergence de "l'énergie verte" et la diversification de sources de production.

Ainsi, l'objectif tracé par les pouvoirs publics dans le cadre de ce plan d'action est celui d'atteindre une puissance de production de 15.000 mégawatts à l'horizon 2035, dont 4.000 mégawatts seront produites d'ici 2024. Appellant à une large contribution des autorités locales, des entreprises et des experts nationaux à la concrétisation des objectifs de la transition énergétique, l'intervenant a mis en avant la nécessité d'exploiter les énergies renouvelables, notamment solaires en raison de la hausse de la consommation interne. A ce propos, il a indiqué que la consommation nationale avait atteint un pic historique durant l'été 2019 où il avait été enregistré un chiffre de 15.640 mégawatts, faisant observer que cette consommation concerne en premier lieu les ménages, alors que le secteur économique ne consomme que 19% de la production totale. Ceci traduit, selon le ministre, la faiblesse du tissu industriel et écono-

mique national et une consommation "effrénée" des ménages. En termes de capacités de production dans les autres domaines énergétiques, le ministre a fait état d'une production de 100 milliards mètre cube de gaz, dont 43 milliards destinés à la consommation interne et de 15,30 millions de tonnes de produits pétroliers.

S'agissant des projets de distribution de gaz et d'électricité au niveau des communes, le ministre de l'Énergie a assuré que tous les programmes inscrits et pour lesquels des enveloppes financières ont été affectées seront réalisés dans le cadre du plan d'action du secteur.

A ce titre, il a annoncé que 1392 communes sur 1541 sont actuellement reliées et alimentées par le réseau national d'électricité et du gaz, soit un taux de 90%.

Pour ce qui concerne les 139 communes restantes réparties sur 28 wilayas, elles seront alimentées par le réseau d'ici 2024 par le biais des projets en cours de réalisation, a fait savoir, en outre, le ministre de l'Énergie.

TRANSPORTS MARITIMES

PDG Serport: "Les capacités des ports commerciaux algériens vont tripler d'ici 2021"

Les capacités des ports commerciaux algériens en matière de trafic de conteneurs vont tripler d'ici 2021 pour atteindre 6 millions d'Equivalent vingt pieds (EVP) contre 2 millions d'EVP actuellement, a indiqué à l'APS le PDG du Groupe Services portuaires (Serport), Djelloul Achour.

Ainsi, les ports algériens vont gagner 4 millions d'EVP additionnels à la faveur des projets de réalisation et d'extension des terminaux à conteneurs en cours de réalisation.

Il s'agit des projets de construction du terminal à conteneurs de DjenDjen (Jjel) doté d'une capacité de 2 millions d'EVP, d'extension-développement du terminal d'Alger qui va augmenter ses capacités à un (1) million d'EVP, d'extension-développement du terminal d'Oran qui va accroître ses capacités à 1,5 million d'EVP.

S'ajoute à cela, le port d'Annaba, qui va mettre en place son terminal à conteneurs d'une capacité de 600.000 EVP et le Port de Béjaïa qui va augmenter ses capacités à 300.000 EVP prochainement, selon M. Achour.

En outre, un quai minéralier est en cours de construction au port d'Arzew et qui va traiter les opérations du complexe sidérurgique Tosyali Algérie à l'import et à l'export.

Au port de DjenDjen, un appointement minéralier va rentrer en exploitation dans quelques mois, pour prendre en charge les activités du complexe sidérurgique Algerian Qatar Steel (AQS).

Concernant le quai minéralier d'Annaba, qui s'inscrit dans le cadre du mégaprojet de phosphate, le PDG de Serport a expliqué que les appels d'offres avaient été relancés il y a un mois, et que son budget est disponible (75 milliards de dinars, assurés par un crédit).

S'agissant du transport des voyageurs, M. Achour a fait savoir que la nouvelle gare maritime d'Annaba sera réceptionnée dans

trois mois. Elle sera dotée d'une capacité annuelle de 700.000 voyageurs et 350 000 voitures. Deux nouvelles gares maritimes à Alger et Béjaïa avaient été mise en service en 2018, avec une capacité de 1 million de voyageurs et 500 000 voitures/an pour chacune. Pour améliorer les services au niveau des gares maritimes, le groupe Serport prévoit de développer le transport roulier (Ro-Ro) qui permet de réduire sensiblement les délais et les coûts. Les ports seront donc adaptés à la réception de navires rouliers qui parviennent à transiter vers leurs destinations avec plusieurs jours de moins que les navires porte conteneur, et avec plus de sécurité puisque la marchandise ne risque pas d'être déplacée ou reprise.

Concernant la facilitations destinées à l'exportation, le PDG a souligné que plusieurs mesures ont été prises par les filiales du groupe pour charmer les exportateurs, et qui concerne particulièrement la réduction du temps de séjour de la marchandise, réductions de 50 à 80% des tarifs d'embarquement, les couloirs verts qui existent actuellement dans tous les ports commerciaux, outre les avantages décidés par les pouvoirs publics sur les plans financiers et douaniers.

Ses mesures seront accompagnées par la création de nouvelles plateformes logistiques reliées aux ports par des voies ferrées, dans lesquelles la marchandise sera préparée (colisage, conditionnement, emballage...).

Vers la création d'une société de dragage portuaire

Sur les nouveaux partenariats industriels, M. Achour a fait savoir qu'une nouvelle société mixte avec une entreprise nationale est en cours d'étude, pour prendre en charge le dragage aux ports.

«Le port c'est le lieu où se déverse tous les

résidus urbains. C'est un grand souci qui se pose avec beaucoup d'acuité, puisque plusieurs ports sont aujourd'hui limités en capacité d'accueil des navires à cause des problèmes de dragage», a-t-il noté. Le groupe Serport avait signé également une convention pour la fabrication locale d'équipements, avec Holding Algeria Chemical Spécialités ACS/Spa, dans l'objectif d'augmenter les capacités d'accueil et d'accostage des embarcations maritimes au niveau des ports de pêche et de plaisance. Ces appointements flottants, qui «répondent aux standards internationaux», permettront d'augmenter les capacités d'accostage au niveau des ports de pêche et de plaisance, afin de faire face à la demande croissante des postes à quai mais aussi de garantir la sécurité des navires accostés au niveau des différents ports du territoire national.

Le partenariat sera également le moyen de «résoudre la problématique environnementale lié au plastique, avec l'ENPC (Entreprise nationale des plastiques et caoutchoucs, filiales d'ACS) qui va récupérer les produits qui se jettent, les recycler et les utiliser dans la fabrication avec ces appointements», selon le PDG.

Ouverture d'une école de management portuaire en juin 2020

Au volet de la formation, M. Achour a annoncé la mise en place en juin prochain d'une école de management portuaire qui sera chargée d'assurer de manière régulière et durable, la formation en management portuaires des cadres et autres personnels et à accompagner le rajeunissement de l'encadrement au niveau des filiales du portefeuille, et assurer une relève managériale permanente. Avec des programmes adaptés et des formations diplômées en collaboration avec des instituts spécialisés de renom européens. Dotée d'une capacité de 500

places pédagogiques, cette école qui sera installée au port de Mostaganem, permettra de «remédier au manque de performance managériale» dans ce domaine (les activités portuaires, l'exploitation, la sécurité, la logistique portuaire et extra portuaire, la digitalisation...). S'agissant du bilan des activités portuaires durant l'année 2019, le PDG a expliqué la croissance de 1% enregistrée en matière de volumes de marchandises transportées, par la levée de certaines restrictions sur l'importation. «Le pays a traversé une période difficile l'année passée, mais malgré cela nous avons été surpris par ce résultat.

C'est essentiellement la levée des restrictions en matière d'importation qui a stimulé l'activité portuaire.

L'augmentation des opérations d'exportation a également contribué à ce progrès, notamment des produits industriels et de ciments», a-t-il analysé.

«Le résultat est dû aussi à l'appréhension des entreprises portuaires par rapport à la situation économique: plusieurs ports ont décidé de doubler d'effort et de travailler au-delà des heures habituelles en craignant de subir des dommages importants à cause de cette situation», a-t-il ajouté.

Pour rappel, les dix entreprises portuaires relevant du Groupe Serport ont enregistré une augmentation du trafic global de marchandises à 120 millions de tonnes en 2019 contre 119 millions de tonnes en 2018.

Le volume de marchandises exportées depuis les dix ports commerciaux algériens s'est élevé à 75,6 millions de tonnes d'exportation équivalent, soit 63% du trafic global traité en 2019. Des évolutions «significatives» en matière de trafic global ont été constatées particulièrement au niveau du Port de DjenDjen (+32%), Port d'Oran (+10%), Port d'Annaba (+5%), et le Port d'Alger (+2%).(APS) Pisciculture/ensemencement

BREXIT/COMMERCE: Le Drian s'attend à une négociation "tendue" entre l'UE et Londres

Le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a dit hier s'attendre à une négociation "tendue" entre l'Union européenne (UE) et Londres sur leur relation future post-Brexit et les questions commerciales.

"Je pense que sur les questions commerciales ou sur le dispositif de relations futures, que l'on va engager, on va s'étriper pas mal", a déclaré Le Drian lors de la conférence de sécurité de Munich, rendez-vous annuel sur les questions diplomatiques et de défense. "Mais ça fait partie de la négociation, chacun va défendre ses intérêts", a-t-il ajouté.

"Souhaitons qu'elle se fasse le plus rapidement possible même s'il y a beaucoup de sujets et que nous avons des points lourds à gérer", a-t-il jugé, et "moi j'en ai un en particulier (...) qui est la question du poisson", a-t-il dit. M. Le Drian est ancien président de la région de Bretagne, région de pêche très importante en France.

Récemment, il avait prévenu que la France "ne transigerait pas" sur le sujet dans les tractations à venir avec Londres. "En aucun cas, la pêche ne pourra servir de variable d'ajustement dans les négociations", avait-il averti, faisant valoir que les Britanniques écoulent plus de 70% de leur pêche sur le continent européen. Les pêcheurs des pays de l'UE sont fortement dépendants des eaux britanniques. Ces dernières représentent 30% du chiffre d'affaires des



pêcheurs français. A Munich, Le Drian a jugé en revanche que "sur la question sécuritaire il faut que nous prenions acte de nos intérêts communs" entre UE et Britanniques.

Il a appelé à "avancer" davantage encore dans la coopération à l'avenir, que ce soit au plan bilatéral entre la France et la Grande-Bretagne, au sein de l'Otan, "mais aussi dans des coalitions spécifiques sur des inter-

ventions que nous pourrions avoir ensemble". Le ministre a mentionné en particulier les accords de Lancaster House, en 2010, qui ont renforcé la coopération entre Paris et Londres dans la défense et dont les deux pays vont célébrer cette année le dixième anniversaire.

Il a exprimé le souhait de "poursuivre" la coopération dans ce cadre, "y compris sur les sujets sensibles".

ZONE EURO La croissance a ralenti à 0,1% au 4^e trimestre 2019

La croissance économique dans la zone euro a ralenti au quatrième trimestre 2019 en raison d'une contraction en Italie et en France et d'une stagnation en Allemagne, montrent les chiffres du produit intérieur brut (PIB) publiés vendredi. Le PIB des 19 pays ayant adopté la monnaie unique a progressé de 0,1% sur les trois derniers mois de l'année et de 0,9% en rythme annuel, a annoncé l'institut européen de la statistique "Eurostat". Au troisième trimestre, le PIB de la région avait crû de 0,3%. Le PIB allemand est resté inchangé sur octobre-décembre, celui de la France s'est contracté de 0,1% et celui de l'Italie a reculé de 0,3%. Eurostat a par ailleurs fait état d'une croissance de l'emploi dans la zone euro de 0,3% au quatrième trimestre par rapport au troisième, et de 1,0% sur un an.

ENERGIE Total veut cesser de vendre du fioul pour centrales thermiques

Total songe à cesser de commercialiser du fioul pour centrales thermiques dans l'objectif de réduire son empreinte carbone, a déclaré vendredi le PDG du groupe pétrolier français, Patrick Pouyanné.

"Nous voulons cesser de vendre du fioul pour produire de l'énergie", a déclaré Patrick Pouyanné dans un entretien accordé à l'agence Reuters. Premier raffineur européen de pétrole, Total a produit l'an dernier plus de 4% de la consommation de fioul pour centrales thermiques, un des produits pétroliers raffinés les plus polluants qui existent.

FMI - CORONAVIRUS Les prévisions de la croissance mondiale pourraient être révisées en baisse

Les prévisions de la croissance mondiale pourraient être révisées en baisse suite à la propagation et les répercussions de l'épidémie de coronavirus sur les économies du monde entier, a averti dimanche à Dubaï la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva.

"L'épidémie de coronavirus de Wuhan (COVID-19) pourrait avoir des effets d'entraînement sur l'économie mondiale si elle n'est pas maîtrisée rapidement, a alerté Mme Georgieva, qui assistait un forum sur les femmes à Dubaï.

Elle a ajouté que "cela affecte déjà le tourisme et les voyages".

La responsable du FMI a laissé entendre que les prévisions de croissance économique mondiale pourraient être révisées à la baisse et réduites de



quelques points de pourcentage en raison de l'impact économique du virus.

"La Chine détient aujourd'hui une plus grande part de l'économie mondiale que lors de l'épidémie de SRAS. Maintenant, c'est 19%.

Ce n'est pas une bonne nouvelle pour le monde", a-t-elle déclaré. La croissance mondiale devait

auparavant passer de 2,9% en 2019 à 3,3% en 2020. Les prévisions devraient remonter à 3,4% l'année prochaine.

Cependant, compte tenu des répercussions économiques du virus, l'économie mondiale pourrait envisager une révision à la baisse de 0,01 à 0,02 point de pourcentage, selon Georgieva. "Maintenant, nous disons

que 3,3% sont nos prévisions, mais il pourrait y avoir une réduction. Nous espérons que ce sera dans un espace de 0,01 à 0,02%", a déclaré le responsable du FMI. Cependant, elle a mis en garde contre le fait de sauter "prématurément dans une conclusion". Le virus a infecté plus de 69.000 personnes dans le monde au dimanche 16 février. Le nombre de décès liés au virus a atteint plus de 1.600. Les opérateurs des voyages et de l'hospitalité des Emirats arabes unis (EAU) avaient précédemment exprimé leur inquiétude quant à la possibilité que l'épidémie nuise à leur entreprise, car les restrictions de voyage et de vol ont réduit le nombre de visiteurs de l'un des plus grands marchés sources du tourisme du Golfe.

ROUMANIE La croissance a légèrement ralenti à 4,1% en 2019

L'économie roumaine a progressé de 4,1% en 2019, un rythme solide mais inférieur à la croissance de 4,4% enregistrée l'année précédente, selon une première estimation vendredi de l'Institut roumain des statistiques "INS". Le produit intérieur brut (PIB) a enregistré au dernier trimestre sa meilleure performance de l'année, avec une hausse de 1,5%, après une décélération à 0,6% au cours des trois mois précédents. Selon les analystes, la croissance a été tirée par la consommation des ménages (+7,2%), dopée par de fortes hausses salariales et des baisses de taxes décidées par le gouvernement renversé en octobre.

Le secteur du bâtiment a bénéficié d'une conjoncture favorable et vu son activité bondir de 27,6% sur l'ensemble de l'année.

En revanche, la production industrielle, pénalisée par une faible demande extérieure, a baissé de 2,3%, son premier recul depuis 2010, après avoir progressé de 3,5% l'année précédente. Les exportations ont également été affectées, le déficit commercial s'élevant à plus de 17 milliards d'euros (+14,3%). En 2020, la Roumanie, l'un des pays les plus pauvres de l'UE, table sur une croissance identique, soit 4,1%. La Commission européenne a révisé à la hausse sa prévision pour ce pays, à 3,8% cette année et 3,5% en 2021.

ETATS-UNIS La production industrielle a encore baissé en janvier

La production industrielle aux Etats-Unis a de nouveau baissé en janvier (-0,3%) marqué par l'arrêt de la production du Boeing 737 MAX, avion vedette de l'avionneur américain, selon des données publiées vendredi par la Réserve fédérale (Fed). En outre, la météo du mois de janvier a été particulièrement clémente ce qui a eu pour effet de faire baisser de 4% la production dans le secteur des services publics (chauffage notamment). La baisse enregistrée en janvier est conforme aux attentes des analystes. La production industrielle du secteur de l'aéronautique s'est effondrée de 7,4% comparé au mois précédent.

Depuis le 1er janvier, la production du 737 MAX est suspendue pour une durée indéterminée. La décision d'arrêter la production avait été annoncée fin 2019 alors que les avions s'accumulaient sur les parkings de l'avionneur faute de pouvoir les livrer à ses compagnies clientes. Toute la flotte MAX a été immobilisée dans le monde depuis en mars 2019 en raison de deux accidents rapprochés ayant fait 346 morts. Et les autorités de sécurité aérienne tardent à donner leur feu vert pour que l'appareil reprenne les airs. Le déclin de la production industrielle a été en partie compensé par une hausse de 2,4% de la production automobile et des pièces détachées.

GRÈCE Inflation à 0,9% en janvier

L'inflation en janvier a atteint 0,9% par rapport à la même période en 2019, a annoncé vendredi l'Autorité grecque des statistiques "Elastat" dans un communiqué. "L'indice des prix à la consommation a augmenté en janvier 2020 de 0,9% sur un an", a indiqué Elastat. Sur un mois, "entre décembre 2019 et janvier 2020, l'indice a baissé de 1,7%", précise la même source.

L'indice harmonisé annuel permettant les comparaisons européennes a enregistré une hausse de 1,4% sur un an contre 0,5% entre 2019 et 2018, selon la même source. Les

baisses de prix sur un mois ont été signalées surtout dans le secteur des "vêtements-chaussures" (-26,1%) en raison des soldes d'hiver. Sur un an, la hausse des prix a surtout touché le secteur des "transports" (+5,2%) après l'augmentation du prix des carburants. La Grèce a connu une période de déflation après le début de la crise de la dette en 2010 due à la profonde récession et la stricte austérité. Mais le pays a renoué avec la croissance en 2017 et l'inflation a repris ces dernières années. Pour 2020, le pays table sur un indice harmonisé d'inflation de 0,7%, selon le budget de l'Etat.



SIDI BEL-ABBÈS Réception de 100 dossiers de porteurs de projets et de start-up

La section de Sidi Bel-Abbes de l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques a enregistré, depuis la fin d'année dernière, le dépôt de 100 dossiers de porteurs de projets de start-ups, a-t-on appris samedi de sa directrice, Wassila Guenateg. L'agence a lancé un appel sur internet invitant tous les porteurs de projets de start-ups désirant rejoindre la section de Sidi Bel-Abbes via Internet afin d'enregistrer leurs projets sur la plateforme prévue à cet effet, a-t-on fait savoir. La même responsable a fait savoir qu'après un premier examen des dossiers déposés, il a été constaté qu'ils sont d'un haut niveau, ambitieux et objectifs portant sur le domaine de l'intelligence artificielle, ce qui est un indice positif du développement de ce domaine dans la région ouest.

Elle a indiqué que ces projets seront présentés par leurs porteurs le 27 février devant la commission chargée du choix des projets qui seront soutenus et accompagnés par l'agence, soulignant que la commission se concentrera sur les conditions de sélection portant sur le domaine des technologies de l'information et de la communication, de la numérisation et de l'innovation.

MASCARA Un mort et 3 blessés dans un accident de la route

Un enfant de 8 ans est mort et trois autres membres de sa famille ont été blessés dans un accident de la route survenu samedi au niveau de l'autoroute Est-ouest dans son tronçon traversant la wilaya de Mascara, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

L'accident a été provoqué par une collision entre trois véhicules utilitaires roulant sur l'autoroute Est-ouest à Oggaz, commune de la wilaya de Mascara, a-t-on indiqué, soulignant que les éléments de la protection civile du poste de secours des routes et ceux de l'unité de Sig sont intervenus pour transférer les blessés aux urgences de l'hôpital de Sig où un blessé (l'enfant de 8 ans) a succombé à ses blessures.

ADRAR L'unité de production de l'administration pénitentiaire, un modèle à suivre en matière d'insertion des prisonniers

L'unité de production relevant de l'administration pénitentiaire de la wilaya d'Adrar constitue un modèle à suivre à l'échelle nationale en termes de qualification et d'insertion des prisonniers, a souligné samedi à Adrar, le directeur général de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion (DGAPR), Fayçal Bourebala.

Intervenant lors d'une exposition sur les réalisations de la population carcérale, tenue en milieu ouvert, M.

Bourebala a indiqué que "l'office national des travaux pédagogiques et de l'apprentissage relevant du secteur s'assigne comme objectifs la qualification des prisonniers leur permettant de monter, après leur élargissement, des micro-entreprises productives leur facilitant l'implication au développement".

Le directeur de la DGAPR a, à cette occasion, mis en valeur la coordination étroite concrétisée dans la wilaya d'Adrar entre son secteur et les différents partenaires civils locaux, constituant, a-t-il estimé, "un maillon fort et essentiel dans la réussite des différents programmes de promotion du secteur de l'administration pénitentiaire". M. Bourebala a donné, dans le cadre du huitième festival des personnels de l'administration pénitentiaire, le coup d'envoi du semi-marathon et de la course cycliste avec une participation record des personnels des deux sexes. Il a également inspecté, à Adrar, le célibatiorium des personnels du secteur, avant de prendre connaissance des différentes activités récréatives et promotionnelles prévues au jardin des familles relevant de l'administration pénitentiaire, sis dans la région de Meraguen, Nord d'Adrar. M. Bourebala a, sur site, présidé une opération d'ensemencement des alevins de poissons d'eau douce et s'est enquis des activités aquacoles. Il a également donné le coup d'envoi de la course finale des sports équestres, et d'une opération de boisement d'une surface de 50 hectares retenu au titre du programme 2020.

ENTREPRENEURIAT Ouargla: lancement du prix du meilleur projet de création d'activité

Un prix du meilleur projet de création d'activité a été lancé hier lors du colloque sur la promotion et l'accompagnement de l'entrepreneuriat innovant, qu'a abrité l'université Kasdi-Merbah de Ouargla (UKMO).

Ce concours, qui entre dans le cadre du programme d'Appui à l'Adéquation-Formation-Emploi-Qualification (AFEQ), financé par l'Union Européenne (UE), s'adresse aux porteurs de projets innovants, notamment les étudiants des trois cycles (Licence, Master et Doctorat) désireux de créer leurs propres entreprises dans différents créneaux économiques, selon les organisateurs.

Il a pour objectif d'encourager les porteurs de projets innovants à la création d'activités pouvant générer de la valeur et contribuer à la croissance économique, a-t-on souligné. AFEQ est un programme intersectoriel qui a démarré le 7 novembre 2017 et s'étalera jusqu'au 15 juillet 2020, avec une possibilité d'extension pour une durée de deux (2) ans, en vertu d'une convention prévue entre le Gouvernement algérien et l'UE, afin d'assurer sa continuité, a précisé le directeur national du



programme AFEQ, Mourad Lemia. Cette démarche permettra d'avoir une meilleure visibilité dans la formation universitaire ou professionnelle visant à répondre aux besoins du marché du travail, a-t-il souligné. Pour sa part, l'expert international en entrepreneuriat, Riadh Bouzaouche (Tunisie), a mis en avant dans son exposé les axes principaux pour développer l'esprit d'entreprise chez l'étu-

diant, au titre du programme AFEQ qui s'articule autour de quatre volets, à savoir pédagogique (formation destinée aux enseignants et étudiants), administratif, la création d'entreprise et la sensibilisation.

M. Bouzaouche a insisté, à cet égard, sur le renforcement continu des capacités des structures d'appui, la formation continue des enseignants en entrepreneuriat, la généralisation de l'enseignement de l'entre-

preneuriat ainsi que l'intégration de la dimension entrepreneuriale dans le curriculum. Cette rencontre, à laquelle ont pris part des enseignants-chercheurs, des étudiants et des représentants des acteurs concernés, dont l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), la direction locale de l'industrie et des mines (DIM) et la Chambre de commerce et de l'industrie, a été aussi une opportunité pour présenter quelques expériences de créations de projets innovants dans plusieurs domaines, tels l'information et la communication, l'informatique, les TIC, l'industrie, le BTP et l'artisanat.

Elle vise à développer l'entrepreneuriat innovant et technologique et à renforcer les capacités responsables des dispositifs du programme AFEQ et des acteurs de la promotion de l'entrepreneuriat au sein des universités pilotes, dont l'UKMO (Ouargla), l'USTHB (Alger), l'USTO (Oran).

EL-OUED Opter pour le mécanisme de traitement collectif pour une meilleure prise en charge des enfants aux appareils auditifs

Les participants à la rencontre de formation sur "l'action thérapeutique collective au service des enfants aux implants cochléaires" ont, souligné, au terme de cette rencontre, clôturée samedi au centre anticancéreux (CAC) d'El-Oued, la nécessaire dynamisation de l'action collective dans le traitement en vue d'assurer une meilleure prise en charge des personnes portant des implants cochléaires.

Le psychoclinicien, Salah Khachkhouch, a, dans son intervention intitulée "organisation de l'action thérapeutique collective", mis en exergue l'importance de ce type de traitement dans la prise en charge médicale et psychologique des personnes aux appareils auditifs, car, a-t-il indiqué, il repose sur deux axes.

Le premier, a-t-il expliqué, consiste en l'organisation des entraînements orthophoniques pour apprendre à lire les mouvements labiaux précédant la période de la pose de l'implant cochléaire et le second

porte sur le suivi psychologique post-opératoire visant l'adaptation sociale positive requérant la conjugaison des efforts, notamment des psychologues.

L'intervenant a avancé que la pose réussite de l'implant cochléaire est liée aux efforts efficaces déployés par les psychologues influant à un taux de 90% sur la réussite de l'opération de pose de cet appareil auditif à la faveur de la dynamisation étudiée de cet appareil, car, a-t-il dit, le psychologue est seul capable et habile à inculquer la compétence linguistique et de communication à l'enfant pour lui préparer à d'adapter socialement.

La psychoclinicienne, Sabrina Dhaoui, a, dans sa communication liée également à l'action collective thérapeutique, mis en avant l'importance dynamisation des programmes de sensibilisation portant organisation de activités ludiques aux enfants aux infirmités auditives, impliquant leurs parents et la performance des

polycliniques, en vue de contribuer à l'amélioration de l'état psychologique des malades.

Le président de l'association "Amel" pour les porteurs d'implants et malades auditifs d'El-Oued, M. Abdennacer Kerrouche, a suggéré la mise au point, par le ministère de la santé, d'un programme de dépistage précoce de la surdité par la dotation des structures "mère-enfant" en équipements susceptibles de dépister l'infirmité et la programmation de sessions de formation en direction des praticiens généralistes sur la manipulation de ces équipements, avant d'appeler à lancer des campagnes de sensibilisation, de grande envergure, sur le danger que pèse cette infirmité sur la santé.

Cette rencontre de formation s'inscrit au titre des travaux du second Congrès international de chirurgie ORL et cervico-faciale (13 au 15 février) initié par l'association de l'Alliance médicale d'El-Oued.

OUARGLA Réalisation de neuf forages pour renforcer les stations de déminéralisation de l'eau potable

Neuf forages ont été réalisés pour renforcer les stations de déminéralisation de l'eau dans le Grand Ouargla, a-t-on appris hier de la direction des ressources en eau de la wilaya.

Ces forages entreront en service fin mars, une fois finalisée leur opération d'électrification et de raccordement direct aux stations. Un financement de 200 millions DA a été

consacré à cette opération visant à renforcer et améliorer les rendements des stations de déminéralisation sur le territoire du Grand Ouargla, a souligné le DRE, Noureddine Hamidatou. Une commission technique a été mise en place pour suivre le bon fonctionnement de ces stations et faire un diagnostic de leurs pannes, en plus d'identifier les besoins en eaux

des stations temporairement à l'arrêt notamment pour des raisons de détérioration du réseau et de non maîtrise de la distribution pour absence de soupapes empêchant l'arrivée du liquide précieuse aux quartiers, a-t-il expliqué.

La wilaya d'Ouargla avait bénéficié de 10 stations de déminéralisation de l'eau potable (9 à Ouargla et 1 à Touggourt),

offrant des capacités de production allant de 3.000 à 27.000 m³/jour pour celles du Grand Ouargla et de 34.500 m³/jour celle du Grand Touggourt.

Ces stations assurent 75% d'une eau potable servie au citoyen selon des spécificités répondant aux orientations de l'Organisation mondiale, a souligné le même responsable.

ENVIRONNEMENT

Hamza Al Sid Cheikh : "Bientôt des Assises nationales sur l'Environnement saharien"

Le ministre délégué chargé de l'Environnement saharien Hamza Al Sid Cheikh a affirmé, samedi à Alger, que son secteur s'attelle à la préparation d'Assises nationales sur la valorisation des potentialités et des ressources de l'environnement saharien.

Dans une déclaration à la presse en marge de la présentation du Plan d'action du Gouvernement au Conseil de la nation, M. Al Sid Cheikh a indiqué que ces assises auront lieu à travers des conférences et des rencontres wilayales et régionales, qui seront sanctionnées par des recommandations pratiques pouvant être appliquées sur le terrain afin d'édifier une économie amie de l'environnement saharien algérien immense, en recourant, en premier lieu, aux énergies renouvelables.

Le ministre délégué a fait état, dans ce sens, d'une nécessaire coordination entre l'ensemble des départements ministériels pour que le Sahara algérien soit pionnier dans le domaine de l'environnement.

Répondant à une question sur le manque de précipitations, M. Al Sid Cheikh a rappelé que l'agriculture saharienne repose essentiellement sur les eaux souterraines, soulignant qu'au vu de l'immensité de la superficie du Sahara algérien qui jouit de systèmes écologiques diversifiés, le manque de précipitations aura un impact sur ces systèmes écologiques.



SENSIBILISATION À L'ÉCONOMIE VERTE

Plus de 200 enseignantes formées à Oran

Plus de 200 enseignantes ont bénéficié d'une formation à Oran dans le cadre d'un programme valorisant le rôle des femmes en tant qu'actrices incontournables dans le développement de l'économie verte, a-t-on appris samedi de la responsable de cette opération.

L'implication des femmes dans la croissance de l'économie verte constitue l'objectif essentiel de cette formation", a précisé Zhor Bereksi, dans une déclaration à l'APS en marge de la cérémonie de clôture de ce programme intitulé "Khadra".

Plusieurs ateliers thématiques ont été animés au profit des participantes, consolidant ainsi leurs capacités dans le

domaine de la sensibilisation et animation auprès des élèves", a expliqué Mme Bereksi. "Plus de 8.000 enfants ont pris part aux activités ludiques démonstratives organisées dans différents établissements scolaires et à travers les actions de proximité dans les quartiers", a-t-elle fait savoir. Des sorties pédagogiques ont été aussi proposées dans des Centres d'enfouissement techniques (CET) et des entreprises économiques spécialisées dans le recyclage de déchets.

Le programme "Khadra" a également permis la formation d'une trentaine d'autres femmes parmi le personnel des collectivités locales et de femmes au foyer qui ont appris à transformer cer-

tains déchets ménagers en accessoires et articles d'ameublement intérieur.

A ce titre, divers objets issus de la transformation des déchets domestiques ont été exposés lors de la cérémonie de clôture du programme "Khadra", agrémentée en outre par des spectacles de chants et de théâtre animés par des enfants.

Cette opération avait été lancée en novembre 2017 par le Bureau "R20 Med" assurant la représentation méditerranéenne de l'ONG "R20" (Regions of climate action), en partenariat avec le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, et de la wilaya d'Oran.

EL TARF

Près de 29.000 familles ciblées par le programme de solidarité du mois de Ramadhan

Pas moins de 28.512 familles nécessiteuses réparties à travers les 24 communes de la wilaya d'El Tarf, seront ciblées par le programme de solidarité consacré par la wilaya pour le prochain mois de Ramadhan, a indiqué samedi la directrice de l'action sociale (DAS).

Le nombre des familles nécessiteuses a été récemment arrêté après "actualisation" des listes des bénéficiaires, a précisé Mme Anissa Djeriden, qui a ajouté que cette opération a été précédée par une série de sorties, de rencontres et de réunions incluant les différents partenaires concernés (communes, chefs de daïra, DAL et inspectrice de la wilaya). Tout en rappelant que l'aide financière de l'État est estimée à 6.030,00 DA au profit de chaque famille, ainsi que la poursuite des efforts consentis dans le cadre des préparatifs de cette importante opération de solidarité, la directrice de l'action sociale a évoqué les différentes subventions émanant des différents organismes et ministères. En plus de la contribution des Assemblées populaires communales (APC), estimée à 75.774.760,00 DA et de celle du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et la Condition de la femme qui est de l'ordre de 35 millions de dinars, Mme. Djeriden a indiqué que la wilaya a contribué avec la somme de 30 millions dinars alors que la contribution de la Direction locale des affaires religieuses et Wakfs est de 7.263.938,53 DA. Selon la responsable de la DAS, les bénéficiaires dans le cadre du programme de solidarité, percevront leurs aides financières sur leurs comptes postaux (CCP).

BATNA

3 morts et une personne grièvement blessée dans un accident de la circulation

Trois (3) personnes sont décédées et une (1) autre a été grièvement blessée dans un accident de la circulation survenu sur la voie réservée aux poids lourds au carrefour reliant Batna à Barika et M'sila, dans la wilaya de Batna, a affirmé hier le responsable de la communication de la Direction locale de la protection civile local, le lieutenant Hassan Yahia Cherif.

La même source a précisé que l'accident s'est produit suite au dérapage d'un véhicule touristique qui s'est renversé avant de s'écraser contre un poteau électrique en béton, occasionnant la mort de 3 personnes, âgées entre 35 et 36 ans, et blessant grièvement une quatrième personne âgée de 39 ans. Selon la même source, le blessé a été transporté au service des urgences médicales de l'hôpital Mohamed Boudiaf de la commune de Barika par les éléments de la protection civile, tandis que les dépouilles des trois victimes ont été transférées à la morgue du même établissement de santé. Une enquête a été ouverte par les autorités compétentes pour déterminer les causes et les circonstances exactes de ce tragique accident.

ALGER

Retrait de plus de 7.300 permis de conduire en janvier dernier

Les services de la Sûreté publique relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé, en janvier dernier, au retrait de plus de 7.300 permis de conduire, a indiqué samedi un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques. «Dans le cadre de la prévention routière, les services de la Sûreté publique ont procédé, durant le mois de janvier dernier, au retrait de 7.320 permis de conduire suite à 24.746 infractions du Code de la route», précise la même source.

Par ailleurs, les mêmes services ont enregistré, durant la période considérée, 77 accidents de la route ayant fait 07 morts et 83 blessés. Le non respect du code de la route demeure la première cause de ces accidents, selon la même source qui a fait état de 1.432 opérations de maintien de l'ordre. En outre, les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont reçu 44.274 appels via le numéro vert 15-48, la ligne de secours 17 en sus de 1.068 appels reçus sur le numéro 104, conclut le communiqué.

APS

TIZI-OUZOU

Plus de 80 fusils de chasse non encore récupérés par les propriétaires

Quelque 88 fusils de chasse saisis par les autorités durant la décennie noire, n'ont pas encore été récupérés par leurs propriétaires, a-t-on appris hier du groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN) à Tizi-Ouzou.

Lors d'une conférence de presse de présentation du bilan des activités de ce corps de sécurité durant l'année 2019, animé par le commandant de groupement le colonel Zouaoui Mokrane en présence des responsables des différents services, le chef de la police judiciaires, le commandant Mouldi Slimane, a annoncé que "l'opération de restitution de ces armes se poursuit et tire à sa fin, et la semaine écoulée nous avons restitué 5 armes", a-t-il dit.

Sur plus de 3.000 fusils récupérés à Tizi-Ouzou par la Gendarmerie nationale, il ne reste plus que 88 dont les propriétaires sont identifiés. "Ces armes n'ont pas été restituées à cause, notamment, de problèmes d'ayant droits (établissement de la fredha pour les héritiers) et aussi pour non présence du concerné sur le territoire national", a ajouté le chef de la police judiciaire. Interrogé sur l'affaire de l'assassinat de la petite Nihal Si Mohand, âgée de trois ans, disparue au courant du mois de juillet 2016, dans le village d'Aït Ali dans la commune d'Aït Toudert (daïra de Ouacifs), et retrouvée assassinée quelques jours plus tard, le commandant Mouldi a rappelé que le dossier est entre les mains de

la justice, sans donner plus de détails sur d'éventuelles interpellations notamment.

Concernant la couverture sécuritaire de la wilaya par la GN, le commandant de groupement le colonel Zouaoui Mokrane, a rappelé le programme de réalisation de 5 nouvelles brigades en cours de construction afin d'améliorer le déploiement de ce corps de sécurité et aussi la couverture sécuritaire extramuros qui est actuellement de 46% du territoire de la wilaya, a-t-il observé.

Concernant le bilan d'activité pour l'année 2019, présenté lors de cette conférence de presse tenue au siège du groupement, il a été rapporté, entre autre, que durant l'année précédente la police judiciaire a traité un total de 2 599

affaires dont 1182 affaires d'atteinte aux personnes et 787 d'atteinte aux biens. Ce même service a, également, traité 31 affaires de crimes organisés dont 25 affaires de drogues, ayant permis la récupération de plus de 3 kg de kiifs traités, 55 affaires de vol de véhicules ayant abouti à la récupération de 7 véhicules légers, un camion, 4 motos, et un tracteur agricole. Concernant le volet sécurité routière, il a été précisé dans le même bilan que les accidents de la circulation enregistrés en 2019 (101 accident) ont fait 39 morts et 181 blessés, se félicitant d'une baisse de 25,73% par rapport à 2018, où on a déploré 136 accidents, causant la mort de 52 personnes et des blessures à 219 d'autres.

ORAN

Un mort et un blessé dans un chantier

Une (1) personne est décédée et une autre a été blessée suite à une chute d'un immeuble en cours de construction dans la commune d'Oran, a-t-on appris hier de la cellule de communication de la direction de la Protection civile. Les éléments de la Protection civile sont intervenus, samedi soir dans un chantier situé près du jardin méditerranéen, pour fournir les premiers soins à un employé de 23 ans atteint de plusieurs blessures, avant de le transférer aux urgences de l'établissement hospitalier universitaire "ter



Novembre" d'Oran. Ils ont également procédé au transfert du corps de la victime décédée vers la morgue de l'hôpital. Par ailleurs, les services de la Protection civile ont enregistré samedi une collision entre un camion et deux véhicules sur la route nationale RN 11 dans la commune de Gdyl (est d'Oran). L'accident a fait sept blessés, âgés entre 3 et 37 ans (quatre enfants et trois femmes). Les agents de la Protection civile ont évacué les blessés aux urgences de l'hôpital d'El Mohguen à Arzew.

RUSSIE

2 blessés dans une attaque au couteau dans une église à Moscou

Un homme a été arrêté hier à Moscou après avoir poignardé deux personnes dans une église du nord-est de la capitale russe, ont annoncé les autorités.

«La police a arrêté un homme de 26 ans résidant dans la région de Lipetsk (sud de Moscou) qui était entré dans une église de la rue Bakouninskaja dans la matinée du 16 février et a blessé deux personnes avec un couteau», a annoncé la porte-parole du ministère de l'Intérieur, Irina Volk, citée par les agences de presse russes.

Les blessés ont été pris en charge par les services médicaux, a-t-elle précisé.

Selon elle, les motifs de l'attaque sont pour l'instant inconnus.

Selon la chaîne de télévision Ren-TV, l'homme a fait irruption dans l'église pendant un office et a été maîtrisé par les paroissiens en attendant l'arrivée de la police.

Le prêtre de l'église où a eu lieu l'attaque, a expliqué que l'assaillant portait des lunettes, des gants en caoutchouc, une cagoule et des écouteurs avec lesquels il écoutait de la musique.

IRAN

Un séisme de magnitude modérée frappe le sud du pays

Un séisme de magnitude modérée a frappé le sud de l'Iran hier, rapportent des sources médiatiques.

Selon l'Institut d'études géologiques des Etats-Unis (USGS), la magnitude de ce tremblement de terre a atteint 5,5 sur l'échelle de magnitude du moment, mesure de référence pour nombre de sismologues. L'épicentre du séisme, qui a eu lieu à 16h00 locales (1230 GMT), a été localisé à 13 km de profondeur, dans le Golfe, entre le continent et l'île de Qeshm, à 49 km du port de Bandar Abbas (sud), selon l'Institut géophysique de l'Université de Téhéran.

Un porte-parole du service national des secours iraniens aux médias que des équipes avaient été envoyées dans la région pour évaluer les dégâts et porter assistance aux éventuelles victimes. Situé aux confins de plusieurs plaques tectoniques et traversé par plusieurs failles, l'Iran est une zone de forte activité sismique. Le dernier séisme majeur remonte à novembre 2017, lorsqu'un tremblement de terre de magnitude 7,3 dans la province de Kermanshah (ouest) avait fait 620 morts.

HAÏTI

15 enfants meurent dans l'incendie d'un orphelinat

L'incendie d'un orphelinat en Haïti a provoqué la mort de 15 enfants, a indiqué vendredi la juge de la commune de Kenscoff, Raymonde Jean Antoine. L'orphelinat, qui n'avait plus l'autorisation légale d'opérer depuis 2013, abritait environ 66 enfants, selon elle.

Deux enfants sont morts dans l'orphelinat et 13 d'asphyxie à l'hôpital de Fermeche, a indiqué la magistrate. L'incendie s'est déclenché peu après 21h00 heure locale jeudi (02h00 GMT vendredi), selon elle.

L'orphelinat de Kenscoff, commune située sur les hauteurs de l'agglomération de Port-au-Prince, n'avait plus l'autorisation légale d'opérer depuis 2013 et abritait environ 66 enfants, selon Raymonde Jean Antoine.

La cause de l'incendie et l'âge des victimes étaient pour le moment inconnus. L'orphelinat était situé dans un bâtiment insalubre de deux étages, avec des lits superposés -- certains en état déplorable -- entassés dans de petites chambres, avec un escalier exigü et seulement une porte de sortie ouverte, a-t-on indiqué.

GRANDE-BRETAGNE

Suicide d'une célèbre présentatrice de télévision

Une célèbre présentatrice de télévision britannique, Caroline Flack, qui devait être jugée en mars, s'est suicidée samedi et les agents de l'animatrice ont accusé le Parquet d'avoir voulu monter un "procès-spectacle" contre une personnalité "vulnérable".

Après l'annonce du décès samedi, un avocat de la famille a confirmé que Caroline Flack s'était suicidée.

Connue pour avoir présenté le programme de télé-réalité "Love Island", Caroline Flack, âgée de 40 ans, devait être jugée en mars.

Arrêtée en décembre, elle était accusée d'avoir frappé son compagnon avec une lampe pendant qu'il dormait, au nord de Londres, avait annoncé le Parquet en janvier. Le compagnon de Caroline Flack avait démenti, déclarant "qu'elle ne l'avait pas frappé avec une lampe", dans un message sur Instagram.

Le Parquet "devrait réfléchir sur la manière dont ils ont monté un procès-spectacle qui était non seulement sans fondement mais aussi d'aucun intérêt public. Et finalement cela a provoqué une importante détresse chez Caroline", ont ajouté les agents de la présentatrice dans un communiqué. "Ces derniers mois, Caroline a été soumise à d'énormes pressions à cause de cette affaire et d'un éventuel procès qui a été souvent reporté", a déclaré Francis Ridley, de Money



Talent Management. L'avenir du programme de télé-réalité "Love Island", diffusé sur la chaîne ITV, est remis en question après une série de drames.

Caroline Flack est la troisième personnalité liée à ce programme à se donner la mort, après Mike Thalassitis et Sophie Graydon, deux participants à l'émission. La presse

avait déjà largement fait écho de cette affaire, étalant Caroline Flack en première page après son arrestation. Son suicide a de nouveau fait dimanche la une des tabloïds britanniques.

Une pétition en ligne ayant recolté plus de 100.000 signatures dimanche demande une enquête au sein des médias à la suite de sa mort.

INTEMPÉRIES

La tempête «Dennis» balaye le Royaume-Uni

La tempête Dennis a balayé hier le Royaume-Uni, clouant au sol des centaines d'avions pendant que l'armée est mobilisée et le sud du Pays de Galles en alerte rouge.

Hier matin, près de 200 alertes inondations avaient été mises en place, sur une zone s'étendant du sud de l'Écosse à la Cornouailles (sud-ouest de l'Angleterre).

A Aberdaron, dans le sud du Pays de Galles, des vents de plus de 145 km/h ont été enregistrés.

Plusieurs centaines de vols à destination ou au départ de l'ensemble du Royaume-Uni sont cloués au sol, ont annoncé les compagnies British Airways et EasyJet.

Le service ferroviaire a aussi été suspendu dans le sud du Pays de Galles, en raison de la présence d'eau sur les voies.

L'Institut météorolo-



gique britannique (Met) a placé dimanche matin le sud du Pays de Galles en alerte rouge, le niveau d'alerte le plus élevé, à cause des fortes pluies liées à la tempête Dennis.

Une première concernant les pluies depuis décembre 2015.

Une alerte rouge équivaut à «des conditions météorologiques dangereuses» présentant «un

danger de mort», des risques de perturbations dans l'approvisionnement en énergie et des dommages aux infrastructures.

«Nous exhortons les gens à faire attention et à prendre leurs dispositions pour être en sécurité», a déclaré Jeremy Parr, responsable de la gestion des risques d'inondations au sein de l'organisme gouvernemental gallois chargé

des ressources naturelles.

Au barrage de Cray Reservoir, dans le sud du Pays de Galles, il est tombé 132,8mm de pluie entre samedi matin 7h et dimanche matin 8h00, soit l'équivalent de plus d'un mois de précipitations sur cette région (110,8mm en moyenne en février), détaille le MET sur son site internet.

Samedi, le ministère de la Défense a déployé l'armée dans le West Yorkshire, une zone dans le nord de l'Angleterre durement touchée le weekend précédent par les inondations liées à la tempête Ciara.

Deux corps ont été repêchés très tôt samedi matin au large de la côte sud de l'Angleterre, dans une mer agitée, au début de la tempête. Il n'est pas encore clair si les circonstances de ces décès sont liées à la tempête Dennis.

MAURITANIE

Arrestation de six "trafiquants d'armes et de drogue" près de la frontière nord

Six trafiquants ont été interceptés, samedi, par des unités de l'armée près de la frontière nord de la Mauritanie en possession de quantités de "drogues, d'armes et de munitions", a rapporté hier l'Agence d'information mauritanienne, citant un communiqué de l'état-major général des armées.

Selon le communiqué, une opération de surveillance engagée depuis quelques jours a permis cette arrestation "sur la base d'informations sur l'intention d'un groupe de contrebandiers à bord de trois véhicules de traverser la partie nord du territoire mauritanien en direction de la partie

orientale du territoire malien". Cette opération a permis, "outre l'arrestation de 6 contrebandiers, la saisie d'un kilogramme de drogue, de deux mitrailleuses PKMS, de deux voitures Land Cruiser et de 3000 munitions, en plus de matériel de communication", selon le communiqué, qui ne donne aucune précision sur l'identité des trafiquants et le type de drogue saisi. "L'opération a également permis la destruction d'une voiture Land Cruiser, de deux mitrailleuses", conclut le texte.

Des unités spéciales de l'armée mauritanienne sont engagées dans différents couloirs sécuritaires dans



le nord du pays pour lutter contre l'action de groupes terroristes et les trafics de tous genres.

Le chef de l'OMS appelle à la solidarité dans la lutte contre les épidémies

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a appelé samedi à la solidarité dans la lutte contre les épidémies lors de la 56^e Conférence de Munich sur la sécurité (CMS).

"Nous devons être guidés par la solidarité et non par la stigmatisation", a-t-il répété, ajoutant que le plus grand ennemi n'est pas le virus lui-même mais la stigmatisation "qui nous monte les uns contre les autres".

"Nous devons mettre fin à la stigmatisation et à la haine", a-t-il souligné.

"Les épidémies d'Ebola et de COVID-19 soulignent une fois de plus l'importance capitale pour tous les pays d'investir dans la préparation et non dans la panique", a-t-il déclaré devant les participants à la MSC.

Le chef de l'OMS a déclaré que le monde dépense des milliards de dollars pour se préparer à une attaque terroriste, mais qu'il dépense peu pour se préparer à l'attaque d'un



virus, qui pourrait être bien plus meurtrier et bien plus dommageable économiquement, politiquement et socialement.

"C'est une approche franchement difficile à

comprendre et une vision à court terme dangereuse", a-t-il déclaré. En outre, le responsable de l'OMS s'est dit encouragé par les mesures prises par la Chine pour contenir l'épidémie à sa

source, qui ralentissent la propagation de l'épidémie dans le reste du monde.

Il est également encouragé par le fait que des experts internationaux sont maintenant sur le terrain en Chine, travaillant en étroite collaboration avec leurs homologues chinois pour comprendre l'épidémie et élaborer les prochaines étapes de la réponse mondiale. S'exprimant sur sa gratitude envers la Chine, il a déclaré avoir pris acte de ses efforts à chaque fois que cela s'est avéré nécessaire.

"Je continuerai à le faire, comme je le ferais et comme je l'ai fait pour tout pays qui lutte agressivement contre une épidémie à sa source pour protéger sa propre population et celle du monde entier, même si cela lui coûte très cher".

JAPON

Le nombre de cas de coronavirus sur le paquebot monte à 355

Le nombre de cas positifs au nouveau coronavirus recensés sur le paquebot de croisière Diamond Princess en quarantaine près de Yokohama (banlieue de Tokyo) est monté à 355, a annoncé hier le ministre japonais de la Santé.

«Jusqu'à présent, nous avons effectué des tests sur un total de 1.219 personnes, et 355 se sont révélés positifs», a déclaré Katsunobu Kato lors d'une émission politique matinale sur la chaîne publique NHK.

Cela signifie que 70 cas de plus ont été confirmés depuis samedi. Sur ce total de personnes contaminées, 73 ne présentent pas de symptômes, a-t-il précisé.

Plus de 3.700 passagers et membres d'équipage effectuaient une croisière sur ce bâtiment quand un passager débarqué à Hong Kong il y a plusieurs semaines a été détecté positif au coronavirus auparavant apparu dans la ville chinoise de Wuhan.

Ce cas initial sur le navire a entraîné la mise en quarantaine du Diamond Princess dans un port du Japon.

Depuis, au fil des jours et des tests, le nombre de cas ne cesse de grimper.

Les personnes atteintes sont transférées dans des hôpitaux spécialement équipés au Japon.

Face à cette situation qui s'aggrave, le gouvernement américain a décidé d'évacuer ses ressortissants sains.

Un avion doit être spécialement affrété afin de les rapatrier aux Etats-Unis pour une mise en quarantaine de 14 jours sur deux bases militaires.

Il restait samedi environ 350 citoyens américains sur le bateau. Le gouvernement de Hong Kong a également annoncé samedi qu'il allait prendre en charge ses quelques 330 ressortissants présents sur le navire pour les rapatrier par avion.

Le MAE chinois discute du COVID-19 avec le président du CICR

Le conseiller d'Etat et ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi a discuté samedi avec le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) Peter Maurer de l'actuelle lutte contre l'épidémie de nouveau coronavirus (COVID-19).

Lors de leur entretien en marge de la 56^e Conférence de Munich sur la sécurité (MSC), M. Wang a informé M. Maurer de la lutte de la Chine contre le COVID-19, indiquant que les traditions et l'esprit du CICR, qui consiste à défendre le principe humanitaire du respect de la vie, ont été parfaitement et complètement incarnés dans la lutte de la Chine contre l'épidémie.

Sous la direction du président Xi Jinping, 1,4 milliard de Chinois sont passés à l'action pour soutenir et sauvegarder Wuhan, l'épicentre de l'épidémie, a-t-il rappelé.

La Chine s'efforce de sauver chaque vie menacée par le virus, pour protéger la vie et la sécurité des personnes avec la plus ferme volonté, et pour assumer la responsabilité qui lui incombe en matière de santé publique mondiale, a-t-il ajouté.

M. Wang a dit que la Chine est prête à approfondir sa coopération avec le CICR, à renforcer la coopération médicale dans des régions telles que l'Afrique et à contribuer à la lutte internationale sur le front humanitaire et sanitaire.

Pour sa part, M. Maurer a noté que le CICR tient à féliciter le gouvernement chinois pour ses efforts considérables qu'il déploie pour lutter contre l'épidémie, en particulier pour enrayer sa propagation.

En plus de sa fourniture d'aide à la Chine, le CICR continuera à lui apporter un soutien total, convaincu qu'elle remportera la bataille contre l'épidémie dès que possible.

Le Comité apprécie également l'engagement chinois en faveur de la sécurité de la santé publique internationale, notamment en offrant des aides à l'Afrique et en renforçant les capacités médicales dans les pays où les conditions sanitaires sont fragiles, a affirmé M. Maurer.

Le président du CICR a exprimé l'espoir que la Chine partage davantage ses expériences, et que leur coopération se voie approfondie.

APS

CORONAVIRUS

Près de 1.700 décès en Chine continentale, premier décès hors d'Asie signalé en France

Le nouveau coronavirus (Covid-19) a déjà causé la mort de près de 1.700 personnes en Chine continentale, alors qu'un premier décès hors d'Asie a été signalé samedi en France.

La pneumonie virale Covid-19 a tué 1.665 personnes en Chine continentale (hors Hong Kong et Macao), selon le dernier bilan diffusé dimanche par les autorités chinoises - contre 1.523 morts annoncés samedi-. La plupart se trouvaient dans la province du Hubei (centre), foyer de l'épidémie apparue en décembre dans son chef-lieu Wuhan. Seuls quatre décès ont été enregistrés ailleurs dans le monde: Un sur le territoire chinois semi-autonome de Hong Kong et les trois autres respectivement au Japon, aux Philippines et en France.

La ministre française de la Santé Agnès Buzyn a annoncé samedi le décès la veille d'un touriste chinois de 80 ans hospitalisé en France depuis fin janvier.

Ce décès est le «premier hors d'Asie, le premier en Europe», a-t-elle précisé.

La Chine a par ailleurs fait état dimanche de plus de 68.000 cas de contamination sur son territoire, principalement dans la province du Hubei.

Dans son bilan quotidien, la commission sanitaire nationale chinoise a fait état de 2009 nouveaux cas dans le pays - dont 1843 dans cette province -, ce qui représente une baisse pour la troisième journée consécutive. L'épidémie de Covid-19 maintient le monde en alerte, avec près de 600 cas confirmés de contamination dans une trentaine de pays.

L'Egypte a annoncé vendredi avoir enregistré le

premier cas sur le continent africain.

Mais le principal foyer d'infection hors de Chine reste le paquebot de croisière Diamond Princess, en quarantaine au Japon : 355 cas de contamination y ont été confirmés, dont 70 nouveaux cas annoncés dimanche. Le paquebot comptait 3.711 passagers et membres d'équipage à son arrivée à Yokohama le 3 février. Depuis les personnes contaminées ont été évacuées et hospitalisées, tout comme certaines personnes nécessitant des soins médicaux pour d'autres raisons.

Un porte-parole du département d'Etat américain a annoncé que les ressortissants des Etats-Unis se trouvant à bord seraient évacués et subiraient une quarantaine de deux semaines à leur retour sur le sol américain.

De même, l'Australie a envoyé samedi un expert médical au Japon dans le cadre d'un plan visant à évacuer ses 200 ressortissants bloqués sur ce paquebot.

L'OMS juge «beaucoup trop tôt» pour faire des prévisions, Pékin renforce ses restrictions

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) juge qu'il est «beaucoup trop tôt» pour faire des prévisions.

Une équipe internationale d'experts de l'OMS devait arriver à Pékin ce week-end pour une mission commune avec leurs homologues chinois.

Ils doivent réaliser des inspections sur le terrain, passer en revue les mesures de prévention, visiter des centres de recherche et formuler des recommandations pour contenir l'épidé-



mie, a précisé un porte-parole du ministère chinois de la Santé.

«La Chine fait gagner du temps au monde.

Nous ne savons pas combien de temps», a de son côté déclaré le directeur général de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus, dans un discours samedi à Munich où se déroule une conférence internationale sur la sécurité.

«Nous demandons à tous les gouvernements, toutes les compagnies et tous les médias de travailler avec nous pour faire retentir le niveau d'alarme requis sans attiser les flammes de l'hystérie», a-t-il ajouté.

Tandis que le Hubei reste coupé du monde depuis trois semaines et que plusieurs villes de l'est du territoire chinois ont pris des mesures de confinement drastiques, Pékin a renforcé à son tour vendredi ses restrictions pour endiguer la propagation du virus.

La capitale oblige désormais toutes les personnes arrivant de l'extérieur à s'auto-isoler une quarantaine de quatorze jours à leur domicile ou leur hôtel, sous peine de sanctions, a rapporté le «Beijing Daily», un quotidien officiel.

L'activité dans la ville reste largement paralysée et de nombreuses entreprises

imposent le télétravail à leurs employés.

Ce règlement aux modalités d'application non détaillées intervient au moment où, à l'issue de vacances du Nouvel an lunaire prolongées, beaucoup de Chinois rentrés dans leur région d'origine pour les fêtes doivent désormais retourner chez eux.

Quelque 283 millions de trajets ont ainsi été accomplis dans le pays entre les 25 janvier et 14 février, selon le vice-ministre des Transports Liu Xiaoming. Dans ce contexte, le président chinois Xi Jinping a reconnu vendredi que la lutte contre le virus constituait «un grand test pour le système et les capacités de gouvernance» de son pays. Le gouvernement doit renforcer «son contrôle des médias en ligne», a-t-il par ailleurs insisté dans un discours publié samedi par la presse étatique, après que les internautes eurent formulé de multiples critiques à l'égard des autorités quant à la gestion de la crise.

Signe des mesures draconiennes prises en Chine, la banque centrale a annoncé samedi que les billets usagés étaient désormais désinfectés et placés en quarantaine jusqu'à quatorze jours, avant d'être remis en circulation.

ACNÉ ADULTE

Toutes les solutions pour retrouver une peau nette

Vous pensiez vous en être débarrassé après l'adolescence. Et voilà que ces vilains boutons reviennent vous empoisonner la vie. Traitements et astuces pour en venir enfin à bout.

Les adultes aussi

On la croyait réservée aux ados, or l'acné touche de plus en plus de femmes. Mais chez les premiers, les boutons apparaissent plutôt sur les joues et le front. Alors que chez les femmes, ils sont surtout localisés sur le cou, le menton, le long de la mâchoire jusqu'au lobe de l'oreille. Leur aspect aussi est différent: les lésions sont inflammatoires, profondes, douloureuses, avec un risque important de cicatrices.

Les dermatologues ont du mal à expliquer cette explosion des cas d'acné chez l'adulte, mais quelques pistes se profilent. Le tabac figure au banc des accusés. Tout comme l'abus de cosmétiques mal adaptés, la pollution, le stress et les fluctuations hormonales. On sait que les germes adont les sucres rapides et les produits laitiers mais l'alimentation ne saurait, à elle seule, être responsable de l'apparition de l'acné.

Une cure d'antibiotiques

En cas d'acné sévère, une cure d'antibiotiques (cyclines) peut apporter une nette et rapide amélioration, minimisant ainsi les risques de cicatrices. Mais attention, pour être efficace, le traitement doit durer de trois à quatre mois. Et il peut, chez certaines femmes, favoriser l'apparition de mycoses vaginales. Un effet secondaire que votre dermatologue ou votre gynécologue sait prévenir et traiter.

Une cure de bardane

Pour retrouver un épiderme plus net et plus frais, faites une cure de bardane pendant deux mois. Sous forme de tisane, de gélules ou de suspension intégrale de plante fraîche (SIFP). Ses propriétés antihistaminiques et dépuratives en font une alliée de choix des peaux à problèmes. Et si votre visage a tendance à briller, associez-y de la pensée sauvage.

Une question d'hormones

Les déséquilibres hormonaux, la prise ou l'arrêt d'un contraceptif oral, la pose d'un stérilet hormonal ont des répercussions chez celles dont la peau est très sensible aux androgènes. D'où une production excessive de sébum, voire des poussées d'acné. Parlez-en à votre dermatologue et à votre gynéco. Ils vous aideront à trouver la solution la mieux adaptée. Ainsi, les pilules



contenant certains progestatifs permettent de réguler la production de sébum.

Des masques à l'argile

Mettez aux oubliettes les gommes, bien trop agressifs. Pour nettoyer votre peau en profondeur sans l'irriter, optez plutôt pour l'argile verte. Grâce à ses propriétés absorbantes, elle assainit l'épiderme, resserre les pores et favorise une cicatrisation en douceur.

Comment bien préparer votre masque: versez de l'eau de camomille, apaisante, dans un bol. Ajoutez de l'argile en poudre jusqu'à obtenir une pâte onctueuse, et cinq gouttes d'huile essentielle de citron, un antiseptique naturel.

Comment l'utiliser: appliquez-le en couche épaisse sur le visage et le cou. Rincez à l'eau tiède dès que l'argile commence à sécher. Prenez le temps de faire ce soin deux fois par semaine. (Ingrédients en vente dans les magasins d'alimentation naturelle et les pharmacies.)

Hydratez votre peau

Les peaux sèches ont elles aussi besoin d'être hydratées. Le matin, bien entendu, pour les préserver des agressions extérieures tout au long de la journée. Mais également le soir, une trentaine de minutes après l'application des traitements prescrits par le dermatologue. Le but: compenser l'effet desséchant et irritant de ces produits. De nombreuses marques proposent des crèmes à la fois hydratantes, moussantes et

séborégulatrices, qui sauront répondre à vos besoins. Mais veillez bien à ce qu'elles soient non comédogènes.

Dérivé de la vitamine A, l'isotrétinoïne est plus connu du grand public sous le nom de Roaccutane®. Il donne de très bons résultats chez les adolescents. Chez l'adulte, il est réservé aux acnés importantes ou récidivantes. Il est contre-indiqué en cas de grossesse. En conséquence, il n'est prescrit qu'aux femmes sous contraception.

Le laser, c'est radical

Votre acné est vraiment très sévère? Elle résiste aux traitements locaux, aux antibiotiques, aux cures d'isotrétinoïne? Le laser peut venir à bout de lésions rebelles, kystiques en particulier, ou estomper des cicatrices. N'hésitez pas à en parler à votre dermatologue. Tous les médecins ne pratiquent pas cette technique, mais le votre pourra au besoin vous orienter vers un confrère. Le coût des séances, non prises en charge par la Sécurité sociale, varie beaucoup suivant le type de laser utilisé.

Maquillez-vous!

Deux bonnes raisons de rester coquette. Le maquillage forme une barrière contre le soleil. Et vous serez moins tentée de tripoter vos boutons, puisqu'ils seront bien camouflés.

Pour masquer les boutons inflammés, appliquez un correcteur de couleur verte spécifique acné. Il «neutralise» la couleur rouge tout en traitant l'imperfection. Pour estomper l'aspect en relief dû aux

microkystes sous-cutanés, appliquez un fond de teint lissant haute tolérance, non comédogène et hypoallergénique.

Demandez un nettoyage de peau

Triturer vous-même vos boutons ne fera qu'aggraver les choses. Et les esthéticiennes peuvent venir détartrer de vos points noirs, mais pas intervenir sur les microkystes. Seul un nettoyage de peau spécifique, effectué par un dermatologue, peut les enlever sans laisser de marques. Il consiste à faire une petite incision, précédée ou suivie d'une application d'acide glycolique ou trichloroacétique. Ces séances de nettoyage de peau sont plutôt désagréables, mais pas douloureuses. Vous en ressortirez toute rouge, mais ça en vaut vraiment la peine.

Pensez au peeling doux

À l'acide glycolique, le zinc aide de bons résultats sur l'acné et est en général bien toléré. La sensation de brûlure durant le soin est légère. Les rougeurs s'estompent vite et le desquamation est très superficielle. On a tout au plus l'impression d'avoir pris un coup de soleil. Comptez en moyenne trois à six séances espacées de quinze jours. Chaque séance, non prise en charge par l'Assurance-maladie, coûte 50€ environ.

Protection solaire obligatoire

Le soleil est un faux ami de l'acné: si l'on note souvent une

amélioration durant les mois ensoleillés, c'est parce que les ultraviolets ont un effet anti-inflammatoire. Mais ils entraînent aussi un épaississement de la couche cornée: les pores ont tendance à se boucher, les comédons et microkystes se multiplient.

D'où un effet «rebond» à la retour des vacances. Sans oublier que le soleil fait très mauvais ménage avec la plupart des traitements antiacné prescrits par le dermatologue. Dès le début du printemps, il faut donc adopter une bonne protection solaire, qui peut remplacer votre crème hydratante ou s'appliquer dessus, tout simplement.

Les traitements locaux

Si l'acné est légère, l'application chaque soir de soins prescrits par le dermatologue, associés à une bonne hygiène, peut suffire à enrayer le problème. Les crèmes contenant des dérivés de la trétoïne permettent de diminuer la taille de la glande sébacée et la production de sébum, tout en favorisant le renouvellement cellulaire.

Quant au peroxyde de benzoyle, il lutte contre l'inflammation et le développement des bactéries.

Ces produits nécessitent des précautions d'emploi pour être bien tolérés. Ils doivent être appliqués sur une peau propre et sèche. Sinon, la pénétration des actifs est plus importante. Et en très petite quantité, comme le conseille le dermatologue, si vous ne voulez pas que votre peau rougisse et se mette à peler.

Enfin, ces traitements sont photosensibilisants. Il faut donc bien vous protéger du soleil, même en ville et même au printemps.

Une cure de zinc

Pris en cure de plusieurs mois, le zinc agit sur «Propionibacterium acnes», la bactérie responsable de l'acné. Il limite l'inflammation et favorise la cicatrisation. Seule contrainte: les gélules se prennent au moins trente minutes avant les repas ou deux heures après. Elles sont associées à un traitement local, car les résultats sont parfois longs à se faire sentir. Pour les personnes sujettes aux troubles digestifs, il suffit de prendre les gélules avant le coucher pour ne pas être ballonné. À noter: ce traitement est contre-indiqué durant le premier trimestre de grossesse.

Acné : s'en débarrasser pour de bon

Déjà qu'à l'adolescence, ces comédons disgracieux nous compliquaient la vie mais maintenant qu'il faut affronter le regard de nos collègues de bureau, c'est presque pire. Pourquoi l'acné rattrape-t-elle les adultes et comment la vaincre définitivement ?

Les premiers gestes "anti-acné"

S'il n'y a pas d'inflammation (boutons rouges) mais seulement des points noirs, les adultes qui souffrent d'acné (soit 41% des femmes entre 19 et 45 ans, quand même) peuvent tenter de régler ce problème toutes seules. Tout d'abord en adoptant une meilleure hygiène de vie : sommeil, gestion du stress, arrêt de la cigarette, protection solaire...

- utilisation de produits de soin non comédogène
- nettoyage du visage deux fois par jour avec un soin lavant aux AHA ou un surgras,
- arrêt quand c'est possible des traitements responsables de la poussée d'acné (à décider uniquement en accord avec son médecin spécialiste),
- utilisation de crème traitante sans ordonnance.

La règle d'or : en cas de bouton, s'empêcher de toucher sous peine d'aggraver la situation. Le mieux : appliquer un produit asséchant et à peine évacuer le comédon si une pointe blanche se présente. Très important : pour le camouflage, choisissez du maquillage non comédogène.

L'acné ne touche pas seulement les ados

L'acné apparaît à des anomalies du follicule pilo-sébacé : une hyperproduction de sébum (les points noirs et blancs) et une inflammation du follicule (les boutons rouges et les pustules).

On pense à tort que l'acné touche spécifiquement les adolescents. Hors il n'y a pas d'âge mais des périodes à risque : les premières semaines de la vie, la puberté mais aussi la vingtaine ou encore la grossesse et la ménopause. Les règles constituent aussi un moment critique. Sans compter que l'acné, si on ne la soigne pas, peut durer longtemps, même toute une vie. À l'âge adulte, les femmes s'avèrent plus à risque que les hommes. Leur acné se localise surtout sur le bas du visage. Elle affecte durement l'image de soi et génère des difficultés relationnelles surtout dans le cadre professionnel.

Les facteurs déclencheurs chez l'adulte

Certains facteurs déclenchent l'apparition de l'acné chez l'adulte : un déséquilibre hormonal (en faveur des hormones mâles), l'usage de produits cosmétiques comédogènes, la prise de vitamines B (B12 surtout et B6) (souvent présentes dans les « cocktails » ou de cortisone, certains traitements anti-épileptiques mais aussi hormones (pilule et stériles).

La fatigue, le tabac, le stress, peuvent aussi provoquer des poussées d'acné. La consommation d'aliments sucrés et de produits laitiers peut majorer l'acné mais n'est pas responsable de son déclenchement.

Autre idée reçue à combattre : le soleil améliorerait l'acné. C'est faux ! L'action anti-inflammatoire du soleil donne cette impression mais en réalité la kératine s'épaissit pour se défendre et est le retour des vacances, des comédons pointent... Enfin, il arrive aussi que l'acné apparaisse sans cause déterminée...



Quand ça ne s'améliore pas

Si la situation ne s'améliore pas, que la peau s'irrite à force d'être triturée et que l'acné est d'emblée inflammatoire ou qu'elle représente une véritable gêne dans le quotidien, une consultation chez le dermatologue s'impose. Intervenir trop tard c'est risquer de se retrouver avec des cicatrices profondes.

Le spécialiste prescrira un traitement adapté en fonction du type d'acné. Pour une acné modérée : une crème à base de rétinoides, du peroxyde de benzoyle en cas de lésions inflammatoires minimes et des antibiotiques locaux pour assécher les boutons et empêcher de tripper.

Pour une acné plus importante, le dermatologue prescrira en plus des cachets : du zinc (il régule la sécrétion de sébum), des cyclines (rarement des monocyclus) et pour les cas particuliers (femmes enceintes) des macrolides et enfin pour les femmes des pilules anti-androgéniques à base d'acétate de cyproterone.

Les résultats apparaîtront au bout d'un mois. En cas d'inefficacité, il reste la Roacutane qui atrophie les glandes sébacées.

Ce traitement long (entre 6 mois et 1 an) donne de très bons résultats : 50% des personnes traitées n'auront plus jamais d'acné de leur vie ! En revanche, cela mérite un suivi rapproché : prises de sang régulières pour déceler des problèmes de cholestérol, tests de grossesse (ce médicament peut induire des malformations fœtales).

Le zinc est-il efficace ?

Il a été prouvé que le zinc administré par voie systémique (sous forme de gélules : en France, il s'agit du gluconate de zinc) a une action sur l'acné inflammatoire. Le zinc est un peu moins efficace que les cyclines mais il présente un intérêt dans certains cas particuliers (il peut être prescrit à la femme enceinte notamment ou n'interdit pas de s'exposer au soleil).

Les réponses à vos questions

Soleil, stress, alimentation, maquillage... Tout ce qu'il faut savoir sur la peau grasse et l'acné pour adopter les bons gestes au quotidien.

Pourquoi faut-il bien nettoyer sa peau ?

Se laver matin et soir permet de débarrasser la peau des impuretés. Il faut en revanche se montrer le plus doux possible. Utilisez un pain dermatologique ou un gel nettoyant sans savon, ne frottez pas et hydratez bien votre visage le matin avec une crème non-comédogène formulée pour les peaux grasses à tendance acnéique. Vous allez ainsi reconstruire le film hydro-lipidique de protection de votre peau et mieux la préparer aux agressions extérieures : soleil, pollution, etc.

Pourquoi ne faut-il pas toucher ses boutons ?

D'une part, vous risquez de favoriser l'apparition de nouveaux boutons et d'autre part, de laisser des cicatrices.

Le stress est-il un facteur déclenchant ?

Le lien entre stress, peau grasse et acné est aujourd'hui établi. En période de stress, nous sécrétions des endorphines - des neuromédiateurs - qui vont activer la glande sébacée. Celle-ci va alors produire davantage de sébum.

Le soleil, ami ou ennemi ?

C'est un faux ami en réalité. Si le soleil a bien tendance à assécher les lésions, il entraîne aussi l'épaississement de la couche cornée. La peau se protège ainsi contre les rayons ultra-violettes. L'amélioration constatée pendant l'été ne sera donc que de courte durée : l'épaississement de la peau provoque des poussées d'acné en septembre-octobre. Si vous vous exposez, il est donc conseillé d'appliquer une crème solaire anti-UVB et UVA (indice 30).

Peut-on manger ce que l'on veut ?

Oui car aucune étude n'a encore démontré de lien entre alimentation et acné. Seulement, pour votre santé, il est conseillé d'avoir une alimentation variée et équilibrée.

Peut-on se maquiller ?

Ce n'est pas contre-indiqué. Choisissez de préférence une crème teintée. Celle-ci doit être certifiée non-comédogène. Les dermatologues recommandent d'acheter ses crèmes de soins et produits de maquillage en pharmacie ou parapharmacie. On parle alors de dermo-cosmétiques.

Peut-on changer de dermo-cosmétiques ?

Il est préférable de ne pas changer trop souvent de soins (crème hydratante, crème teintée, etc.) car la peau n'apprécie guère.

Peut-on avoir de l'acné à l'âge adulte ?

L'acné disparaît en général vers 18-19 ans mais dans certains cas, ce problème peut persister à l'âge adulte. Certaines acnés peuvent justifier un traitement par isotrétinoïne (Roaccutane® ou ses génériques).

Qui dit peau grasse dit aussi cheveux gras ?

C'est fréquent en effet. Quand les troubles sont importants (le cuir chevelu est rouge, les démangeaisons sont intenses), le médecin peut prescrire à son patient un médicament remboursé, Coliprox®. Il s'agit d'un shampooing à appliquer 2 fois par semaine. Sinon, il existe des shampooings à base de quinquina ou d'acide salicyclique, à appliquer pas plus de 2 fois par semaine également. Vous pouvez vous laver les cheveux deux fois par semaine, utilisez alors un shampooing à usage fréquent.

MALI : Le bilan de l'attaque contre le village d'Ogossagou passe à 31 morts

Le bilan de l'attaque contre le village peut d'Ogossagou survenue vendredi au centre du Mali s'est alourdi à 31 morts, a annoncé le Premier ministre malien, Boubou Cissé. «Alors que des efforts pour déployer nos FAMA (Forces armées maliennes) sur l'ensemble du territoire se poursuivent et que des actes d'adhésion à la paix se sont multipliés dans différentes localités, Ogossagou a connu une nouvelle attaque meurtrière faisant 31 morts», a indiqué le Premier ministre malien, en présentant ses condoléances aux familles endeuillées.

Un précédent bilan donné vendredi par des responsables locaux a fait état de 21 morts. La Mission de l'ONU au Mali (MINUSMA) a fermement condamné l'attaque contre le village d'Ogossagou dans la région de Mopti (centre). Le chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif s'est dit «choqué et outré» par cette attaque. «Au moment même où nous recevons des évolutions positives venant du nord du pays, ce qui se passe au centre est révoltant. Je le condamne fermement, et il est urgent de briser cette spirale de la violence dans cette région», a ajouté dans un communiqué le chef de la Mission onusienne.

Annadif a indiqué que la MINUSMA se tient prête à soutenir le gouvernement malien pour les besoins de l'enquête et pour toute action susceptible d'apaiser la situation. Le 23 mars 2019, l'attaque par des hommes armés de ce même village peut avoir fait 160 morts civils. L'attaque, attribuée à des chasseurs dogons, avait été le point culminant de violences intercommunautaires en mars-avril dans le centre du Mali.

NIGERIA : 30 personnes tuées par des bandits dans le Nord-Ouest

Des hommes armés ont tué 30 personnes lors d'une attaque contre deux villages du nord-ouest du Nigeria où des bandes criminelles volent du bétail et kidnappent des habitants en vue d'obtenir une rançon, a annoncé hier la police.

Des dizaines de bandits à moto ont attaqué vendredi les villages de Tsauwa et de Dankar, dans l'Etat de Katsina, tirant sur les habitants et brûlant leurs maisons.

«Les bandits ont tué 21 personnes à Tsauwa et neuf près de là à Dankar», a déclaré Gambo Isah, porte-parole de la police de Katsina. «La plupart des personnes tuées sont des personnes âgées et des enfants incapables de fuir», a-t-il précisé. La police et l'armée se sont déployées dans la zone après l'attaque et un suspect a été arrêté, a indiqué M. Isah.

Les assaillants ont brûlé des maisons, du bétail et des denrées avant de prendre la fuite, a déclaré Tukur Mu'azu, le chef traditionnel du district de Batsari qui est à cheval sur les deux villages.

Il a donné le même bilan que la police de cette attaque qu'il a qualifiée de «non provoquée». Les villages de l'Etat de Katsina, d'où est originaire le président Muhammadu Buhari, sont fréquemment la cible de voleurs de bétail et de ravisseurs qui enlèvent des habitants en vue de rançons.

Les bandes criminelles lancent leurs attaques à partir de bases situées dans une vaste forêt à cheval sur l'Etat de Katsina et plusieurs Etats voisins.

Les habitants des régions concernées constituent des groupes d'autodéfense qui souvent alimentent encore la violence. Mardi, dans l'Etat voisin de Kaduna, des hommes armés ont ainsi brûlé vives 21 personnes, dont 16 membres d'une même famille, dans une opération de représailles contre une attaque menée contre leur camp par des membres d'un groupe d'autodéfense.

TUNISIE Fakhfakh annonce la composition de son futur gouvernement

Le Premier ministre tunisien désigné Elyes Fakhfakh a annoncé samedi soir la composition de son futur gouvernement, mais le retrait du parti Ennahdha rend son sort incertain.

M. Fakhfakh, ancien ministre des Finances, a été désigné après l'échec d'un premier cabinet formé sous la houlette d'Ennahdha après les législatives du 6 octobre, et largement rejeté par le Parlement. Parmi la liste de ministres annoncée samedi soir, plusieurs sont issus d'Ennahdha, bien que ce parti ait annoncé un peu plus tôt dans la journée qu'il se retirait du gouvernement.

«La décision d'Ennahdha met le pays dans une situation difficile qui nous oblige à étudier les possibilités juridiques et constitutionnelles», a déclaré le Premier ministre désigné.

«Nous avons décidé avec le président de la République de mettre à profit ce qui reste des délais constitutionnels» pour chercher une issue, a-t-il ajouté. M. Fakhfakh a été nommé le 20 janvier par le président Kais Saïed pour former dans un délai d'un mois un cabinet susceptible de convaincre la majorité des députés. La liste présentée samedi compte une moitié de personnalités présentées comme indépendantes, notamment chargées des ministères régaliens.

Ennahdha réclame la formation d'un gouvernement d'unité nationale incluant le deuxième parti au Parlement, Qalb Tounès. «Ennahdha a décidé de ne pas participer ni de voter la confiance à un gouvernement qui aurait été trop faible», a déclaré à la presse Abdelkarim Harouni, président du conseil de la choura d'Ennahdha. A défaut de gouvernement d'ici le 15 mars, M. Saïed aura la possibilité de dissoudre le Parlement et de déclencher des élections anticipées, organisées dans un délai de trois mois. Tant qu'un nouveau cabinet n'obtient pas la confiance du Parlement, le gouvernement sortant continue à gérer les affaires courantes.

«Nous souhaitons éviter de nouvelles élections, mais nous n'avons pas peur d'y aller, surtout avec une loi électorale

améliorée», a assuré M. Harouni.

Situation «difficile» après le retrait d'Ennahdha du gouvernement

La situation politique en Tunisie reste «difficile» après le rejet par le parti Ennahdha de la liste du futur gouvernement dévoilée samedi soir par le Premier ministre Elyes Fakhfakh, à l'issue de plusieurs semaines de consultations avec les groupes parlementaires concernés.

M. Fakhfakh, ancien ministre des Finances, a été nommé le 20 janvier par le président tunisien Kais Saïed, après l'échec d'un premier cabinet formé sous la houlette d'Ennahdha (majoritaire au Parlement avec 54 députés), après les législatives d'octobre 2019, mais largement rejeté par le Parlement.

Elyes Fakhfakh avait un délai d'un mois pour former un cabinet susceptible de convaincre la majorité des députés. La liste (31 membres), présentée samedi soir, compte pour moitié des personnalités présentées comme indépendantes, notamment chargées des ministères régaliens. Parmi les portefeuilles qui devaient revenir à des membres d'Ennahdha figurent la santé, le transport ou encore l'enseignement supérieur. Cette liste a été rejetée par Ennahdha avant l'annonce même de la composition du futur cabinet, le parti réclamant la formation d'un «gouvernement d'unité nationale» incluant le deuxième parti au Parlement, Qalb Tounès, une formation libérale dirigée par le magnat des médias Nabil Karoui, poursuivi pour fraude fiscale, mais celui-ci avait été écarté des négociations.

«Ennahdha a décidé de ne pas participer ni de voter la confiance à un gouvernement qui aurait été trop faible» (sans la participation de Qalb Tounès), a déclaré Abdelkarim Harouni, président du conseil de la choura d'Ennahdha, l'organe consultatif du parti.

De son côté, Qalb Tounès



qui détient 38 sièges a, par le biais de son chef Nabil Karoui, noté sur son compte officiel de Facebook, avoir décidé de faire partie de l'opposition, faisant savoir qu'il (Karoui) a reçu une invitation d'Elyes Fakhfakh à se réunir pour l'former de la composition gouvernementale, mais il l'a rejetée, a-t-il expliqué, «par respect pour le parti, ses militants et électeurs». Pour sa part, Abir Moussi, cheffe du Parti destourien libre (PDL, 17 députés), a également annoncé que son parti avait rejeté une invitation similaire et que son parti n'est pas concerné par la participation au pouvoir avant de confirmer, officiellement, que son bloc parlementaire ne votera pas pour la nouvelle composition.

Fakhfakh face à de nouvelles difficultés

Dans une déclaration diffusée par la chaîne tunisienne nationale «Al-Wataniya 1», M. Fakhfakh a déclaré que l'option du mouvement Ennahdha, de se retirer de la formation de son gouvernement et de ne pas lui accorder le vote de confiance au Parlement, en raison de la non association du parti Qalb Tounès, «met le pays face à une situation difficile qui nécessite un examen minutieux des options constitutionnelles». «Nous avons décidé avec le président de la République de profiter de ce qui reste de durée constitutionnelle» pour chercher une issue, a-t-il ajouté, laissant entendre que la liste pourrait notamment être modifiée.

Dans ce contexte, le président du conseil de la choura d'Ennahdha, a souligné que «M. Fakhfakh peut encore négocier, mais il ne lui reste plus beaucoup de jours», évoquant la possibilité, si Fakhfakh renonce à présenter un cabinet, que le président Saïed désigne un nouveau chef du gouvernement.

A compter de la date de sa désignation (20 janvier), Elyes Fakhfakh aurait un mois pour former son gouvernement et le faire passer au vote de confiance au parlement, où il aura impérativement besoin d'une majorité absolue, de 109 votes favorables (parmi les 217 possibles) pour espérer être officiellement investi chef de gouvernement. Dans le cas contraire, M. Saïed aura aussi la possibilité de dissoudre le Parlement et de déclencher des élections anticipées, elles seraient alors organisées dans un délai de trois mois.

Tant qu'un nouveau cabinet n'obtient pas la confiance du Parlement, le gouvernement sortant continuera à gérer les affaires courantes. «Nous souhaitons éviter de nouvelles élections, mais nous n'avons pas peur d'y aller, surtout avec une loi électorale améliorée», a assuré dans ce sens, M. Harouni. Un projet de loi contesté, visant à augmenter le seuil de représentativité à 5 %, a été adopté vendredi en commission, ouvrant la voie à un vote sur ce texte qui renforcerait l'emprise des gros partis, alors que le Parlement actuel est morcelé en une vingtaine de formations.

ENDETTEMENT

Les pays d'Afrique subsaharienne doivent rendre leur endettement public soutenable

Les pays d'Afrique subsaharienne ainsi que d'autres pays à revenu faible et intermédiaire doivent s'employer à rendre leurs niveaux d'endettement public soutenables, ce qui passe par une amélioration indispensable de la transparence et de la gestion de la dette, a indiqué la Banque mondiale (BM) sur son site web. L'explosion de la dette publique en Afrique subsaharienne, qui s'explique principalement par les défaillances des systèmes de gestion de l'endettement, mais aussi par le manque de transparence dans ce domaine, la médiocrité de la gestion macrobudgétaire, une dépendance accrue à l'égard de sources de financement plus coûteuses et risquées et une conjoncture défavorable, induit une vulnérabilité grandissante, ont expliqué les experts de la BM. Au 31 août

2019, 18 pays à faible revenu étaient en situation de surendettement ou exposés à de forts risques de surendettement, selon le cadre de soutenabilité de la dette de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. «Ce nombre, élevé, a progressé de 50 % depuis 2010. Par ailleurs, la structure de la dette publique a évolué, accentuant les vulnérabilités. Ainsi, la part de la dette libellée en devises a augmenté de 12 points de pourcentage depuis 2013 et ressort à 36 % du PIB en 2018», selon la BM. Ces experts ont relevé quelle situation expose certains pays subsahariens au risque d'un tarissement brutal des flux de capitaux, à l'instar de ce que l'on observe en général dans les économies émergentes. Dans son évaluation des politiques et des institutions en Afrique (CPIA), la

Banque mondiale fait état d'un recul des indicateurs relatifs à la politique d'endettement en Afrique subsaharienne depuis 2014, signe d'une dégradation du système de gestion de la dette. Dans certains pays, comme la République du Congo, le Mozambique et le Togo, cette évolution se conjugue à de sérieux problèmes de transparence. Les cas récents de dettes cachées révèlent le manque de capacités des pays d'Afrique à notifier leurs niveaux d'endettement, instaurer des cadres juridiques efficaces et suivre leur dette publique, selon les experts. «De solides capacités de gestion peuvent améliorer la transparence de la dette, minimiser les risques de passif, atténuer les menaces liées à une rapide accumulation de l'endettement et renforcer la stabilité macroéconomique générale.

PALESTINE

Le PM palestinien invite l'Espagne à reconnaître l'Etat de Palestine

Le Premier ministre palestinien Mohammad Shtayyeh a invité l'Espagne à reconnaître l'Etat de Palestine et à protéger la solution à deux Etats, a rapporté l'agence de presse Wafa.

Lors de sa rencontre samedi avec Arancha González Laya, ministre espagnole des Affaires étrangères, en marge de sa participation aux travaux de la 56ème session de la conférence de la sécurité de Munich (Allemagne, M. Shtayyeh a indiqué : «Nous voulons une conférence internationale qui ressemble à la conférence de paix de Madrid de 1991, dirigée par le Quartette international et d'autres pays, basée sur la loi et la légitimité internationales et comme alternative réelle aux plans américains unilatéraux».

Le Premier ministre palestinien a discuté avec González Laya de la proposition d'«une stratégie internationale européenne» pour régler le conflit palestinien-israélien et trouver une solution juste et durable pour la question palestinienne, conformément au droit international, selon Wafa.

Les déclarations de Mohammad Shtayyeh interviennent quelques jours après que le président palestinien Mahmoud Abbas a affirmé solennellement, devant le Conseil de sécurité de l'ONU,



rejeter le plan américain de règlement du conflit israélo-palestinien appelé l'«Accord du siècle», soulignant que ce projet ferait de la Palestine «un Etat fragmenté». «Nous avons rejeté ce plan car El-Qods ne ferait pas partie de la Palestine et cela suffit pour le refuser», avait précisé mardi Mahmoud Abbas.

Mahmoud Abbas avait réaffirmé aussi que «les Etats-Unis ne pouvaient plus être le seul médiateur» pour une paix au Proche-Orient. Il avait appelé le «Quartette (Etats-Unis, Russie, Union européenne et ONU) et les membres du Conseil de sécurité à organiser «une conférence internationale de paix».

IRAK

Un gouvernement d'«indépendants» annoncé dans les prochains jours

Un nouveau gouvernement irakien composé de ministres «indépendants» sera annoncé dans les prochains jours par le Premier ministre désigné, Mohammed Allawi, qui a promis de répondre aux demandes clés des manifestants.

M. Allawi a promis de former un gouvernement représentatif, tenir des élections anticipées et s'assurer que justice sera rendue pour les manifestants tués lors du mouvement de contestation qui a été marqué par la mort de plus de 480 personnes, majoritairement des protestataires. Ce mandat intervient environ deux mois après la démission de l'ancien Premier ministre, Adel Abdul Mahdi, sous la pression des manifestations de masse qui se poursuivent depuis début octobre dernier. Le gouvernement qui sera formé par Allawi dirigera le pays jusqu'aux élections législatives anticipées. Depuis le 1er octobre, l'Irak est plongé dans la crise politique la plus grave de son histoire récente. La révolte populaire inédite partie de Bagdad avait de paralyser durant des mois le sud de l'Irak réclame la refonte du système politique et le renouvellement complet de la classe dirigeante. Les manifestants refusent catégoriquement M. Allawi car il a été à deux reprises ministre de ce système, mais le leader chiite Moqtada Sadr qui tient le premier bloc à l'assemblée et qui fut le

premier soutien de la contestation appuie désormais le gouvernement à venir. Son mouvement insiste toutefois sur le fait que les ministres nommés ne doivent pas être affiliés à des partis politiques.

Ce gouvernement est censé mener l'Irak vers des élections anticipées dans le cadre d'une nouvelle loi électorale. Celle-ci a été votée par le Parlement mais doit encore être ratifiée par le président. Ses modalités exactes ne sont pas encore fixées.

Un gouvernement de personnalités compétentes et intègres

«Nous nous approchons d'un succès historique, la formation d'un gouvernement indépendant constitué de personnalités compétentes et intègres sans ingérence d'aucune partie politique», a écrit sur Twitter M. Allawi. Il a appelé les manifestants à poursuivre leurs manifestations «pour soutenir son gouvernement dans la réalisation des réformes souhaitées».

Allawi s'est engagé à «traduire les vœux des manifestants en justice et à protéger les manifestations populaires». Il a appelé les manifestants à soutenir son gouvernement dans les mesures de réforme qu'il entreprendra visant à achever la réforme de la loi électorale concernant les élections législatives, à la poursuite des corrompus,

ainsi que pour la tenue d'élections législatives anticipées.

Il a souligné qu'il refuserait tout diktat des partis concernant ses ministres du gouvernement et qu'il renoncera à son mandat si de tels agissements avaient lieu. «Nous allons proposer les noms de ces ministres durant la semaine», qui débute dimanche en Irak, «et nous espérons que les députés répondront présents et lui voteront la confiance afin de commencer à mettre en oeuvre ce que le peuple revendique», a-t-il souligné. Le Parlement n'a toutefois pas jusqu'ici annoncé de session extraordinaire avant la fin, officiellement fin-mars, des vacances parlementaires. Des sources politiques assurent que les négociations sont tendues entre des partis décidés à conserver leurs postes au cabinet, alors que la rue réclame des indépendants et poursuit son mouvement, marqué par des violences qui ont fait près de 550 morts et quelque 30.000 blessés selon un bilan officiel.

Normalement le Premier ministre désigné doit présenter son gouvernement au Parlement qui devra lui voter ou non la confiance lors de la même session. Le vote de confiance est loin d'être acquis, assurent les observateurs, car M. Allawi proposera son gouvernement au Parlement le plus éclaté de l'histoire récente de l'Irak.

Plusieurs roquettes s'abattent près de l'ambassade américaine à Bagdad

Plusieurs roquettes se sont abattues tôt dimanche près de l'ambassade américaine à Bagdad, a indiqué à la presse une source militaire américaine, la 19e attaque contre des intérêts américains en Irak en près de quatre mois. Ces explosions survenues vers 00H30 GMT ont déclenché les sirènes d'alarme de l'ambassade américaine, selon une source diplomatique. Elles ont été suivies d'un survol aérien de la zone, ont rapporté des médias. Aucun dégât matériel ni victime n'avait été signalé

aux premières heures du jour dimanche. Les attaques à la roquette contre des soldats, des diplomates ou des installations des Etats-Unis en Irak se sont multipliées depuis la fin octobre. Elles ont tué un sous-traitant américain et un soldat irakien. Aucune des 19 attaques recensées depuis le 28 octobre n'a été revendiquée mais Washington accuse les factions armées pro-Iran d'être derrière ces hostilités. Le Parlement irakien a déjà réclamé l'expulsion des 5.200 soldats américains du pays.

VENEZUELA:

Maduro donne un coup d'envoi de manœuvres réunissant plus de deux millions de civils et militaires

Des exercices militaires débutés samedi rassemblant plus de deux millions de civils et militaires vénézuéliens, a indiqué le président vénézuélien, Nicolas Maduro sur son compte Twitter, soutenant que les manœuvres sont censées servir à défendre l'intégrité territoriale et l'indépendance. Le Président vénézuélien a annoncé «le début d'exercices militaires qui auront lieu dans le pays les 15 et 16 février». «Nous lançons les exercices militaires «Bouclier bolivarien 2020» avec le déploiement de nos glorieuses forces militaires

avec la participation des civils», a-t-il tweeté samedi. Le chef de l'Etat vénézuélien a également précisé que plus de 2,3 millions de personnes avaient été mobilisées «pour défendre l'intégrité territoriale, l'indépendance et la souveraineté nationale». Et d'ajouter: «Nous préserverons la Paix!». Les manœuvres seront concentrées sur la défense des villes. Début janvier, Nicolas Maduro a annoncé que les exercices ne visaient pas uniquement à faire face aux agressions américaines ou colombiennes, mais aussi à répondre aux mafias

impliquées dans la contrebande de carburant vers les pays voisins. Auparavant, le secrétaire d'Etat américain avait confirmé que les Etats-Unis avaient l'intention de destituer M. Maduro, déstabilisant ainsi la situation dans le pays. Pour Mike Pompeo, il s'agirait d'un «effort collectif» appuyé par la Colombie. Sur fond de manifestations contre la réélection du Président Nicolas Maduro, le chef de l'Assemblée nationale contrôlée par l'opposition, Juan Guaido, s'est écrié le 23 janvier 2019 Président par intérim.

SYRIE

Erdogan affirme que la Turquie n'a pas l'intention d'envahir la Syrie

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré samedi que son pays «n'a pas l'intention d'envahir ou d'annexer le territoire syrien». S'exprimant lors d'un événement de son parti au pouvoir à Istanbul, M. Erdogan a fait remarquer que dans la province d'Idleb, dernier bastion des rebelles en Syrie, le problème ne sera pas résolu tant que les forces du gouvernement ne quitteront pas les frontières définies par l'accord de Sochi. «S'ils ne partent pas, nous ferons le travail sans attendre la fin du mois de février», a souligné le président turc. Plus tôt dans la journée, M. Erdogan et le président américain Donald Trump ont échangé leurs points de vue par téléphone sur la manière de mettre fin à la crise dans la province d'Idleb le plus rapidement possible, a annoncé la direction turque des communications sur Twitter. Les deux dirigeants sont convenus que les attaques des forces du gouvernement syrien contre les soldats turcs dans la province d'Idleb sont inacceptables. Lundi, cinq soldats turcs ont été tués et cinq autres blessés lors d'une attaque à l'artillerie des forces gouvernementales syriennes dans la province d'Idleb. Début février, les forces syriennes ont tué huit Turcs, dont cinq soldats, lors d'une autre offensive d'artillerie dans la région.

CHILI:

Manifestations pro et contre une nouvelle Constitution

Deux manifestations ont été organisées samedi à Santiago, l'une favorable à l'adoption d'une nouvelle Constitution et l'autre réclamant le maintien de celle en vigueur au Chili, confronté à une grave crise sociale. Sur la Plaza Italia, épicentre des manifestations à Santiago depuis le début de la crise le 18 octobre, des milliers de protestataires ont de nouveau réclamé des réformes sociales y compris l'adoption d'une nouvelle Constitution, lors d'une manifestation émaillée d'affrontements avec les forces de l'ordre. Quelques kilomètres plus loin, ils étaient plus d'un millier à se rassembler devant l'Ecole militaire pour défendre le maintien de l'actuelle Constitution qui remonte à la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990). Les participants ont manifesté pacifiquement en portant des banderoles frappés du mot «rejets», en brandissant des drapeaux chiliens et en scandant des slogans hostiles à la gauche. Ce genre de manifestations se sont multipliés ces trois dernières semaines dans la capitale chilienne. Le président chilien, Sebastian Piñera, a promulgué en décembre une loi permettant l'organisation d'un référendum le 26 avril 2020 sur un changement de la Constitution. Un changement de l'actuelle Constitution, approuvée le 11 septembre 1980 lors d'un référendum controversé pendant la dictature militaire, est une des principales revendications exprimées lors des manifestations sociales qui secouent le pays depuis plus de deux mois. La consultation comportera deux questions: l'une sur le remplacement ou non de la Constitution et l'autre, le cas échéant, sur la méthode pour la rédiger. Cette seconde question devra déterminer quel organe rédigera la future Constitution, soit un «Congrès mixte» -- idée soutenue par la coalition gouvernementale -- composé à parts égales de citoyens élus à cette fin et de parlementaires en exercice, soit une Assemblée constituante intégralement composée de citoyens spécifiquement élus à cette fin -- proposition soutenue par l'opposition et réclamée par de nombreux manifestants. Si le principe d'une nouvelle Constitution est approuvé le 26 avril, l'élection du Congrès mixte ou de l'Assemblée constituante aura lieu en octobre 2020. L'organe chargé de la rédaction aura neuf mois pour élaborer un nouveau texte, une période qui pourra être prolongée de trois mois.

CHINE :

Mise en opération de quatre satellites «Beidou» en réseau

Quatre satellites du système de navigation par satellite «Beidou» (BDS) ont passé récemment les tests sur orbite et ont commencé l'opération en réseau, a annoncé le Bureau de gestion du système de navigation par satellite de Chine.



«Les quatre satellites sont le 41e, le 49e, le 50e et le 51e satellites de la famille BDS», rapporte le Bureau de gestion du système de navigation par satellite. «Le 41e satellite, lancé le 1er novembre

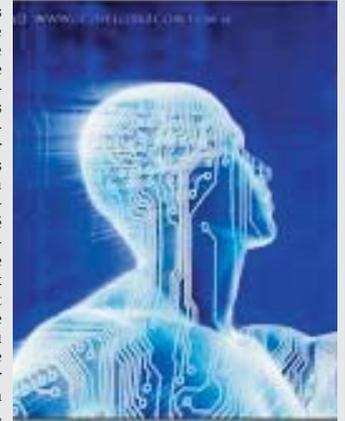
2018, est en exploitation sur l'orbite géostationnaire, tandis que le 49e satellite a été lancé le 5 novembre 2019 sur l'orbite terrestre géosynchrone inclinée. Le 50e et le 51e satellites, lancés le 23 no-

vembre 2019, sont en opération sur l'orbite terrestre moyenne», explique-t-on. Ces deux dernières années, la Chine a envoyé avec succès 28 satellites BDS-3 et deux satellites BDS-2 en orbite, selon la

même source. La Chine envisage de lancer deux autres satellites de BDS sur l'orbite géostationnaire au premier semestre de l'année, afin de compléter l'ensemble du réseau.

TECHNOLOGIES - FOOTBALL L'Intelligence artificielle pour mieux cerner le hors-jeu

Testée durant la coupe du monde des clubs, en décembre dernier au Qatar, une nouvelle technologie de calcul des situations de hors-jeu lors d'un match de football semble avoir donné des résultats "prometteurs" si l'on en croit un responsable de la FIFA cité par la presse. Actuellement le système de l'assistance vidéo aux arbitres, VAR, recourt pour délimiter une position de hors-jeu ; à savoir un arbitre pour choisir le joueur sur lequel fonder la situation du hors-jeu, et un assistant vidéo



pour tracer la ligne du hors-jeu et donner l'image des derniers joueurs les plus proches du but, pour permettre à l'arbitre de prendre une décision. Autant d'opération qui, outre qu'elles nécessitent un temps long, ne garantissent pas un arbitrage sans faute. De là, les responsables de la FIF ont donc décidé de céder à la tentation de mettre à l'épreuve cette nouvelle technologie basée sur programme d'intelligence artificielle qui aurait pour capacité d'analyser 15 à 20 parties du corps d'un joueur pour déterminer laquelle est la plus susceptible d'être au-delà de la ligne du hors-jeu : « Le système sait donc à tout moment quelle partie du corps de chaque athlète est la plus près du but, et trace automatiquement une ligne de hors-jeu bien plus précise » explique le site français 20minutes.fr qui s'est fait l'écho de cette nouvelle dans un article mis en ligne le 12 février dernier.

DKNews

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

THÉÂTRE:

La pièce *Tmenfla* du théâtre d'Oum El-Bouaghi ouvre la 10^e édition du Festival international du théâtre de Béjaïa

La pièce *Tmenfla* (*Les nouaisons*) du théâtre régional d'Oum-el-Bouaghi, à ouvert, ce samedi soir au théâtre Abdelmalek Bouguermouh la 10^e édition du Festival international du théâtre de Béjaïa. Un choix manifestement bien inspiré, puisque la représentation a séduit au-delà de toute attente, malgré le handicap de la langue, la pièce ayant été jouée entièrement en Chaoui.

«Je n'ai rien compris au texte. Mais, j'ai été impressionné par le jeu et la performance des comédiens», confiera à l'APS, une représentante de la délégation Française, visiblement émue, et qui à l'instar du reste des représentants Sénégalais voisins, ont fait montre d'un enthousiasme à tout rompre en fin de spectacle. Quant au public Béjaoui, visiblement mieux loti en terme de compréhension, mais sans tout appréhender il s'est littéralement fendu la rate, tant l'œuvre respirait la farce et le bon mot. Récipiendaire, en 2018, du prix de la meilleure pièce au 8^{ème} festival du théâtre amazigh de Batna, la pièce écrite par Ali Tamer et mise en scène par Lahcene Chiba, est à dans son emballage général, une émouvante tragédie. Sa trame et ses nouaisons s'articulent sur les péripéties d'un jeune couple, habitant en région campagne, et qui soudain par l'effet magique du théâtre devient le centre du monde. Des citoyens de tout bord, notamment durant la période noir du terro-

risme, y débarque pour exposer leur propre drame de la vie et y chercher des réponses à des questionnements d'ordre existentiels. La temporalité avec la décennie noir, en fait, n'est qu'un repère de situation, dans une chronique qui croque, au demeurant, tous les ratages socio-politiques survenus sur la scène nationale depuis l'indépendance, expliquera un membre de la troupe, qui trouve que le fil tel qu'il a été dressé est commun à tous les pays qui ont connu la nuit coloniale et qui ont du faire dans la douleur leur effort d'affranchissement. Concrètement la pièce est atemporelle et sans géographie. Et pour cause: il ne traite pas de faits réels mais rend compte de l'effort onirique et d'imagination d'un historien, à l'esprit trouble, incapable de cerner les mutations de la société dans laquelle il vit, notamment ses influences, ses tyrannies, sa fragilité et ses délires. Il est proie aux doutes à chaque fois qu'il tente de conceptualiser des rapports de forces et comprendre l'al-



ternance entre l'attrance et la répulsion, les humiliations et les résistances, les délires et les résignations achevant et abandonnant ses chroniques au milieu du gué, si bien que dans l'histoire, il n'est décelé aucun fil conducteur. Et par lassitude, embourbé dans ses idées noir et inachevé, il se donne la mort et laisse tomber le rideau sur ses personnages qui ne sont au bout du compte que le produit de son esprit foisonnant. Que

remplie de cadavres à cause des luttes pour le pouvoir qu'elle aborde et des sentiments contraire qu'elle cristallise dans toutes les strates sociales (familles amis et voisins), la pièce qui emprunte largement au théâtre de l'absurde la pièce est décliné dans des effets loufoque et baroque absolument décoiffant. Un Magnifique spectacle en somme soutenu par des comédiens en possession de tout leur art.

TIZI-OUZOU:

Projection en avant première nationale de «vent divin» de Merzak Allouache

Le dernier film long métrage du réalisateur Merzak Allouache «vent divin», a été projeté samedi en avant première nationale à la cinémathèque de Tizi-Ouzou, en présence du réalisateur. L'œuvre d'une heure et 36 mn, en noir et blanc, dissèque la tragédie du terrorisme, vécue par l'Algérie dans les années 1990, à travers le destin tragique de deux jeunes, Amine et Nour, obnubilés par le radicalisme religieux et destinés au sacrifice. Amine, incarné par Oughlis Mohand, personnage «effacé» parvient grâce à son attachement à la vie et son refus de mourir à tenir tête à Nour, campée par Sarah Laysac (franco-algérienne) qui était elle «une machine de guerre». Un clin d'œil

au radicalisme qui touche aussi la gente féminine.

Lors du débat ayant suivi la projection, Allouache qui a avoué être resté sur sa faim en n'ayant pas pu tourner certaines séquences, a indiqué avoir voulu revenir à travers ce film sur le spleen de la jeunesse qui veut se battre mais pas mourir.

S'agissant du choix noir et blanc, il a affirmé que «c'est un choix personnel pour éviter de verser dans le folklore et l'exotisme de la beauté du Sahara et d'oublier ce que je voulais dire à travers le film». Affirmant s'inscrire dans «un cinéma de la simplicité qui va à l'essentiel pour décrire la société algérienne», le réalisateur de Omar Guetlatou a

déploré par ailleurs, «la réalité du cinéma national qui, malgré, les moyens mis dans la production d'un cinéma d'événements manque de l'essentiel: La disponibilité de salles pour la diffusion».

A ce propos, Salim Aggar, directeur du centre algérien de cinématographie (CAC), présent à cette projection, a indiqué que son organisme organisera prochainement des cycles de projection des œuvres de Allouache à travers les 12 salles qu'il chapeaute à travers le pays. Cette projection en présence de Allouache clos, justement, un cycle de projection du réalisateur organisé cette semaine au niveau de la cinémathèque locale.

BÉNIN:

Cotonou abrite le 3^e Festival panafricain «Afrique du rire»

La troisième édition du Festival panafricain «Afrique du rire», visant à montrer la diversité culturelle du continent africain et surtout donner la chance aux jeunes comédiens de partager la scène avec leurs aînés en vue d'assurer la relève, s'est ouvert samedi soir à Cotonou, a rapporté hier l'agence chinoise (Xinhua) citant des organisateurs.

«Afrique du rire», le premier festival d'humour africain, est la nouvelle scène qui réunit chaque année la crème des humoristes africains venus des quatre coins du monde sur une même scène, estime l'initiateur de ce festival, l'humoriste ivoirien Oualas. «Nous sommes sur le continent africain, nous sommes des africains pour renforcer nos liens qui existent entre nos différents pays. Surtout que pour cette année, nous sommes plus de 15 nationalités qui sont regroupées: le Rwanda, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Burkina Faso, le Mali, et j'en passe. C'est pour dire aux autres pays, surtout ceux qui sont encore dans l'ombre, que nous avions déjà brisé les frontières de nos pays africains pour être unis sur scène», a-t-il indiqué.

Il a estimé que cet événement, qui regroupera ce samedi soir sur une même scène à Cotonou



onze grands humoristes des pays francophones, favorisera non seulement le métissage culturel mais aussi mettra en valeur la richesse culturelle du continent.

Ce Festival «Afrique du Rire», a-t-il poursuivi, est un fou rire collectif qui, pour sa troisième édition à Cotonou, accueillera des artistes très populaires pas seulement d'Afrique mais de partout dans le monde tels qu'Oualas, Rachid Badouris, Wahid Bouzidi, Dahico, Michel Gohou, Digbeu Cravate, Sacho Camara et d'autres personnalités qui monteront sur les planches pour réunir le peuple béninois et le divertir.

Ce festival itinérant qui a démarré le 6 février dernier à Casablanca a posé ses valises ce samedi soir à Cotonou au Bénin avant les étapes de Dakar au Sénégal le 19 février prochain et d'Abidjan en Côte d'Ivoire, le 21 février 2020.

TIARET :

Coup d'envoi de la manifestation «Journées du théâtre de rue»



Le coup d'envoi des «journées de théâtre de rue» a été donné, samedi à la maison de culture «Ali Maachi» de Tiaret, avec la participation de trois associations culturelles spécialisées dans le 4^e art. Organisée par l'association «Art et culture», en coordination avec la maison de culture et la participation du ministère de la culture dans le cadre du soutien financier aux associations culturelles, la manifestation s'étale sur deux jours et vise à créer un climat culturel de haute facture et à relancer le théâtre et initier de nouvelles lectures dans ce domaine culturel, a indiqué le directeur de la culture de la wilaya de Tiaret, Mohamed Sahnoun dans une allocution d'ouverture. De son côté, le

directeur de la maison de culture «Ali Maachi» de Tiaret, KadaKabiz a indiqué que «le théâtre de rue est un patrimoine immatériel ancré dans les rues algériennes et la société tiarétienne à travers la halqa, la waâda et les marches», ajoutant que l'organisation de cette manifestation culturelle est un pas vers la valorisation de ce patrimoine. La cérémonie de lancement de cette manifestation a vu l'ouverture d'ateliers de formation sur le théâtre et, à cette occasion, des artistes, ainsi que la troupe théâtrale ayant participé à «l'Odyssée 132 ans» du metteur en scène Habib Tahar Chouche, président de l'association culturelle «Art et culture» de Tiaret, ont été honorés. Les associations participantes à cet

événement culturel présenteront des créations théâtrales au niveau de la place jouxtant la maison de la culture et la place des martyrs de la ville de Tiaret, indiquent-on. Il s'agit de la coopérative «halqa» qui présentera la pièce «kane ya makane» (Il était une fois) et l'association culturelle «El Kheima khadraa el djazaïria» avec la pièce «Ezzamane laouedj», ainsi qu'une animation théâtrale pour enfants par l'association «art et culture».

Deux conférences sont également au programme de cette manifestation sur «le théâtre de rue entre et création et développement» animé par le Dr Mohamed Smaïn de l'université de Chlef et «le théâtre de la halqa engagé» par l'artiste du théâtre

ESCRIME / COUPE DU MONDE DE SABRE (JUNIORS) : Élimination précoce des Algériennes

Les huit escrimeuses algériennes engagées dans le tableau individuel de l'étape d'Alger de la Coupe du Monde de sabre, juniors filles, ont été éliminées dès les premiers tours de la compétition, disputés samedi au Centre sportif féminin de Ben Aknoun (Alger).

Les athlètes, Zahra Kahli, Chaima Benadouda, Kaouter Mohamed Belekbir et Naila Benchakour, ont réussi à se hisser au tableau 32, alors que les quatre autres sabreuses ont été éliminées dès la phase de groupes.

L'entraîneur national, Wassila Yami, a estimé que l'élimination précoce des sabreuses algériennes est due au «manque de confiance», soulignant que cette «compétition a permis aux jeunes algériennes de situer leur niveau» par rapport aux meilleures sabreuses de la catégorie.

«Nous nous attendions à de meilleurs résultats, notamment, de la part des quatre qualifiées au 2e tour, mais nous restons positifs, car cette compétition est également une étape de préparation en prévision du Championnat d'Afrique, prévu du 24 au 29 février à Accra au Ghana», a-t-elle ajouté.

Selon le programme de la compétition, la finale du tableau individuel est prévue en fin de journée, alors que la 2e journée sera consacrée aux épreuves par équipes.

Outre l'Algérie (pays hôte), l'étape d'Alger enregistre la participation de 36 sabreuses représentant neuf pays, à savoir, la Belgique, la Croatie, l'Égypte, la France, l'Italie, la Tunisie, l'Ukraine et l'Ouzbékistan.

L'Italienne Taricco Benedetta remporte l'étape d'Alger

L'Italienne Taricco Benedetta a remporté samedi le tableau individuel de l'étape d'Alger de la Coupe du Monde de sabre, juniors filles, qui se dispute au Centre sportif féminin de Ben Aknoun (Alger), après sa victoire en finale contre sa compatriote Di Carlo Alessia sur le score (15-8).

Benedetta avait dominé en demi-finale, la Française Klein Louise sur le score 15-14, alors que la finaliste malheureuse de ce rendez-vous, s'est imposée devant l'autre française, Poupinet Anne sur le score 15-14.

«Je suis très heureuse de ce sacre car la compétition était très difficile notamment en finale devant ma compatriote.

Il faut savoir que j'ai joué un match très compliqué en demi-finale.

Le secret de ma consécration, est que je change de style de jeu à chaque partie selon la situation et tout ça, grâce à la bonne préparation», a indiqué à l'APS, Benedetta. Les huit escrimeuses algériennes engagées dans le tableau individuel de l'étape d'Alger ont été éliminées dès les premiers tours de la compétition.

Les athlètes, Zahra Kahli, Chaima Benadouda, Kaouter Mohamed Belekbir et Naila Benchakour, ont réussi à se hisser au tableau 32, alors que les quatre autres sabreuses ont été éliminées dès la phase de groupes.

L'entraîneur national, Wassila Yami, a estimé que l'élimination précoce des sabreuses algériennes est due au «manque de confiance», soulignant que cette «compétition a permis aux jeunes algériennes de situer leur niveau» par rapport aux meilleures sabreuses de la catégorie.

La 2e journée de ce rendez-vous programmée ce dimanche, sera consacrée aux épreuves par équipes. Les éliminatoires débiteront à partir de 13h00, alors que les finales sont programmées vers 15h00. Outre l'Algérie (pays hôte), l'étape d'Alger enregistre la participation de 36 sabreuses représentant neuf pays, à savoir, la Belgique, la Croatie, l'Égypte, la France, l'Italie, la Tunisie, l'Ukraine et l'Ouzbékistan.

APS

NBA: Le All-Star Game MVP award rebaptisé en l'honneur de Kobe Bryant

Le All-Star Game MVP award, un trophée qui récompense chaque année le meilleur basketteur du NBA All-Star Game, sera désormais appelé «Kobe Bryant Award» en l'honneur de l'ancien joueur des Los Angeles Lakers tué dans un accident d'hélicoptère en janvier, a annoncé samedi le président de la NBA, Adam Silver.

«Kobe Bryant est synonyme du All-Star de la NBA et incarne l'esprit de cette célébration mondiale de notre sport», a déclaré M. Silver. «Il a toujours saisi l'occasion de se mesurer aux meilleurs parmi les meilleurs et de jouer au plus haut niveau pour des millions de fans à travers le monde», a-t-il ajouté.

Toute la NBA s'est donnée rendez-vous à Chicago ce weekend pour un All-Star Game spécialement consacré à Kobe Bryant, décédé avec sa fille Gianna et sept autres personnes dans un accident d'hélicoptère en Californie le 26 janvier.

Dimanche, les 24 joueurs sélectionnés parmi les quelque 500 que compte la ligue professionnelle nord-américaine de basket seront à la poursuite de «Kobe», lui qui a disputé ce All-Star Game 18 fois, le deuxième total derrière Kareem Abdul-Jabbar.

Tous les joueurs de l'équipe dont le capitaine



est LeBron James porteront le même numéro, le 2, celui de Gianna Bryant, qui pratiquait le même sport que son père.

L'équipe adverse, celle du meilleur joueur de la saison dernière, Giannis Antetokounmpo, arborera pour seul numéro le 24, ce-

lui de Kobe Bryant durant les dix dernières saisons de sa carrière (il portait initialement le 8).

Les dix joueurs titulaires ont été choisis après un panachage des votes des fans (50%), des joueurs (25%) et des journalistes (25%).

Les quatorze rempla-

cants ont été désignés par les entraîneurs des 30 équipes de la NBA.

Le trophée All-Star Game MVP award est remis après un vote à un ou plusieurs joueurs de ce tournoi.

Kobe Bryant l'a emporté à quatre reprises au cours de sa carrière.

CHAMPIONNAT NATIONAL DE CROSS : La ligue oranaise passe à la vitesse supérieure

La préparation du championnat national de cross qu'abritera Oran le 29 février est entrée dans ses dernières étapes avec l'engagement de travaux d'aménagement au niveau de l'hippodrome «Antar Ibn Cheddad» d'Es Senia qui sera le théâtre de cette épreuve que la ville n'a plus abritée depuis 1992.

Il aura fallu néanmoins l'intervention du wali pour que les services concernés des communes d'Es Senia et d'Oran entrent enfin sur scène pour réaliser certains travaux de réaménagement du site en question, a précisé à l'APS le président de la ligue locale d'athlétisme, Brahim Amour.

«Le site, qui est un patrimoine sportif à Oran, car datant de 1932, nécessitait déjà des travaux de rénovation avant le championnat régional qu'il a accueilli le 1er février, sauf que tous nos appels en direction des services concernés sont restés lettre morte, ce qui m'a conduit à solliciter l'intervention du wali qui m'a reçu il y a quelques jours et a donné les instructions nécessaires pour qu'on soit au rendez-vous le 29 février», s'est réjoui le premier responsable de l'athlétisme à Oran.

Une grande importance est accordée par la ligue oranaise de la discipline à ce championnat national «pour



relancer le cross dans la capitale de l'Ouest en particulier et la région en général», a encore souligné Brahim Amour, un ancien coureur international.

«Oran n'a organisé le championnat national de cross qu'à deux reprises, à savoir en 1980 et 1992, ce qui est peu pour une ville sportive par excellence comme la nôtre.

Pour cette troisième, on veut en faire une totale réussite», a espéré le même interlocuteur qui s'est félicité au passage de la réussite du championnat régional qualificatif à l'événement de cette fin du mois qui se déroulera au niveau de l'hippodrome

d'Es Senia. Pour la grande manifestation nationale, le président de la ligue oranaise d'athlétisme s'attend à une grande participation des représentants de tout le territoire national, vu que le menu de l'épreuve est très riche avec la programmation de courses dédiées aux catégories des cadets, juniors, seniors et vétérans, et ce, dans les deux sexes.

«On s'attend à la participation d'environ 1200 athlètes. Nous serons prêts pour que l'événement se déroule dans les meilleures conditions possibles grâce notamment à la contribution de la direction locale de la jeunesse et des sports», a-t-il conclu.

ATHLÉTISME (5 KM SUR ROUTE) : L'Ougandais Cheptegei a battu hier le record du monde à Monaco

Le coureur ougandais Joshua Cheptegei, champion du monde du 10.000 m, a battu le record du monde du 5 km route en courant en 12 min 51 sec hier à Monaco.

Cheptegei (23 ans) écrase ainsi le record du monde

de la distance, reconnu depuis deux ans seulement par la Fédération internationale d'athlétisme.

Le record était détenu depuis le 12 janvier par le Kényan Rhonex Kipruto (13 min 18 sec), établi à Valence à mi-parcours du 10 km,

qu'il avait également bouclé en établissant la meilleure marque planétaire (26 min 24 sec), qui appartenait jusque là à... Joshua Cheptegei. Sur la discipline historique et olympique du 5.000 m piste, le record du monde est la propriété de

l'Éthiopien Kenenisa Bekele (12:37.35 en mai 2004).

Sur la même course, le Français Jimmy Gressier a couru en 13 min 18 sec et battu le record d'Europe du Suisse Julien Wanders (13 min 29 sec sur le même parcours l'an dernier).

COUPE D'ALGÉRIE : La DJS d'Oran s'engage à accompagner l'ASMO dans la suite de l'épreuve

En proie à des problèmes financiers énormes, l'ASM Oran peut désormais compter sur l'apport de la Direction locale de la jeunesse et des sports (DJS) en coupe d'Algérie de football après l'engagement fait dans ce sens par cette dernière aux joueurs.

Le premier responsable de la DJS a rendu visite samedi à la formation pensionnaire de la ligue deux à l'occasion de la reprise de ses entraînements au surlendemain de sa qualification aux huitièmes de finale de la coupe d'Algérie face à l'un des spécialistes de l'épreuve, l'USM Alger (1-0), a-t-on appris de la direction du deuxième club phare de la capitale de l'ouest.

Au cours de cette visite, le DJS Chibani Bahi Hadj a promis au groupe de «prendre en charge l'équipe pendant le restant de son parcours dans cette compétition», exhortant les joueurs à «y aller le plus loin possible», a indiqué la même source. L'ASMO, qui reste le seul représentant de la wilaya d'Oran dans l'épreuve populaire après l'élimination du MCO en 8es sur le terrain du WA Boufarik (division nationale amateur), accueillera lors du prochain tour l'ASO Chlef, pensionnaire de la ligue 1. L'exploit réalisé par



la formation de M'dina J'dida en seizièmes de finale face à l'USMA est intervenu dans un contexte particulier qu'elle traverse, marqué par des turbulences nées de la crise financière secouant le club depuis le début de la saison et ayant conduit les joueurs à boycotter le match précédent en championnat, perdu à domicile avec l'efficacité de la réserve contre la

JSM Béjaïa (1-2). Le DJS en a profité d'ailleurs pour inciter les joueurs à tourner la page du précédent match de L2 et redoubler d'efforts en vue de la suite du championnat, ajoutant qu'il tablait sur eux pour terminer le championnat parmi les quatre premiers et valider par là même leur billet pour la ligue 1 en fin de saison, souligne-t-on encore de même source.

Après sa défaite face à la JSMB, l'ASMO, qui compte une participation historique en finale de la coupe d'Algérie en 1983 perdue contre le MC Alger, a reculé à la huitième place au classement, mais son entraîneur Salem Laoufi a déclaré à l'APS qu'il gardait toujours espoir d'accéder «vu qu'il reste encore pas moins de 12 matchs à disputer».

LIGUE 1 (18E JOURNÉE):

CRB, USMA, CSC et MCO pour oublier les «déboires» de la coupe

Quatre clubs et non des moindres éliminés précocement de la Coupe d'Algérie, tenteront d'oublier aujourd'hui leur mésaventure à l'occasion de la 18e journée du championnat de Ligue 1 de football qui a débuté samedi avec le match avancé MC Alger-JS Saoura (1-0).

C'est le CR Belouizdad (1er - 33 pts), tenant du trophée et leader actuel de la compétition, qui est le plus touché moralement en perdant son «bien» face à la lanterne rouge du championnat, l'US Biskra.

Lundi, il aura à affronter le voisin NA Hussein-Dey (15e - 15 pts) dans un derby algérois programmé à l'occasion de la réouverture du stade du 5-Juillet, enfin rénové.

Ce match des extrêmes sera très important pour les deux clubs d'Alger aux objectifs diamétralement opposés.

D'un côté, le CRB, encore «groggy», cherche avant tout à se concentrer pleinement sur le championnat et asséoir sa position de leader, alors qu'«Ennasria», mal en point, veut éviter à tout prix une nouvelle désillusion après celle concédée à domicile face à l'ASO Chlef (0-3).

De son côté, la JS Kabylie (3e - 28 pts) affrontera dans son fief de Tizi-Ouzou un adversaire qui tourne à plein régime, le Paradou AC (12e - 21 pts), en témoigne son carton (5-0) en Coupe devant le MC El Bayadh, un club de la division inter-régions.

Les «Canaris» comptent mettre la pression sur le leader afin de réduire l'écart de 5 points qui les sépare avant cette journée. Pour le PAC, la stabilité du staff technique sera un atout appréciable pour Bouzouk et consorts qui ne cessent de pratiquer un football de qualité.

A Constantine, le CSC (4e - 26 pts) et le MC Oran (5e - 24 pts), tous deux «meurtris» par leur élimination en

Coupe d'Algérie, se tournent désormais vers le championnat dans l'espoir d'arracher une participation internationale, objectif largement à leur portée.

L'USM Alger (5e - 24 pts), qui n'a pas encore digéré sa sortie précoce en «Dame Coupe» devant l'ASM Oran (L2), aura fort à faire à Aïn M'lila où l'ASAM (9e - 22 pts), pas encore rassurée sur son avenir, n'est pas facile à manier. Les «Usmistes», dont les dirigeants viennent de rejeter la démission du coach Bilal Dziri, doivent relever la tête s'ils veulent éviter d'autres mésaventures.

Non loin de là, se déroulera l'alléchant derby des Hauts-Plateaux entre l'ES Sétif (5e - 24 pts) et le CA Bordj Bou Arréridj (9e - 22 pts).

Les deux équipes, qui vont s'affronter aussi en quarts de finale de Coupe d'Algérie, traversent une période faste qu'elles veulent perpétuer.

Les Sétifiens, version Kouki, partiront favoris en bénéficiant de l'avantage du terrain et du public, mais les Bordjis effectueront le court déplacement avec l'espoir de réussir «un truc».

L'ASO Chlef (12e - 21 pts) accueillera pour sa part une équipe de l'US Biskra (16e - 15 pts) encore auréolée de son exploit en Coupe et qui tentera de récidiver face aux hommes de Zaoui.

Ce match sera très intense entre deux mal-classés qui veulent s'extirper de la zone rouge avant de penser à leur aventure en Coupe d'Algérie.

Le dernier match de cette journée opposera à Sidi Bel-Abbès, l'USMBA (9e - 22 pts) au NC Magra (14e - 18 pts)



et se jouera également «la peur au ventre» vu la mauvaise situation des deux équipes en championnat.

Le programme Aujourd'hui:

AS Aïn M'lila - USM Alger (15h00)
ES Sétif - CA Bordj Bou Arréridj (16h00)
ASO Chlef - US Biskra (17h00)
USM Bel-Abbès - NC Magra (17h00)
CS Constantine - MC Oran (17h00)
JS Kabylie - Paradou AC (17h00)
CR Belouizdad - NA Hussein-Dey (18h45)

Joué samedi:

MC Alger - JS Saoura 1-0

Classement : Pts J

- 1). CR Belouizdad 33 17
- 2). MC Alger 30 17
- 3). JS Kabylie 28 17
- 4). CS Constantine 26 17
- 5). USM Alger 24 17
-). ES Sétif 24 17
-). MC Oran 24 17
- 8). JS Saoura 23 18
- 9). AS Aïn M'lila 22 17
-). USM Bel-Abbès 22 17
-). CABB Arréridj 22 17
- 12). Paradou AC 21 16
-). ASO Chlef 21 17
- 14). NC Magra 18 17
- 15). NA Hussein-Dey 15 17
-). US Biskra 15 17.

CHAMPIONNAT INTER-RÉGIONS : L'E Sour El Ghozlane remporte son match contre l'OM Ruisseau sur tapis vert (LIRF)

La direction de l'organisation des compétitions de la Ligue inter régions de football a donné gain de match, sur tapis vert, à l'E. Sour El Ghozlane face à l'OM Ruisseau, avec un score de trois buts à zéro, a indiqué la LIRF.

L'instance a considéré en effet que par sa négligence, le club hôte a été responsable du non déroulement de ce match, qui était programmé le 9 février courant (14h00) au stade du 20-Août-1955 (Alger), car n'ayant pas tenu compte de cette reprogrammation, annoncée pourtant dès le 6 février par la LFP.

Une omission fatale, puisque le club n'avait pas pris les dispositions nécessaires pour assurer le bon déroulement de cette rencontre, notamment, en assurant la présence des services du maintien de l'ordre.

C'est d'ailleurs suite à l'absence de ces derniers que l'arbitre de la rencontre avait décidé de ne pas faire jouer la rencontre, avant de mentionner ce fait sur sa feuille de match.

Outre la perte de ce match sur tapis vert «l'OMR est sanctionné d'une défalcation de trois points, ainsi que d'une amende de 50.000 DA» précise encore la même source.

Une situation qui arrange parfaitement les affaires de l'ESG, puisque grâce à ces trois nouveaux points, il consolide sa première place en tête du championnat inter-région (Centre-Ouest) avec désormais 45 points.

De son côté, l'OMR se voit relégué à la 14e place du classement général, avec un modeste capital de huit points.

Le WAB Tissemsilt remporte son match contre le CRB Froha sur tapis vert (LIRF)

La Direction de l'Organisation Sportive de la Ligue Inter-régions de football a annoncé avoir donné gain de match au WAB Tissemsilt, sur tapis vert face au CRB Froha, avec un score de trois buts à zéro.

L'instance a considéré en effet que par sa négligence, le club hôte a été responsable du non déroulement de ce match, qui était prévu le 8 février courant, et qui n'a pu se jouer finalement à cause de la non présence d'un médecin aux lieux et heures prévus de la rencontre.

Or, suivant les règlements en vigueur, le club recevant est tenu d'assurer la présence d'un médecin, d'une ambulance, et éventuellement un défibrillateur pendant la rencontre.

Etant donné que ce ne fut pas le cas le 8 février à Froha, l'arbitre avait décidé de ne pas faire jouer ce match, comme l'exigent les règlements en vigueur.

Après quoi, pendant sa session du jeudi 13 février, la Direction de l'Organisation Sportive de la Ligue Inter-régions de football a décidé d'accorder gain de match au club visiteur, avec un score de trois buts à zéro.

De son côté, et outre la perte de ce match sur tapis vert «le CRB Froha est sanctionné d'une défalcation de deux points, ainsi que d'une amende de 30.000 DA» précise encore l'instance dans un communiqué.

Une décision qui arrange parfaitement les affaires du WAB Tissemsilt, car grâce à ces trois nouveaux points, il consolide sa deuxième place au classement général du Groupe Centre-Ouest, avec désormais 43 points. Soit avec deux petites longueurs de retard sur l'actuel leader, l'E Sour El Ghozlane, qui vient également de remporter son match contre l'OM Ruisseau, sur tapis vert. De son côté, après la perte de son match et la défalcation de deux points, le CRB Froha reste lanterne-rouge, mais avec désormais trois petits points au compteur.

LIGUE 2 (19E JOURNÉE) : L'OM continue de séduire malgré les problèmes, le WAT reste au contact

L'Olympique de Médéa, malgré les sérieux problèmes internes qui le secouent actuellement, a réussi à conserver le leadership de la Ligue 2 algérienne de football, après sa large victoire contre l'AS Khroub (4-1), remportée samedi, pour le compte de la 19e journée, ayant vu le Dauphin WA Tlemcen remporter un succès tout aussi retentissant contre le DRB Tadjenanet (4-0).

Une victoire qui permet à l'OM de porter son capital-points à 38 unités, soit avec trois longueurs d'avance sur le WAT, qui s'est admirablement bien racheté de son précédent revers chez l'Amel Boussaâda (3-0), en atomisant le CRBT (4-0).

Le succès de l'OM était pourtant loin d'être évident, car outre le fait de se retrouver sans entraîneur depuis le départ du coach Chérif Hadjar, il était confronté à un sérieux mouvement de grève, entamé dernièrement par certains joueurs-cadres, pour revendiquer leur dû.

L'ancien fer de lance du CR Belouizdad, Ali Lakroum, a été un des principaux artisans de cette victoire, car ayant réussi le coup du chapeau aux 44', 71' et 77', alors que Medane avait montré la voie, en ouvrant le score à la 28'.

Quant à l'unique but de l'ASK, il a été l'oeuvre de Bouhouareb à la 36'.

A Tlemcen, les buts ont été l'oeuvre de Messaoudi (17'), Belhamri, sur penalty à la 45'+3, et l'inévitable Nezouani, auteur d'un joli doublé aux 41' et 50'.

Un résultat qui n'arrange pas du tout les affaires du DRBT, car après ses bons débuts en championnat, il se retrouve 13e au classement général, avec 21 points.

Soit avec une seule longueur d'avance sur l'actuel premier club relégable, le MO Béjaïa, qui de surcroît compte un match en moins, puisqu'il ne jouera son match de la 19e journée que mardi prochain.

Ce sera en déplacement chez le RC Arbaâ (4e/29 pts).

Autre club à avoir réalisé une mauvaise affaire ce samedi, la JSM Béjaïa, qui a été tenue en échec à domicile par le MC Saïda (2-2), alors qu'elle avait grand besoin d'une victoire, pour poursuivre son ascension et s'éloigner par la même occasion de la zone de turbulences.

Les choses avaient pourtant bien commencé pour les enfants de Yemma-Gouraya, ayant mené au score (2-0), grâce à Chaouchi (33') et Idir (39').

Mais c'était sans compter sans l'abnégation des visiteurs, qui à force d'insister ont réussi à arracher l'égalisation en moins de deux minutes.

En effet, après la réduction du score par Cheheima (55'), l'inévitable Hamidi a pu niveler la marque à la 57', offrant ainsi au MCS un précieux nul en déplacement, qui le hisse provisoirement à la 11e place du classement général, alors que la JSMB reste scotchée à la 14e place, avec 21 unités.

A Arzew, le match de l'OMA contre la JSM Skikda a démarré avec un bon quart d'heure de re-

tard, en raison de l'absence du trio arbitral, mais cette situation n'a pas empêché l'équipe locale de réussir l'essentiel face aux Noir et Blanc, car ayant fini par les dominer (1-0).

Un but signé Nehari à la 57', et qui permet à l'OM Arzew de respirer un peu, car il se hisse provisoirement à la 12e place du classement général, avec 22 unités, au moment où malgré la défaite, la JSMS reste sur la troisième marche du podium, avec 30 unités.

Enfin, à El Eulma, le MCEE n'a pas raté l'occasion d'ajouter trois précieux points à son capital, en accueillant la lanterne-rouge, USM El Harrach, qu'il dominé (2-0).

Le premier but a été inscrit par Boussif, ayant transformé un penalty à la 30', alors que le deuxième a été l'oeuvre de l'infortuné Harachi Djeribiaâ, auteur d'un but contre son propre camp à la 61'.

Grâce à ce résultat, le MC El Eulma se hisse provisoirement à la 6e place du classement général, avec 27 points, au moment où les Jaune et Noir restent derniers, avec seulement 16 unités au compteur, eux qui ont terminé ce match à dix, après l'expulsion de leur capitaine, Farès Benabderrahmane, survenue à la 73'.

Cette 19e journée se clôturera mardi, avec le déroulement des trois dernières rencontres inscrites à son programme, à savoir : RC Relizane - USM Annaba, RC Arbaâ - MO Béjaïa et Amel Boussaâda - ASM Oran (15h00).

Résultats partiels et classement

Résultats partiels et classement provisoire de la Ligue 2 algérienne de football, à l'issue des matchs de samedi, pour le compte de la 19e journée, devant se poursuivre et s'achever mardi :

Samedi :

OM Arzew - JSM Skikda 1-0
JSM Béjaïa - MC Saïda 2-2
Olympique Médéa - AS Khroub 4-1
WA Tlemcen - DRB Tadjenanet 4-0
MC El Eulma - USM El Harrach 2-0

Demain :

RC Relizane - USM Annaba (15h00)
RC Arbaâ - MO Béjaïa (15h00)
Amel Boussaâda - ASM Oran (15h00)

Classement : Pts J

1. O. Médéa 38 19
2. WA Tlemcen 35 19
3. JSM Skikda 30 19
4. RC Arbaâ 29 18
5. RC Relizane 28 18
6. MC El Eulma 27 19
7. ASM Oran 26 18
-). AS Khroub 26 19
9. USM Annaba 25 18
10. A. Boussaâda 23 18
11. MC Saïda 22 19
-). OM Arzew 22 19
13. DRB Tadjenanet 21 19
-). JSM Béjaïa 21 19
15. MO Béjaïa 20 18
- 16). USM El Harrach 16 19.

SERIE A ITALIENNE (24E JOURNÉE) NAPLES: Gattuso : «Ghoulam est prêt à tenir sa place»

Le défenseur international algérien de Naples Faouzi Ghoulam, dont la dernière apparition en Serie A italienne de football remonte à octobre 2019, «était prêt à tenir sa place» hier en déplacement face à Cagliari (18h00), dans le cadre de la 24e journée, a affirmé son entraîneur Gennaro Gattuso.

«J'ai convoqué Ghoulam, il est désormais prêt pour tenir sa place face à Cagliari, par contre Coulibaly et Lozano ne seront pas concernés par cette rencontre», a affirmé Gattuso, cité par la presse locale.

Le latéral gauche algérien qui compte cinq apparitions seulement en Serie A depuis le début de la saison, n'aurait pas réussi à retrouver d'une manière régulière les terrains depuis sa rupture des ligaments du genou droit contre Manchester City en novembre 2017.

Il a d'ailleurs fait l'impasse sur la dernière CAN-2019 remportée par l'Algérie en Egypte pour mieux revenir cette saison.

Ghoulam (29 ans) espère convaincre son entraîneur Gattuso, lui qui était l'un des meilleurs latéraux gauches au monde avant sa blessure au genou face à Manchester City en 2017.

L'ancien Stéphanois pour-



rait donc disputer son premier match sous Gattuso qui l'a enlevé de la liste européenne, alors que le Napoli recevra le mardi 25 février le FC Barcelone en 1/8 de finale (aller) de la Ligue des champions.

Le latéral gauche algérien avait rejoint Naples en janvier 2014, en provenance de Saint-Etienne, pour un contrat de quatre ans et demi qu'il avait prolongé en décembre 2017 jusqu'en 2022.

TOURNOI FÉMININ DE L'UNAF : L'Algérie s'incline d'entrée face à la Tanzanie 3-2

La sélection algérienne dames s'est inclinée d'entrée hier face à son homologue tanzanienne 3 à 2 (mi-temps : 2-2), au tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) organisé du 14 au 22 février au stade du Kram (Tunis). Il s'agit de la deuxième victoire de suite pour les Tanzaniennes qui se sont baladées vendredi face à la Mauritanie (7-0), alors que l'Algérie tentera de se racher demain en affrontant les Mauritanies.

Les Algériennes joueront ensuite successivement face aux Tunisiennes le 20 février et les Marocaines le 22 du même mois.

Dans l'autre match de cette journée de dimanche, la Tunisie, battue vendredi par le Maroc (0-1), joue en ce moment face à la Mauritanie. Outre l'Algérie, le tournoi de l'UNAF regroupe les sélections de Tunisie, du Maroc, de Mauritanie et de Tanzanie.

En revanche, la Libye et l'Egypte ont annoncé leur retrait à la dernière minute. Le premier au classement à l'issue des cinq journées de compétition sera déclaré champion.

ESPAGNE:

Jordi Alba (FC Barcelone) blessé à l'adducteur droit (club)

Le latéral gauche international espagnol du FC Barcelone Jordi Alba (30 ans) est sorti du terrain à la 20e minute du match de Liga contre Getafe samedi blessé à l'adducteur droit, à dix jours du déplacement à Naples pour le 8e de finale aller de Ligue des champions.

Jordi Alba (...) souffre d'une blessure à l'adducteur droit, et passera des examens supplémentaires", a précisé le Barça sur son

compte Twitter. Alba est sorti en se cachant du visage avec les mains, grimaçant de douleur. Il s'est immédiatement dirigé vers les vestiaires et a été remplacé par Junior Firpo à la 22e minute. Jordi Alba (21 matches, 1 but et 2 passes décisives toutes compétitions confondues cette saison) semble s'être fait mal lors d'un centre en bout de course, et s'est tenu l'adducteur droit avec la main, avant de se coucher sur la pelouse

Algérie - Tanzanie 2-3
Tunisie - Mauritanie (en cours)
Déjà joué :
Tanzanie - Mauritanie 7-0
Tunisie - Maroc 0-1

Reste à jouer :
Troisième journée (18 février)
11h00 : Mauritanie - Algérie
13h15 : Tanzanie - Maroc
Quatrième journée (20 février)
11h00 : Maroc - Mauritanie
13h15 : Tunisie - Algérie
Cinquième journée (22 février)
11h00 : Algérie - Maroc
13h15 : Tunisie - Tanzanie

Classement :	Pts	J
1- Tanzanie	6	2
2- Maroc	3	1
3- Algérie	0	1
--). Tunisie	0	1
--). Mauritanie	0	1.



du Camp Nou. Il s'agit de la troisième blessure de la saison pour l'arrière gauche international espagnol (70 sélections) : le 6 novembre dernier contre le Slavia Prague en Ligue des champions, Alba avait subi une rechute de sa blessure au biceps fémoral de la cuisse gauche, qui l'avait éloigné des ter-

rains pendant un mois. Sa première blessure à la cuisse gauche avait eu lieu en début de saison contre Dortmund, lors de la première journée de la Ligue des champions, t lui avait déjà fait manquer cinq matches en septembre.

Ronaldo accepte de se reposer un peu

Maurizio Sarri a convaincu Ronaldo de rester « au repos pour un match » à ce stade de la saison. Le coach italien a jugé que « CR7 » devait recharger ses batteries. Selon La Gazzetta dello Sport, Ronaldo était « en accord » avec Sarri sur ce point. A son âge, le natif de Funchal a pris conscience du fait qu'il devait parfois faire une croix sur tel ou tel match. A priori, Ronaldo sera de retour contre la SPAL (22 février).



Sadio Mané, un retour et un but héroïque !

De retour de blessure, la superstar sénégalaise de Liverpool, Sadio Mané, a offert un précieux succès aux Reds, ce samedi, sur la pelouse de Norwich (0-1). Le Lion de la Téranga signe ainsi son 12e but de la saison en Premier League.

C'est un Liverpool décevant qui a eu énormément de mal à se montrer inspiré en première période à Norwich. Malgré leur domination, les coéquipiers d'un Roberto Firmino remuant se sont même exposés à une grosse opportunité des locaux à la 35e minute. Suite à un long ballon, Duda se retrouvait face à face avec Alisson. Il tentait d'alerter Pukki à sa droite, mais le portier des Reds parvenait à éloigner le danger au prix d'une belle intervention.

Il a fallu attendre l'heure de jeu pour voir le leader de la Premier League se montrer dangereux avec deux grosses opportunités en en poignée de secondes. Suite à une remise signée Mohamed Salah, Naby Keita sollicitait Tim Krul d'une frappe puissante et ce dernier ne prenait pas de risque en boxant le cuir. Une minute plus tard, Salah, puis Keita échouaient de nouveau sur un Krul très coriace.

Ramos souhaite rempiler

Arrivé en 2005 en provenance du FC Séville et désormais capitaine du club depuis plusieurs saisons, Sergio Ramos a inscrit son nom parmi les légendes du Real Madrid.

connu comme l'un des meilleurs défenseurs du monde, l'Espagnol de 33 ans voue un amour indéfectible à son club et ses supporters lui rendent au centuple. Cette saison encore, il prouve, aux côtés de Raphaël Varane, qu'il est encore au meilleur niveau et il ne souhaite certainement pas s'arrêter là.

D'après les informations de Marca, le champion du monde 2010 souhaite prolonger son contrat de deux saisons avec la Casa Blanca. Actuellement lié au club jusqu'en juin 2021, il souhaite donc étendre son bail jusqu'en 2023. Toutefois, la politique du Real Madrid veut que le club ne propose que des contrats d'un an, renouvelables année après année, pour les joueurs de plus de 32 ans. Reste à savoir si les dirigeants souhaitent faire une petite exception pour le héros de la Decima. Le média madrilène précise que pour l'heure, aucune négociation n'a débuté.



Liverpool sacré dès le 21 mars ?

Vainqueur dans la douleur à Norwich (1-0) samedi, Liverpool poursuit son quasi sans-faute avec 25 victoires et un nul en 26 journées cette saison en Premier League. Avec provisoirement 25 points d'avance sur leur dauphin, Manchester City, qui affrontera West Ham mercredi, les Reds pourraient très rapidement être sacrés.

Précisément, la bande à Jürgen Klopp n'est plus qu'à 15 points du sacre, soit 5 victoires. Liverpool compterait alors 91 points, tandis que les Citizens ne pourront pas dépasser les 90 unités même en remportant leurs 13 derniers matchs.

Retour en Liga pour Aguero ?

L'exclusion de Manchester des Coupes d'Europe pourrait pousser vers la sortie Sergio Aguero.

Désormais interdit de toutes compétitions européennes pour deux saisons, le club de Manchester City pourrait perdre plusieurs de ses cadres. D'ailleurs, si l'on en croit le média ibérique AS, c'est notamment le cas de l'attaquant international argentin, Sergio Aguero (31 ans). Sous contrat jusqu'en juin 2021, Aguero pourrait notamment retourner en Liga et plus précisément au Real Madrid. Le club voisin et son ancienne équipe, l'Atletico Madrid, serait également prêt à le récupérer. Cette saison, l'intéressé a inscrit 16 buts en 19 rencontres de Premier League et 21 en 25 matchs toutes compétitions confondues.



Youcef Atal serait espéré à Tottenham

Youcef Atal aurait la possibilité de rejoindre l'Angleterre cet été.

Élément indiscutable de l'OGC Nice depuis de nombreux mois, Youcef Atal a subi un vrai coup d'arrêt avec sa blessure, mais il continue d'attirer les regards. En effet, si l'on en croit les dernières rumeurs mercato du Daily Express, Tottenham s'intéresserait de près au latéral droit international algérien.

Il serait notamment très apprécié par le technicien Portugais, José Mourinho, et une offre pourrait être formulée dans les prochaines semaines. Les Spurs s'intéresseraient aussi à Max Aarons, le joueur de Norwich (20 ans).

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction
Abdelmadjid TAREB

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa -
1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENTE

Mouvement dans le corps des secrétaires généraux de wilayas

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a procédé à un mouvement des secrétaires généraux de wilayas, a indiqué samedi un communiqué de la Présidence de la République. A ce titre, sont nommés en qualité de secrétaires généraux de wilayas, Mesdames et Messieurs:



1. Nahila Laredj, secrétaire général de la wilaya d'Annaba,
2. Boussouar Mustapha, secrétaire général de la wilaya de Laghouat,
3. Aggoun Houria, secrétaire général de la wilaya d'Oum El Bouaghi,
4. Bahnas Abdelaziz, secrétaire général de la wilaya de Batna,
5. Benhaddou Djamel Abdelmoumen, secrétaire général de la wilaya de Béjaïa,
6. Nouacer Brahim, secrétaire général de la wilaya de Biskra,
7. Dahou Mustapha, secrétaire général de la wilaya de Bouira,
8. Laïouar Toufik, secrétaire général de la wilaya de Tamanrasset,
9. Menia Djamel, secrétaire général de la wilaya de Tlemcen,
10. Dahadj Mohamed El-Barka, secrétaire général de la wilaya de Tiaret,
11. Guerliche Mustapha, secrétaire général de la wilaya de Tizi Ouzou,
12. Dahmani Mohamed, secrétaire général de la wilaya d'Alger,
13. Saïla Boudjemaâ, secrétaire général de la wilaya de Djelfa,
14. Belmhel Abed, secrétaire général de la wilaya de Sétif,
15. Goura Mohamed, secrétaire général de la wilaya de Saïda,
16. Kanem Mouloud, secrétaire général de la wilaya de Skikda,

17. Harizi Salim, secrétaire général de la wilaya d'Annaba,
18. Berrache Nidhal Mahmoud, secrétaire général de la wilaya de Mostaganem,
19. Benaddane Laredj, secrétaire général de la wilaya de Ouargla,
20. Chaïb Boubakeur, secrétaire général de la wilaya d'Oran,
21. Boukhoumri Salima, secrétaire général de la wilaya d'El Bayadh,
22. Bendjima Abdelkader, secrétaire général de la wilaya de Bordj Bou-Arreridj,
23. Boudraâ Mohamed, secrétaire général de la wilaya de Boumerdes,
24. Bouzid Noursadette, secrétaire général de la wilaya de Tindouf,
25. Moulay Abdelkader, secrétaire général de la wilaya de Tissemsilt,
26. Djouadi Abdelaziz, secrétaire général de la wilaya d'El Oued,
27. Ammour Madjid, secrétaire général de la wilaya de Souk Ahras,
28. Dellal Mohamed, secrétaire général de la wilaya de Tipaza,
29. Belhaddad Ahmed, secrétaire général de la wilaya d'Aïn Defla,
30. Souna Benamar, secrétaire général de la wilaya de Naâma,

31. Lebbad Hacène, secrétaire général de la wilaya de Ghardaïa.

Par ailleurs, il est mis fin aux fonctions des secrétaires généraux des wilayas ci-après:

1. Nouri Abdenour, en sa qualité de secrétaire général de wilaya d'Oum El Bouaghi,
2. Dabou Slimane, en sa qualité de secrétaire général de wilaya de Béjaïa,
3. Benkhozadji Rachid, en sa qualité de secrétaire général de wilaya de Tamanrasset,
4. Ouraou Badr Eddine, en sa qualité de secrétaire général de wilaya de Tiaret,
5. Zauoui Mohamed Abdou, en sa qualité de secrétaire général de wilaya de Saïda,
6. Bouhait Lamri, en sa qualité de secrétaire général de wilaya de Mostaganem,
7. Si Ali Meddah, en sa qualité de secrétaire général de wilaya d'Oran,
8. Idir Brahim, en sa qualité de secrétaire général de wilaya de Bordj Bou Arreridj,
9. Cheurfa Aïssam, en sa qualité de secrétaire général de wilaya de Boumerdes,
10. Megherbi Abdelkrim, en sa qualité de secrétaire général de wilaya de Tissemsilt.

LIBYE

M. Boukadoum à Munich à la 1^{ère} réunion du Comité de suivi de la Conférence de Berlin sur la Libye

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a pris part, hier à Munich (Allemagne), à la première réunion du Comité international de suivi de la Conférence de Berlin sur la Libye, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a dirigé la délégation algérienne à ladite conférence qui s'est

tenue le 19 janvier 2020, rappelle le communiqué. Au cours de la réunion de Munich, de nombreux intervenants, notamment le co-président de la conférence, le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas, ainsi que la représentante des Nations Unies ont salué l'initiative de l'Algérie, qui a organisé à Alger le 31 janvier 2020, une rencontre sur la Libye avec les

pays voisins", relève le même source. En marge de cette rencontre et de la conférence de Munich sur la sécurité, à laquelle il a également pris part, du 14 au 16 février, M. Boukadoum s'est entretenu avec plusieurs responsables, en particulier M. Maas, le Ministre koweïtien des Affaires étrangères, Cheikh Ahmed Nasser Al-Muhamamad Al-Sabah, le directeur de l'Organisation

mondiale de la santé, Tedros Adhonom Ghebreyesus, ainsi que le secrétaire général adjoint des Nations Unies, chef du Département des opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix. M. Boukadoum s'est également entretenu avec le secrétaire d'Etat parlementaire au ministère allemand de la Défense, Thomas Sïberhorn, ajoute le communiqué.

ALGÉRIE-ONU

L'Algérie réclame deux sièges permanents pour l'Afrique au Conseil de sécurité

L'ambassadeur Sofiane Mimouni, représentant permanent de l'Algérie à l'ONU, a appelé à New York à réparer l'injustice historique que l'Afrique continue de subir, en attribuant dans le cadre de la réforme du Conseil de sécurité deux sièges permanents au continent.

S'exprimant lors de la première réunion sur les négociations intergouvernementales relatives à la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité, l'ambassadeur a réaffirmé le soutien de l'Algérie à la position africaine commune sur cette réforme, telle que reflétée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte. A ce propos, le représentant de l'Algérie a souligné que les deux sièges permanents doivent avoir «tous les privilèges et droits inhérents à cette catégorie, y compris le droit de veto», réclamant par la même occasion deux autres sièges non permanents pour le continent. M. Mimouni, s'est félicité, à ce titre, du large soutien dont bénéficie désormais la position africaine commune de la part d'un nombre important d'Etats membres et de groupes d'intérêt, précisant qu'il s'agit là «d'une reconnaissance qui conforte la validité et la justesse de la requête de l'Afrique». L'ambassadeur a exprimé le souhait que la célébration, cette année, du 75^{ème} anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies, puisse «offrir l'occasion d'insuffler un nouvel élan au processus de réforme du Conseil de sécurité». Dans ce cadre, il a relevé la nécessité de tirer profit «des progrès accomplis jusqu'ici pour aboutir à un Conseil de sécurité plus représentatif, démocratique, efficace, transparent et accessible».

M. Mimouni a réaffirmé la pertinence du cycle de négociations intergouvernementales en tant que forum unique et légitime pour poursuivre le débat sur la réforme du Conseil de sécurité en vue de réaliser une réforme globale du Conseil de sécurité qui englobe les cinq principaux aspects de cette réforme, à savoir les catégories de membres, la question du droit de veto, la représentation régionale, la taille du Conseil de sécurité élargi et ses méthodes de travail et la relation entre le Conseil et l'Assemblée générale.

Il a estimé qu'en dépit des difficultés qui continuent de marquer ce processus, il était essentiel de continuer à s'engager collectivement afin d'aboutir à une réforme du Conseil de sécurité qui puisse recueillir le consensus le plus large possible. «Face aux réalités d'un monde en évolution rapide, il est crucial de maintenir le système international sur la voie d'un multilatéralisme démocratique dynamique et efficace», a-t-

il indiqué, en marquant la disponibilité de l'Algérie, en sa qualité de membre du Comité des Dix (C-10), à s'engager de manière constructive dans le processus de négociations intergouvernementales. Pour réussir, ce processus doit «demeurer inclusif et transparent», a-t-il préconisé.

Lors de cette première réunion, co-présidée par les Emirats Arabes Unis et la Pologne, l'ambassadeur a mis en exergue la nécessité «d'une réforme globale du système des Nations Unies qui respecte les principes, objectifs et idéaux de la Charte des Nations Unies pour un monde plus juste fondé sur l'universalisme, l'équité et l'équilibre régional».

L'ambassadeur Sofiane Mimouni expose les acquis de l'Algérie dans le domaine de l'habitat

L'ambassadeur et Représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Sofiane Mimouni, a mis en exergue à New York les acquis de l'Algérie dans le domaine de l'habitat, soulignant les efforts consentis par l'Etat pour garantir à chaque citoyen l'accès à un logement adéquat. Intervenant lors de la 58^{ème} session de la Commission du développement social consacrée au thème «Assurer l'accès de tous à des systèmes de protection sociale et à un logement à un coût abordable pour lutter contre le sans-abrisme», l'ambassadeur Mimouni a souligné le «droit du citoyen à un logement décent» conformément à la constitution algérienne. M. Mimouni a également mis en exergue le lancement du nouveau plan d'action de l'habitat portant sur la réalisation d'un nouveau programme d'un (1) million de logements pour la période 2020-2024, tous segments confondus, et la livraison à l'horizon 2024 de 1,5 million de logements, en cours de réalisation, et ce conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui fait de l'éradication de la crise de logement une de ses priorités. Le Représentant permanent a aussi évoqué le programme pour la résorption de l'habitat précaire, qui a enregistré un taux de réalisation de 84% en 2018, relevant que la ville d'Alger a été déclarée en 2016, première capitale africaine sans bidonville après l'éradication de 30.000 logements précaires. La Commission onusienne tient du 10 au 19 février un débat général sur la question centrale de l'accès à des systèmes de protection sociale et à un logement à un coût abordable pour lutter contre le sans-abrisme, l'occasion pour les délégations de présenter leurs réalisations et leurs attentes, mais aussi de détailler les défis à surmonter pour venir à bout de ce problème.

L'Algérien Mourad Mazar élu président de l'Organisation mondiale de sécurité anticorruption

L'Algérien Mourad Mazar a été élu nouveau président de l'Organisation mondiale de sécurité anticorruption (Omsac), à l'issue de l'Assemblée générale, tenue à Genève, en Suisse. Il a été élu, lundi dernier, à main levée et porté à la tête de l'Omsac à l'unanimité, a indiqué un communiqué de la cellule de communication de l'Organisation,

parvenu à l'APS. Le communiqué a précisé qu'un secrétaire général devrait être bientôt nommé, outre les répartitions des fonctions au sein du bureau exécutif de cette organisation qui devraient avoir lieu lors de la première réunion programmée fin mars prochain. Mourad Mazar a indiqué, au terme de son élection, que c'était un honneur pour

lui et son pays, l'Algérie, d'être à la tête d'une telle mission, assurant qu'il sera «de président, au sein de cette organisation mondiale, de toutes et tous, dans un esprit de respect, d'écoute et de tolérance». Selon l'Omsac, la corruption touche aujourd'hui tous les pays qu'ils soient développés ou non. La corruption constitue, selon elle, un frein au déve-

loppement économique et durable, et favorise le développement d'activités criminelles et terroristes. Pour l'Organisation, les populations les plus pauvres sont les premières à pâtir des conséquences de la corruption. Mourad Mazar avait occupé auparavant le poste de président de la Fédération internationale anticorruption sportive.